

Géopolitique des États-Unis

Jean-Eric Branaa

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Géopolitique des ÉTATS-UNIS

Jean-Éric Branaa

puf



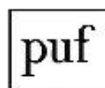
Collection « Géopolitiques »
dirigée par Frédéric Encel

ISBN Numérique : 9782130837749

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2022, août
© Presses Universitaires de France / Humensis
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

JEAN-ÉRIC BRANAA

Géopolitique des États-Unis





Introduction

« Les États-Unis sont la plus grande puissance mondiale. » Tous les présidents américains ont prononcé cette phrase, même Donald Trump qui avait pourtant fait campagne sur la puissance perdue de l'Amérique. Les principaux facteurs qui amènent à ce jugement sont que le pays est à la fois une puissance économique et financière avec le PIB le plus élevé du monde¹, la première production agricole et qu'il est classé numéro deux pour les exportations. Il est également le plus grand investisseur en capital et les grandes multinationales américaines contribuent largement au rayonnement économique du pays. Comme le dollar américain est la monnaie choisie pour le commerce international, il soutient mondialement les actions financières américaines². L'armée américaine, avec plus de 800 bases dans 130 pays, dispose du plus gros budget mondial (768,2 milliards de dollars³), soit autant que les budgets militaires combinés des douze nations qui la suivent dans le classement mondial. Le pays est en outre une grande puissance culturelle et scientifique : riche d'universités et de laboratoires de recherche de premier plan, les Américains sont notamment les champions du prix Nobel. Le *soft power* est particulièrement efficace et ce mode de vie qu'on appelle l'« American Way of Life » se présente comme un modèle. On en discute bien sûr en anglais, qui s'impose comme langue d'échange parce qu'elle est majoritairement pratiquée dans ce pays. Même dans le domaine des idées, les États-Unis influencent le monde : mouvement *woke* ou *cancel culture* sont débattus, défendus ou combattus partout sur la planète, bien que nés dans les campus américains.

Au-delà de cette liste à la Prévert, les États-Unis sont incontestablement un pays prospère depuis ses origines grâce à un territoire très florissant, qui lui procure des richesses naturelles immenses, variées et abondantes, comme du pétrole, du gaz naturel ou de l'or. C'est bien ce territoire, que les Étatsuniens estiment « béni des dieux », qui fait la force de la nation et lui permet d'asseoir sa puissance. Le travail des hommes a su mettre en valeur de manière remarquable la richesse des ressources offertes par ces terres et l'incroyable efficacité des Américains explique la puissance économique qu'ils ont acquise.

Géographie des États-Unis

territoire, ressources et économie



L'enjeu du territoire

À l'échelle de l'histoire, la colonisation européenne a été tardive et remonte à la découverte du continent en 1492 par Christophe Colomb, avec une accélération à partir de 1607, et l'arrivée des Anglo-Saxons. La réalité du gigantisme du pays n'est pas apparue immédiatement aux premiers colons. C'est pourtant la conquête de ces terres qui deviendra un enjeu fondamental pour ceux qui entendaient y exercer leur domination : les Britanniques, les Espagnols et les Français vont alors déplacer leur rivalité dans cette contrée et on peut observer deux étapes pour y parvenir : la première a été celle de l'exploration, phase nécessaire pour la connaissance de ce nouveau monde et qui a précédé la deuxième étape, celle de la colonisation. Les nouveaux arrivants ont alors pris possession de cet espace et ont imposé leur modèle de société, lui-même influencé par l'expérience acquise de l'autre côté de l'Atlantique.

L'espace et les éléments

Un pays immense

Les États-Unis forment un seul ensemble qui s'étale de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique sur 4 500 km et sur 2 500 km du nord au sud. L'ouverture sur ces deux océans permet des liaisons privilégiées et facile à la fois avec l'Europe à l'Est et avec l'Asie à l'Ouest. L'étendue de ce territoire procure des potentialités variées qui s'appuient sur la fertilité des grandes plaines – qui constituent le « grenier à blé » du pays –, sur la variété climatique propice aussi bien à l'agriculture qu'au tourisme et sur ses innombrables ressources naturelles. Cette démesure a entraîné quelques défis que les Américains ont eu à relever dès le départ, notamment la maîtrise de l'eau, mais aussi celui du climat, qui peut se révéler très rude, voire qui met les hommes et les infrastructures en danger. L'ampleur des challenges à affronter est illustrée par la multiplicité des fuseaux horaires¹, qui rend complexe l'unité entre les hommes, ainsi que par ces montagnes gigantesques qui encadrent le pays et dont la

valorisation est toujours loin d'être simple.

Les États-Unis sont l'un des plus grands pays du monde, avec une superficie de 9 630 000 km² – dix-sept fois plus grande que la France. Même si on ne considère que l'espace continental, sans l'Alaska et Hawaï, les 48 autres États occupent 7,8 millions de km² (quatorze fois la France). Le pays est principalement composé de grands espaces, qui ont attiré les immigrants, et contribué à forger une identité nationale. La distance entre Boston, sur la côte est, et San Francisco, sur la côte ouest, est équivalente à la distance entre Nantes et Moscou. On peut aussi signaler que les États-Unis sont situés un peu plus au sud que la France ; ainsi, Washington DC est à la même latitude que Lisbonne, Seattle est au même niveau que Nantes et Miami à la même latitude que les îles Canaries.

La puissance territoriale états-unienne s'appuie aussi sur la diversité géographique. Les vastes plaines sont encadrées par des montagnes puissantes, qui s'étendent de l'Alaska, au nord, avec son climat arctique, jusqu'aux frontières du Mexique, au sud, ou à la Floride, avec son climat tropical.

Le poids du milieu naturel

Les États-Unis présentent quatre grandes caractéristiques naturelles : la côte Atlantique et ses plaines étroites, une chaîne de montagnes anciennes – les Appalaches –, les Grandes Plaines centrales, qui comprennent le bassin du Mississippi, et les hauts plateaux menant à des montagnes jeunes à l'ouest, qui se prolongent au Mexique et au Canada et s'étirent jusqu'à la côte pacifique. Il faut ajouter l'Alaska et Hawaï, qui n'ont été intégrés que plus tardivement dans l'Union.

La côte Atlantique est une étroite bande côtière qui borde l'océan Atlantique et s'étend jusqu'au pied des Appalaches. Les immigrants du ^{xvii}e siècle ont colonisé cette plaine, et aujourd'hui encore cette zone est la plus peuplée. Son altitude est parfois inférieure à 100 m, et cette étendue alluviale contient des sols fertiles. La côte est généralement basse, ce qui permet à l'océan de pénétrer loin à l'intérieur des terres, dans des régions comme les Caroline, au sud de la Virginie, et les baies profondes du Nord, par exemple les rias de Chesapeake et du Delaware, ou de l'Hudson en forme de fjord. La côte du golfe du Mexique est basse le long de la baie et présente une série de lagunes, de marécages et de bayous, avant de devenir plus élevée en Floride, une ancienne île calcaire rattachée au continent, où la côte extrême sud se divise en récifs coralliens et en *keys*.

Les Appalaches et les monts Allegheny sont d'anciennes chaînes datant de l'ère paléozoïque. Elles s'étendent sur 2 000 km du Vermont à l'Alabama et ne dépassent jamais 200 km de largeur. L'altitude

moyenne usée par l'érosion ne dépasse guère les 1 500 m, mais le point culminant est le mont Mitchell en Caroline du Nord à 2 037 m. Bien qu'elles séparent la côte Atlantique de l'intérieur du pays, les Appalaches sont assez faciles à traverser par les vallées fluviales, et ne constituent plus une véritable barrière même si, au départ, elles ont longtemps été un obstacle à la poursuite de la colonisation.

Les grandes plaines centrales s'étendent des monts Allegheny aux Rocheuses, sur 2 500 km à l'est et à l'ouest, et sur la même distance au nord et au sud. Formés des sédiments de diverses époques du centre et du nord, de débris arrachés aux Rocheuses à l'ouest, et de sédiments fluviaux ou marins au sud, ce paysage monotone et sans fin ne présente que quelques changements de relief : les monts Ozark en Arkansas, et les Black Hills dans le Dakota, avec une altitude de plus de 2 000 m. Les prairies du Midwest s'étendent à partir des Grands Lacs et du cours supérieur de l'Ohio et du Mississippi, pour devenir les Hautes plaines près des Rocheuses, dont l'altitude plus élevée et les herbes plus courtes sont propices à l'élevage, notamment de bovins. Plus au nord, dans le Wisconsin, il y a une importante production laitière.

Une puissante barrière s'élève tout le long de la côte Ouest de l'Amérique du Nord et forme une immense clôture naturelle composées de plusieurs chaînes de montagnes. Les montagnes Rocheuses, orientées nord-sud, s'étendent du Montana au Nouveau-Mexique. Majestueuses et imposantes, culminant à 4 500 m², elles occupent un tiers de la surface totale du pays. Ce secteur est également marqué par l'activité volcanique et on y trouve des sources sulfureuses et des geysers, comme le célèbre Old Faithful dans le parc national de Yellowstone. D'immenses plateaux sont encastrés plus à l'ouest. On peut trouver des régions désertiques, avec une densité de la population qui n'atteint pas deux habitants au kilomètre carré, où se trouvent d'anciens lacs asséchés (*Bonneville Salt Flats*) ou les restes d'une mer intérieure qui est aujourd'hui le Grand Lac Salé, au nord de l'Utah, qui couvre d'ordinaire 4 400 km². Le point le plus bas du territoire américain, la vallée de la Mort, se trouve également dans cette région³. Le 10 juillet 1913, on y a enregistré la température la plus élevée sur la terre : 56,7 °C (134 °F).

Les côtes du Pacifique sont enfermées par d'autres chaînes de montagne : la Sierra Nevada, la chaîne des Cascades et chaînes côtières du Pacifique se dressent et opposent un véritable écran climatique. Le point le plus élevé, le mont Whitney, culmine à 4 440 m. À leurs pieds s'étendent parfois des vallées, dont la Grande Vallée de Californie, mais certaines de ces montagnes se jettent aussi directement dans la mer.

Pour être complet, il faut ajouter l'Alaska et l'archipel d'Hawaï.

L'Alaska est une immensité de 1 500 000 km². Le territoire est une émanation des chaînes de montagnes de l'ouest et c'est là que se trouve le plus haut sommet des États-Unis : le mont Denali, qui culmine à 6 193 m. On y trouve aussi de nombreux glaciers, alors que le territoire se situe à la même latitude que le Groenland. Hawaï est un archipel volcanique au milieu de l'océan Pacifique. Les paysages y sont composés de plages, de falaises et de forêts. Toute une série de volcans y sont toujours en activité.

Le climat

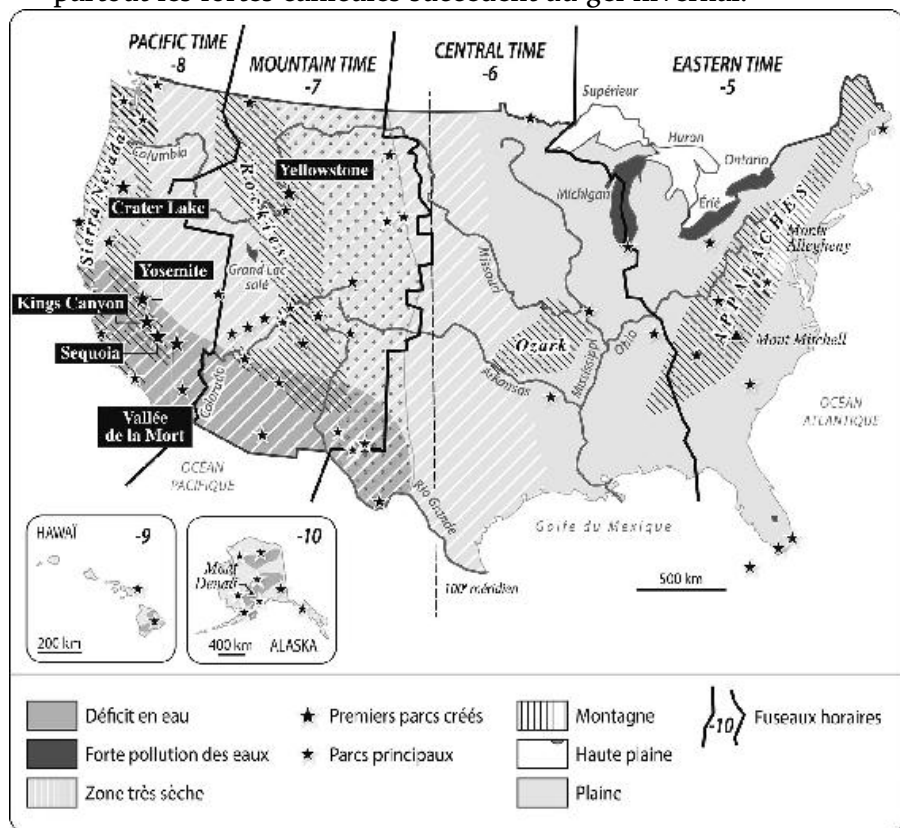
Les températures sont contrastées d'une région à l'autre, avec parfois des différences extrêmes : au 1^{er} janvier 2022, il faisait - 39 °C au nord du Montana et +37 °C au sud du Texas. Le climat des États-Unis est continental, influencé par les Rocheuses et la Sierra Nevada qui limitent l'influence du Pacifique et assèchent les régions centrales. L'absence de montagnes au nord et au sud permet à l'air tropical venant d'Amérique du Sud de circuler pendant l'été, ainsi qu'à l'air polaire venant du Canada de redescendre sans entrave en hiver, profitant de cette immense trouée qui leur offre un couloir naturel. C'est pourquoi l'Ouest américain est une région très sèche, à l'exception de la bande côtière. La sécheresse est croissante d'est en ouest : au-delà du 100° méridien ouest, le climat est semi-aride et aride. L'est, au contraire, est influencé par la côte atlantique et est assez humide. En bordure, les climats sont plus variés : océanique au nord-ouest et au nord-est, méditerranéen au sud-ouest et subtropical au sud-est.

En raison de sa situation géographique, le pays subit des changements climatiques parfois non prévus et violents. Il n'est pas rare que les déplacements des hommes et des marchandises en subissent les effets, que des aéroports soient paralysés ou des autoroutes impraticables, et que des centaines de milliers d'Américains se retrouvent piégés. On pense bien sûr à la neige, au froid ou aux averses, qui peuvent tous être terribles dans ce pays, mais c'est surtout le vent qui apporte souvent la destruction sur son passage : il a soufflé à 260 km/h lors de la tempête Katrina en Louisiane en août 2005, tuant 1 833 personnes, et à 340 km/h lors du passage des tornades dans le Kentucky en décembre 2021. Dans ce seul État, il a alors été déploré près d'une centaine de morts. On était bien sûr très loin de la tornade de 1900, qui avait fait 8 000 morts à Galveston mais, chaque année, les catastrophes climatiques font les unes des journaux. Le record absolu pour la vitesse du vent dans le pays date du 12 avril 1934, à Mount Washington, dans le New Hampshire : 371 km/h. C'est là encore un record inégalé dans le monde.

L'inquiétude est aussi très forte s'agissant des tremblements de terre, qui sont de plus en plus fréquents, et chacun craint un *Big One*, qui est annoncé comme devant frapper un jour la Californie à partir de la faille de San Andreas.

Du fait de la taille continentale du pays, ces aléas climatiques se retrouvent à peu près partout :

- dans le sud-est, les ouragans sont fréquents et parfois dévastateurs ;
- dans le *Midwest*, les hivers sont rudes, avec de fortes chutes de neige et de grosses tempêtes ;
- le long du Mississippi, les inondations et les tornades sont très nombreuses ;
- dans le nord-ouest, en Alaska et à Hawaï, des volcans actifs sont présents et toute la région subit des tremblements de terre, ce qui est également le cas en Californie ;
- partout les fortes canicules succèdent au gel hivernal.



Géographie physique des États-Unis

La question climatique est toutefois devenue très présente dans le débat politique, alors que de plus en plus d'Américains s'interrogent sur l'action de l'homme. D'autres, à l'instar du Donald Trump,

45^e président des États-Unis, assurent au contraire qu'il y a toujours eu des aléas climatiques et que l'activité humaine n'y change rien. Le climato-scepticisme trouve sa traduction en politique⁴ : déjà, sous Obama, les conservateurs s'étaient montrés résolument opposés à l'agenda environnemental, notamment sur le volet des réductions des émissions de gaz à effet de serre. L'inquiétude ne cesse toutefois de grandir, le rapport Deloitte⁵ en 2021, ou celui du Giec⁶ en 2022, ont tiré le signal d'alarme : si le réchauffement climatique atteint +3 °C vers la fin du siècle, les dommages affecteraient chaque région du pays. Il serait alors plus difficile pour les gens de vivre et de travailler en raison du stress thermique, de la hausse du niveau de la mer, des infrastructures endommagées et de la baisse de la productivité agricole. Selon un autre rapport, publié en février 2022 par l'agence gouvernementale National Oceanic and Atmospheric Administration⁷, il est probable que le littoral des États-Unis soit confronté à une élévation du niveau de la mer de près de 30 cm au cours des trois prochaines décennies, ce qui intensifierait la menace d'inondation et d'érosion pour les communautés côtières du pays. C'est pourquoi la décision de la Cour suprême du 30 juin 2022 dans l'affaire *West Virginia v. Environmental Protection Agency*, qui a limité le pouvoir de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) en l'empêchant d'édicter des règles pour limiter les émissions des centrales à charbon, est vécue par beaucoup comme une véritable catastrophe. Le changement climatique d'origine humaine, dû principalement à l'utilisation de combustibles fossiles, a accéléré l'élévation du niveau de la mer à l'échelle mondiale à un rythme record depuis plus de 3 000 ans. La NOAA prévoit que, d'ici à 2050, le niveau des océans le long des côtes américaines augmentera autant qu'au cours du siècle dernier. Cette quantité d'eau qui bat les côtes « créera une augmentation profonde de la fréquence des inondations côtières, même en l'absence de tempêtes ou de fortes précipitations ». L'analyse de Deloitte montre par ailleurs qu'une action insuffisante en matière de changement climatique pourrait coûter à l'économie américaine 14 500 milliards de dollars au cours des cinquante prochaines années. Une perte de cette ampleur équivaut à près de 4 % du PIB. Au cours des cinquante prochaines années, près de 900 000 emplois pourraient aussi disparaître chaque année en raison des dommages climatiques.

Un trésor à protéger

La diversité des paysages est un trésor dont les Américains ont pleinement conscience, mais qui devient régulièrement elle-aussi un enjeu de politique intérieure. La nature sauvage, telle qu'elle a été affrontée par les pionniers, fait pleinement partie du roman national et

ne peut être dissociée de l'identité américaine. Cela relève surtout d'un rapport fantasmé au territoire et explique ce goût pour les récits de la conquête de l'Ouest, dans lesquels la nature est toujours présente et sublimée. D'ailleurs, un des ouvrages toujours parmi les plus vendus aux États-Unis à ce jour est *Walden ou la vie dans les bois*, qui n'est ni un roman, ni une autobiographie, ni un journal naturaliste, mais un récit dans lequel le philosophe Henry-David Thoreau offre une description de cette nature américaine. Le récit de son séjour de deux ans sur la rive nord de l'étang de Walden, dans le Massachusetts, est devenu la déclaration américaine classique d'une libération personnelle, d'une interprétation extatique de l'individualité spirituelle et un hymne au monde naturel : « Si un homme ne suit pas le rythme de ses compagnons, c'est peut-être parce qu'il entend un autre tambour. » Dans le même esprit, la plupart des grands auteurs américains se sont inspirés de cette nature, qui est souvent représentée comme une métaphore de l'esprit de liberté sur lequel le pays s'est construit.

D'ailleurs, quiconque a visité les États-Unis, et plus spécifiquement l'Ouest américain, en est revenu avec une vision éblouie de leurs parcs nationaux. On pourrait penser que c'est l'attachement à leur territoire et à sa diversité qui a motivé les Américains à la création de ces zones sanctuarisées, un véritable réseau d'espaces protégés parmi les plus étendus au monde. Mais il n'en est rien. De 1890 à 1902, le gouvernement américain a défini cinq immenses parcs nationaux : Yellowstone National Park (1872) ; Kings Canyon National Park (1890) ; Sequoia National Park (1890) ; Yosemite National Park (1890) ; Crater Lake National Park (1902). Pourtant, la conservation de la vie sauvage n'a jamais été l'un des objectifs du gouvernement. Plus prosaïquement, vu depuis Washington DC et depuis le Congrès, les cinq parcs faisaient juste partie des plus grands monuments américains et c'est pour cela qu'ils devaient être sanctuarisés. La question ne fut même pas véritablement débattue car ces terrains n'avaient strictement aucune valeur commerciale. L'institutionnalisation des parcs nationaux dans le système politique et juridique date de 1916 avec l'établissement du National Park Service. Avant cela, juste dix ans auparavant, la loi Antiquities Act de 1906 a donné au président des États-Unis le pouvoir de créer de nouveaux espaces protégés et d'en faire des réserves nationales, sans même passer par le Congrès, preuve du désintérêt des législateurs sur cette question, à cette époque.

Mais, vers la fin du XIX^e siècle, les enjeux ont changé lorsque les ressources naturelles se sont trouvées limitées, alors que leur consommation augmentait. L'environnementalisme a trouvé ses limites dans la confrontation avec d'autres intérêts, qui se sont révélés

très puissants. Ainsi, l'étalement urbain ou les atteintes aux surfaces forestières ont constitué de véritables facteurs de déstabilisation dans ces territoires. Mais c'est surtout la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures qui relance sans cesse les appétits et met la nature en danger face aux assauts de ceux qui sont moins concernés par la préservation des espaces, de la faune ou de la flore. De nos jours, c'est principalement l'océan Arctique qui attire les convoitises pour les forages de gaz ou de pétrole. Barack Obama y a sanctuarisé de vastes zones, comme l'y autorisait l'Outer Continental Shelf Lands Act de 1953, afin de préserver les écosystèmes⁸. Dwight Eisenhower ou Bill Clinton en avaient fait autant avant lui en agissant pour protéger les eaux fédérales de toute exploitation d'hydrocarbures. Donald Trump a réorienté le balancier dans la direction opposée, avec un gigantesque programme d'exploitation des gisements gaziers et pétroliers sur la côte nord de l'Alaska. Cet ensemble naturel de 76 000 kilomètres carrés est un sujet constant de dispute entre les deux principaux partis américains. Les républicains mettent en avant la dimension économique, parlent de création d'emplois et invoquent l'indépendance énergétique du pays, alors que les démocrates répondent par la protection de l'environnement. À peine arrivé au pouvoir, Joe Biden a relancé cette querelle en suspendant le programme qui admettait les prospections dans le refuge faunique national d'Arctique⁹. Et il en va de même avec les parcs continentaux. Les protections environnementales de trois grands monuments nationaux que l'ancien président Trump avait considérablement réduites ont été rétablies par son successeur : on est notamment retourné aux limites originales de 530 000 hectares pour le National Bears Ears de l'Utah et aux 730 000 hectares pour Grand Staircase-Escalante. En février 2022, l'administration Biden a annulé deux baux miniers approuvés par Donald Trump qui auraient permis la construction d'une mine de cuivre près de la zone naturelle des Boundary Waters, dans le Minnesota. On estime que ce sous-sol recèle quatre milliards de tonnes de minerais de cuivre et de nickel, et les compagnies minières sont avides de s'emparer de ces matériaux. Mais les Boundary Waters, qui se trouvent le long de la frontière canadienne, abritent des milliers d'espèces d'animaux, dont certaines sont vulnérables. L'analyse de Joe Biden pour revenir à l'état initial, dans cette zone, comme dans ses autres interventions, est intéressante : il a relevé que la loi de 1906 autorise un président « à faire », mais pas « à défaire ». Il n'est pas certain toutefois que la notion de perpétuité ainsi soulignée résiste à de nouvelles convoitises dans le futur, qui s'appuieront, on n'en doute pas, sur de nouvelles interprétations.

Une autre problématique est aussi régulièrement relancée et n'a pas

trouvé de règlement définitif jusqu'à présent : celle du partage de la gouvernance de ces territoires avec les peuples autochtones. Et ce n'est pas la moindre des questions. Or, là encore le conservatisme très prononcé de l'actuelle Cour suprême soulève de nombreuses inquiétudes, en particulier depuis sa décision dans *Oklahoma v. Castro-Huerta* en juin 2022, par laquelle elle a réduit les prérogatives des tribus sur leur territoire en matière de souveraineté.

Importance stratégique de l'eau

La taille du territoire a aussi très vite rendu crucial le contrôle des voies navigables et des lacs. Car c'est par ce biais que les Européens ont pu pénétrer à l'intérieur du pays, notamment par le fleuve Mississippi (3 780 km) – quatre fois plus long que la Loire en France – et ses confluent, dont le Missouri, qui est encore plus long que le Mississippi (4 090 km). Les grands fleuves irriguent les Grandes Plaines et, grâce au travail des hommes, alimentent les barrages hydroélectriques et fournissent l'électricité. Cinq Grands Lacs s'étalent entre le Canada et les États-Unis : le lac Érié, le lac Huron, le lac Michigan, le lac Ontario et le lac Supérieur. Ils sont aussi grands que des mers intérieures, mais ce sont des lacs d'eau douce, qui constituent par ailleurs la plus grande source d'eau douce de la planète. Ce sont aussi ces lacs qui, reliés entre eux, ont très tôt permis le transport des matières premières, des marchandises et des hommes et facilité le développement de la région Nord-Ouest des États-Unis, qui est devenue prospère. Ils ont été reliés par un réseau fluvial et la navigation y est facile ; elle y est donc très dense. Le transport maritime est d'ailleurs aisé sur l'ensemble des États-Unis et son faible coût (dix à trente fois moins que la circulation terrestre) en a longtemps fait un atout majeur. L'importance de la circulation sur les Grands Lacs est cependant devenue marginale de nos jours et, désormais, on parle principalement du Mississippi lorsqu'on évoque les transports fluviaux. À lui seul, il concentre huit cents millions de tonnes de marchandises transportées (75 % du total du transport intérieur).

L'eau tient une importance particulière dans le développement historique de la nation, mais son impact est tout aussi présent dans sa puissance actuelle. Au cours des années 1800, les États-Unis sont passés d'une nation agraire à une nation industrialisée. La population a augmenté et les infrastructures d'eau potable ont été construites à grande échelle. Ces développements n'ont pourtant pas été planifiés et ont à chaque fois répondu à des crises. Les premières d'entre elles sont survenues lorsque la croissance rapide de la population a submergé les infrastructures hydrauliques, au point de ne plus permettre à chacun

de se procurer le minimum qui lui était nécessaire en eau potable. L'exemple le plus évident est celui de New York, dont la population a plus que triplé entre 1800 et 1830, passant d'environ 60 000 à plus de 200 000 habitants. Il a alors fallu investir beaucoup d'argent pour aller chercher l'eau plus loin et la transporter. Ce schéma de croissance démographique, dépassant la capacité des réserves d'eau locales, suivie d'investissements de centaines de dollars par habitant pour importer de l'eau depuis de grandes distances, s'est également produit à Boston, Washington, Philadelphie et d'autres grandes villes encore. Les crises périodiques des villes de la côte sont en pleine croissance ont permis au jeune pays de tirer des leçons précieuses. Ses ingénieurs ont ainsi développé un savoir-faire technologique grâce à la construction de barrages et de réservoirs, ce qui a contribué à la migration vers l'Ouest, lancée quelques décennies plus tard.

Car la simple consultation d'une carte des précipitations fait immédiatement comprendre la nature du problème : si les pluies sont abondantes ou satisfaisantes à l'est du 100^e méridien, qui divise le territoire des États-Unis en son milieu, la situation est bien différente à l'ouest : là, ce sont des terres arides et un climat souvent désertique, ce qui était un autre frein puissant à l'expansion.

Déjà les peuples amérindiens du sud-ouest avaient une longue histoire de migration annuelle en raison du manque d'eau et des difficultés rencontrées pour alimenter les villages et les cultures. Philippe Jacquin et Daniel Royot ont cité l'exemple d'une tribu, celle des Hohokam, qui a créé l'un des plus grands réseaux de canaux du sud-ouest. Vers 1 200 après J.-C., ils avaient creusé des kilomètres et des kilomètres de fossés mesurant vingt mètres de large et six mètres de profondeur. Certains de ces canaux pouvaient irriguer jusqu'à quatre mille hectares de cultures. John Wesley Powell, l'un des premiers explorateurs envoyés par le Congrès dans cette région a souligné le problème de l'aridité de ces terres. La gestion de l'eau était tellement importante à ses yeux, qu'il a suggéré au Congrès que les États qui n'étaient pas encore définis à ce moment-là le soient à l'avenir par les limites des bassins et des cours d'eau. La colonisation n'a pu se faire qu'en apportant une réponse à la question de l'eau, ou du manque d'eau. Ainsi, les Mormons en Utah ont littéralement creusé à la main et dans la roche plus de 1 500 kilomètres de canaux dans tout leur nouvel État, ce qui leur a permis d'irriguer des milliers d'hectares et d'augmenter considérablement la productivité de leurs terres agricoles. La construction d'ouvrages hydrauliques pour pouvoir coloniser l'Ouest est devenue une priorité. L'intervention du gouvernement américain a permis d'apporter de l'eau pour irriguer des milliers et des milliers d'hectares et a transformé ce désert américain en terre habitable.

Ce besoin de domestiquer l'eau a pris un tour nouveau à partir de 1882 et de la construction de la première centrale hydro-électrique, ce qui a répondu à une autre demande, celle de l'énergie électrique, réclamée dans tous les États. L'essor est venu du New Deal : la Tennessee Valley Authority a permis la construction de barrage Hoover sur le Colorado – qui reste l'un des plus grands ouvrages à ce jour dans le pays – et d'autres équipement hydroélectrique sur le fleuve Columbia. Ce programme de développement de l'hydro-électricité s'est poursuivi jusqu'au début des années 1990.

Des idées et des hommes

La destinée manifeste

L'immensité, la diversité et la profusion de ressources qui donnent l'impression d'une corne d'abondance ont très vite fait germer dans ce pays pétri de religion la conviction que Dieu les avait choisis et qu'ils étaient bénis. Rapidement, aussi, les États-Unis ont été habités par l'idée d'une mission supérieure et divine : celle de repeupler le continent, d'apporter la démocratie aussi loin que possible à l'ouest, au nord et au sud, puis d'établir partout les institutions américaines, parce qu'elles auraient été supérieures à celles que l'on trouvait en Europe. Cette pensée a été soutenue par des grands esprits dans le monde entier et, en particulier, par Alexis de Tocqueville qui a publié *De la démocratie en Amérique*, en 1835 (volume I) et 1840 (volume II). Elle a également été défendue par les démocrates-républicains et cela justifiait, à leurs yeux, l'expulsion des autochtones et la saisie de leurs biens, et surtout de leurs terres.

L'expression « Destinée manifeste » est apparue en 1844 dans un article publié dans le *United States Magazine and Democratic Review*¹⁰, que le journaliste new-yorkais John O'Sullivan consacrait à l'annexion du Texas. L'expression reflète ce désir d'expansionnisme, gage de liberté, d'échappatoire aux oppressions et aux absolutismes et de réalisation aussi bien personnelle que collective ; mais elle s'appuie sur le puritanisme des premiers colons, enrobe ainsi toutes les actions, et permet d'écrire dans le roman national la certitude d'une volonté et d'une protection divines. Car les hommes qui allaient former la nation qui s'est dite protégée par Dieu (« One Nation Under God ») ont très tôt pensé que leurs efforts relevaient d'une mission civilisatrice, menée au nom de ce Dieu. O'Sullivan utilise son expression pour décrire le caractère « de droit divin » et la colonisation irréversible de l'Amérique du Nord par les Anglo-Saxons de la côte est. Un inconscient collectif s'est alors imposé et la conquête du territoire est

devenu un axe puissant de la construction de la nation. Cette destinée manifeste s'est essentiellement réalisée au cours des années 1840, qui furent une période d'expansion extraordinaire pour les États-Unis. En quatre ans, le territoire national s'est agrandi de 1,2 million de km², soit un élargissement de plus de 60 % ! Cette extension a été si rapide que les Américains l'ont véritablement perçue comme un processus inéluctable : la destinée manifeste de leur pays était donc bien de dominer le continent, comme l'avait prédit O'Sullivan. Dieu n'a jamais quitté le cœur de cette motivation et il est resté omniprésent dans la société américaine jusqu'à nos jours.

La « frontière »

Couplée à la destinée manifeste, le mythe américain le plus puissant, celui de la frontière, a accompagné la colonisation des immenses espaces intérieurs, qui s'est accomplie en moins d'un siècle. Ce mythe a ensuite été décliné et a même servi la conquête spatiale, sublimant la fierté nationale lorsqu'un Américain a été le premier homme à marcher sur la lune. Le mythe de la frontière est aujourd'hui malmené, alors que le pays ne sait plus s'il doit poursuivre sa mission au service de la démocratie ou se replier sur lui-même, comme l'y invite le Parti républicain depuis la fin du xx^e siècle.

Évoquer la frontière dans un contexte américain signifie toutefois en premier lieu souligner cette soif d'expansion qui a marqué les débuts. Il a cependant fallu un peu de temps, la Révolution américaine et la naissance d'une nouvelle nation, pour que le Middle West soit intégré au territoire national. Mais l'attente était déjà forte : l'expédition de Lewis et Clark (1804-1806), qui était partie de Saint-Louis et a remonté le Pacifique en direction du Pacifique, a suscité un immense intérêt. Grâce à eux, les Américains ont appris ce qu'il y avait au-delà des Appalaches et ont été instruits sur les autochtones qui y vivaient. Toute la région située à l'ouest de ces montagnes était française et s'appelait auparavant Louisiane. Ces territoires ont été cédés par la France en 1803. Ils ont été divisés et sont devenus à leur tour de nouveaux États, qui ont rejoint l'Union un à un, à commencer par le Missouri en 1821. L'intégration complète s'est achevée par l'admission des Dakota en 1889. La région des Grands Lacs avait déjà été annexée aux États-Unis en 1783, par le traité de Paris. Des divisions se sont également créées dans les territoires du Nord-Ouest, avant que les États ne rejoignent l'Union à leur tour : Ohio en 1803, Indiana en 1816, Illinois en 1818, Michigan en 1837 et Wisconsin en 1848. Tout n'a pas forcément été marqué par la facilité et le désir de coloniser de nouvelles terres a parfois provoqué des tensions importantes. Cela a notamment été le cas avec le Mexique lorsque son

nouveau dirigeant, le général Santa Ana, a mis fin à la politique traditionnelle qui consistait à inciter les Américains à s'installer au Texas, qui était en fait un territoire mexicain. Le Texas a déclaré son indépendance du Mexique en 1836 et Santa Anna a marché sur San Antonio avec 3 000 hommes, encerclant 200 Texans à Fort Alamo, avant de les massacrer. Cela n'a pas arrêté l'inexorable pour autant et le Texas s'est déclaré État américain en 1845. Les Mexicains ont pris cela pour une provocation et attaqué leur voisin du nord. Ils y ont finalement perdu ce qui deviendra plus tard le Nouveau-Mexique et l'Arizona.

L'élection de Jackson à la présidence en 1829 a été éminemment symbolique dans ce mouvement de conquête de la frontière : pour la première fois, ce n'est pas un homme natif d'un État de l'est qui occupait la Maison-Blanche.

L'élargissement territorial des États-Unis a renforcé les divergences en matière économique, qui étaient déjà présentes avant ce mouvement vers l'ouest, mais aussi dans les mœurs et les opinions des populations. La question de l'esclavage s'est retrouvée au centre des querelles, au point que l'entrée d'un nouvel État dans l'Union a été conditionnée à l'entrée d'un autre, qui avait nécessairement fait le choix inverse sur cette question épineuse, afin de ne pas troubler l'équilibre déjà existant dans le pays. Le conflit avait à peine cessé que les États-Unis allaient reprendre, puis achever, la conquête de leur territoire intérieur tandis qu'ils s'ouvraient à des vagues d'immigration successives de plus en plus diverses par les origines des gens qui les composaient. L'appropriation de cet immense espace ne s'est pas faite sans conflits d'intérêts. Le plus connu a opposé les *Ranchers* qui pratiquaient la transhumance et les agriculteurs qui voulait enclore leurs terres. Cet espace immense, pour être pleinement maîtrisé, devait être relié par des moyens de communication modernes, seul moyen de vaincre les distances. Tout est alors allé très vite : en 1861 le télégraphe a relié les côtes pacifiques et atlantiques. En 1862, le gouvernement a chargé deux compagnies ferroviaires de réaliser le premier chemin de fer transcontinental. Ce fut chose faite le 10 mai 1869, dans l'Utah. Quatre autres transcontinentaux ont été construits entre 1883 et 1893. C'est aussi à cette époque-là, en 1867, que la Russie tsariste a vendu le territoire de l'Alaska aux États-Unis. Cela a signé la fin de la frontière en même temps que l'essor de son mythe.

La conquête du territoire

L'immensité territoriale a été vaincue grâce au développement d'un formidable réseau de transports. À l'époque coloniale, c'est le cheval

qui transportait les hommes, quand ils n'allaient pas à pied. Comme toutes les villes étaient situées près d'un port ou d'une voie navigable, c'est le transport fluvial qui, le premier, a été préféré. Les déplacements terrestres ont longtemps été réservés à la livraison du courrier. Les routes étaient alors peu nombreuses, souvent privées et peu entretenues. La dureté du climat dans le nord des États-Unis, où se concentrait la majorité de la population, les rendaient par ailleurs impraticables pendant une grande partie de l'année, notamment en hiver. L'aménagement des canaux a été le choix privilégié dans les politiques publiques, pour permettre un acheminement plus aisé des marchandises vers les villes et vers les ports d'exportation. Le canal Érié a fait partie des réalisations du ^{xix}^e siècle : la première section a été ouverte en 1819 et il a très fortement contribué à la prospérité de la ville de New York, ainsi que de tout l'État, en réduisant le coût du transport de 90 %. Comme la plupart des canaux, il a perdu beaucoup de son importance aujourd'hui, en raison de la concurrence du chemin de fer et du transport par camions.

L'âge d'or du transport se situe entre 1815 et 1860. Avec la construction de routes et les progrès techniques, la diligence s'est installée comme un élément indissociable de l'histoire américaine et de la conquête de l'Ouest et a fait la célébrité de la compagnie Wells Fargo, la plus célèbre des compagnies de diligences, dont les voitures étaient tirées par plusieurs chevaux à travers les Grandes Plaines. Les bateaux à voiles des canaux ont pour leur part cédé la place à des bateaux à roue ou à vapeur. C'est à cette époque que le Mississippi a gagné en importance et, avec lui, tout son réseau fluvial (Ohio et Missouri). Les bateaux à vapeur y ont régné jusqu'à l'avènement du chemin de fer, transportant marchandises et passagers. Car, finalement, c'est ce dernier qui s'est imposé.

La grande révolution est en effet venue de la locomotive, procurant un moyen de transport rapide et robuste, qui se moquait des aléas climatiques et permettait la régularité des échanges. L'expansion du chemin de fer a été rapide et a touché l'ensemble des États au milieu du ^{xix}^e siècle. C'est à lui aussi que l'on doit la rapidité de l'expansion vers l'Ouest, à partir de la guerre de Sécession, largement encouragée par le Congrès américain qui, entre 1865 et 1869, a offert treize millions d'hectares de terrains aux compagnies de chemins de fer. Les motivations des politiciens étaient alors nombreuses et variées : que ce soit pour un désir de repousser toujours davantage la frontière, pour donner des terres aux millions d'immigrants qui se déversaient dans le pays, ou pour accomplir la destinée manifeste de l'expansion démocratique, à l'image du sénateur Thomas Hart Benton, qui est à l'origine de la première loi foncière en faveur du chemin de fer. Il faudra encore attendre 1862, et la loi sur le Pacific Railroad

promulguée par Abraham Lincoln pour que deux compagnies ferroviaires se voient attribuer le plus vaste chantier du siècle : la Central Pacific s'est vu confier la charge du tronçon qui partait du Pacifique et l'Union Pacific a commencé la construction d'un tronçon en sens inverse, depuis Omaha.

Le progrès technique a fini par détrôner le chemin de fer avec l'avènement de l'automobile. C'est alors un réseau routier national qui a été dessiné, d'abord modestement, puis à grande échelle dans la période de l'après-guerre. Dans les années 1950, les États-Unis ont construit un réseau dont l'élément le plus important a été le système des autoroutes, les *Interstate highways*, mises en service sous la présidence Eisenhower. Conforme au gigantisme du pays, ces autoroutes ont traversé les différents États et rendu la communication et les déplacements de plus en plus faciles. Les ventes de véhicules ont été dopées et la voiture est devenue un bien de consommation très courant. Chaque foyer a voulu la sienne car elle était un signe extérieur de réussite : il fallait donc que cette voiture soit grande, mais aussi spacieuse et clinquante. Et plus elle était voyante, mieux c'était. L'Amérique a vécu son rêve dans le matérialisme et la voiture était alors l'objet le plus convoité. Les Big Three¹¹ se sont partagé le marché et ne souffraient pas de la concurrence, puisqu'il n'y avait presque plus rien pour s'opposer à leur hégémonie en Europe ou au Japon. Detroit, qui abritait les usines des grands constructeurs a été surnommée Motor City. Dans les années 1950, les constructeurs ont laissé alors libre cours à leur fantaisie et décliné les fantasmes de leurs clients ou leur en offrant de nouveaux gadgets, proposant des sièges pivotants, des capotes qui se ferment seules, des dimensions imposantes et des chromes partout. Les années 1960 ont été plus sages de ce point de vue mais la voiture a gardé sa place privilégiée dans le cœur des Américains. La société américaine a alors évolué en grande partie grâce ou à cause de l'automobile, qui a pris de plus en plus sa place dans l'American Way of Life. Bernard Charbonneau a écrit qu'on « croit fabriquer des automobiles alors qu'on fabrique une société ». Il n'avait pas tort. Le développement des routes s'est accompagné de l'invention et de la multiplication des *drive-in* ou des *drive-through*, comme l'a justement souligné Daniel Boorstin¹². La voiture a surtout inoculé dans cette société américaine une culture de la mobilité, qui fait toujours sa force aujourd'hui : les Américains n'hésitent pas à changer de lieu de vie, à déménager plusieurs fois si nécessaire, et vont vers les nouveaux bassins d'emplois sans s'encombrer de racines qui les empêcheraient d'aller encore et toujours de l'avant.

Sans pour autant détrôner la voiture, l'industrie du transport aérien a commencé à concurrencer les autres transports avec succès. Un réseau d'aéroports et d'autres infrastructures du transport aérien civil

s'est développé et les voyages en avion sont devenus plus accessibles, à tel point que les chemins de fer ne pouvaient plus exploiter de manière rentable des réseaux de trains de voyageurs. Au début des années 1970, la quasi-totalité de l'exploitation et de la propriété des trains de voyageurs avait été transférée à divers organismes fédéraux, municipaux et étatiques. Le transport ferroviaire de passagers a fini par être fortement subventionné, comme c'est le cas aujourd'hui. Il y a eu un phénomène identique dans le chemin de fer de marchandises, car le fret motorisé a capté une très large part de ce marché.

Les villes et les campagnes

L'historien Turner, dans un ouvrage paru en 1920, a estimé que la frontière a été le berceau privilégié de l'Amérique. Il est vrai que la frontière occupe une place centrale dans l'imaginaire des États-Unis, qui se perçoivent comme une nation en perpétuel devenir. Mais cette approche idéale a été vivement remise en cause, d'autres historiens reprochant à Turner d'avoir sous-estimé le rôle de la ville et exagéré le creuset social et racial qu'aurait été la frontière. Parce qu'ils venaient par la mer, les premiers immigrants se sont en effet installés sur les côtes et la plupart y sont restés. D'ailleurs, la plupart des grandes villes se situent aujourd'hui encore sur le littoral, et c'est là que la population y est toujours principalement concentrée, avec la domination de la mégalopole du nord-est qui s'étend de Boston à Washington, du nord au sud, et jusqu'au Grands Lacs et Chicago vers l'ouest. Un phénomène identique de concentration dans de grandes agglomérations s'observe dans tout le pays. La colonisation du territoire a tout de même permis le développement d'une société nouvelle. Peu à peu, les nouveaux arrivants se sont éloignés des préoccupations du vieux continent, dont ils étaient originaires, et se sont intéressés plus particulièrement à leur nouvel espace.

Il n'y avait pas beaucoup de villes à l'époque coloniale, car la population était essentiellement rurale (80 % vivait à la campagne). Les villes existantes étaient principalement des ports, assurant un lien avec la mère patrie, dont elles étaient très dépendantes, tant sur le plan politique qu'administratif et économique. Jamestown et la Nouvelle-Amsterdam (qui deviendra New York), ou Boston, se sont développées en grande partie grâce aux nouveaux colons immigrants. Ces villes ont été fondées par des corporations, auxquelles le roi avait délégué l'administration par le biais d'une charte. Certaines ont également été voulues par des particuliers, comme Philadelphie par William Penn, ou Williamsburg par Francis Nicholson. Avec la Révolution industrielle¹³, l'activité s'est concentrée dans ces villes et les zones portuaires. Des usines sont apparues le long des voies

navigables et les problèmes de transport sont devenus un facteur déterminant de la croissance urbaine : le long du canal Érié pour New York, du canal Illinois-Michigan pour Chicago et du chemin de fer qui a permis l'exploration du centre et de l'Ouest, et donné naissance à de nouvelles villes. Le fort taux d'immigration qu'a connu le pays à la même époque a intensifié ce développement urbain, notamment sur la côte est. Ces immigrants s'entassaient dans des quartiers souvent insalubres. Des ghettos sont apparus dans quasiment toutes les zones urbaines, lorsque d'anciens esclaves ont migré vers les villes du Nord-Est.

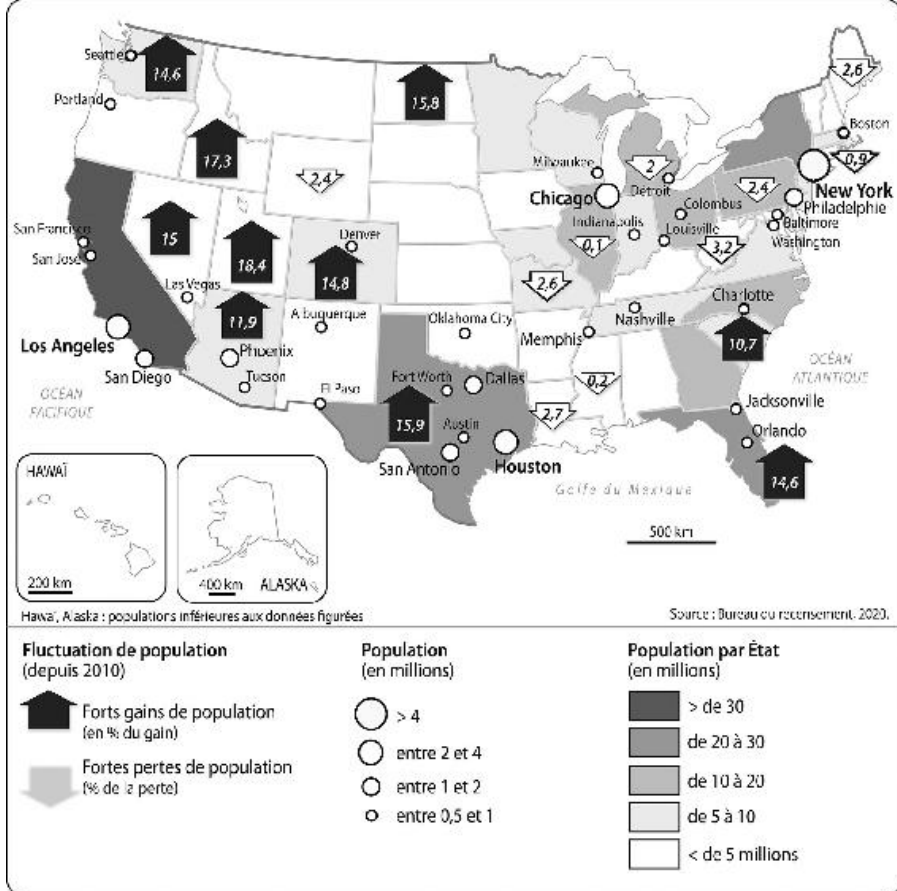
En 1920, la population urbaine a dépassé la population rurale, notamment grâce à la croissance des banlieues, favorisée par l'invention de l'automobile. Les classes moyennes se sont alors éloignées des centres-villes. À partir des années 1950, les banlieues ont continué à s'étendre, grâce au développement du réseau routier : cette période est celle de l'« étalement urbain », pleinement encouragé par le gouvernement fédéral. L'idéal américain s'incarnait alors dans la possession d'une maison avec jardin. Les quartiers des centres-villes ont été abandonnés aux populations pauvres et aux immigrants récents. Au milieu du ^{xx}e siècle, les autorités ont tenté de revitaliser ces centres-villes avec des plans de réaménagement. Cela a entraîné une perte d'attrait pour les banlieues alors que, dans le même temps, on a assisté au développement d'un nouveau type de quartier dans pratiquement toutes les villes, les quartiers résidentiels fermés (*gated communities*). Ils ont été un véritable miroir de cette tendance forte – qui ne fera que se renforcer – de se recroqueviller sur des groupes réduits et bien identifiés, plus sécurisants. Le premier exemple connu d'une véritable communauté fermée aux États-Unis est Llewellyn Park, créé en 1853 dans le New Jersey, à quelques kilomètres de Manhattan ; à l'époque, il s'agissait de créer un havre pour les retraités. Il présentait déjà des éléments caractéristiques des futures zones à accès restreints, celles que nous connaissons aujourd'hui : un ensemble résidentiel organisé autour d'une route sinueuse, permettant la limitation à un petit groupe, plaçant un environnement naturel au premier plan, ayant des règles strictes qui garantissent la stabilité sociale et l'homogénéité, en combinaison avec la sécurité et l'exclusivité. Au milieu des années 1990, le phénomène a pris de l'ampleur et environ huit millions d'Américains vivent aujourd'hui dans de tels lieux. Bien qu'il s'agisse d'une tendance immobilière initialement réservée aux retraités aisés, ces quartiers résidentiels fermés se révèlent de plus en plus attractifs pour les travailleurs de la classe moyenne contemporaine. On les trouve même désormais dans les quartiers défavorisés des grandes villes américaines. On estime que 40 % des projets immobiliers créés au cours des vingt dernières

années sont entourés de murs ou de clôtures, notamment dans l'Ouest et le Sud. En 2022, dans certaines villes américaines, comme Houston, un quart des quartiers sont effectivement fermés.

Une population urbaine

À partir des années 1970, les banlieues ont à nouveau attiré les entreprises et les emplois, et les Américains ont quitté les cités dortoirs pour s'installer dans des banlieues dynamiques. La facilité et le caractère abordable des voyages en avion ont rapproché les gens et encouragé le développement de nouveaux centres urbains. La plupart des Américains résident aujourd'hui dans ce que l'on appelle des « zones métropolitaines ». Ces zones englobent généralement le centre-ville proprement dit, ainsi que les banlieues périphériques, et peuvent également inclure de plus petites agglomérations au-delà des limites de la banlieue immédiate. Le boom du développement urbain a atteint les villes de la ceinture du Soleil (*Sun Belt*), dont la population a augmenté rapidement (Las Vegas, Phoenix, Miami, etc.). On peut désormais distinguer quatre grandes zones urbaines : la mégalopole du nord-est BosWash, qui s'étend de Boston à Washington DC, la côte californienne de San Diego à San Francisco, la région des Grands Lacs et le Sud, de Dallas à Miami.

Le pays n'est pas du tout centralisé autour d'une grande ville dominante et, au contraire, il existe de nombreux centres urbains régionaux, dont les influences sont souvent soutenues par une activité spécifique. Ainsi, Washington DC est la capitale administrative et politique. New York est le centre des affaires, Chicago est le siège des bourses de marchandises, Détroit a longtemps été la capitale de l'industrie automobile, Houston est le centre pétrochimique, Seattle est la capitale de l'aéronautique et Los Angeles, le centre de l'industrie cinématographique. Les États-Unis comptent des dizaines de grandes villes, dont dix dans le groupe des plus grandes villes mondiales : New York City, Los Angeles, Chicago, Washington D. C., Boston, San Francisco, Miami, Atlanta, Dallas et Philadelphie. Le pays compte 51 zones métropolitaines, avec chacune plus d'un million d'habitants. En revanche, seul un quart des Américains vivent dans un centre urbain dont la population dépasse 10 000 personnes. Environ 250 millions d'Américains vivent cependant dans des zones urbaines ou à proximité. Cela signifie que plus des trois quarts de la population américaine se partagent environ trois pour cent de la superficie des États-Unis.



Population américaine

Avec la pandémie de Covid-19, l'avenir immédiat des États-Unis ne semble pas avoir été structurellement modifié : les Américains continuent à vivre majoritairement dans les grandes métropoles. Cette tendance n'a jamais cessé de se renforcer depuis deux siècles, mais un léger frémissement a été clairement perceptible, avec un renforcement de l'importance des banlieues. Depuis une dizaine d'années déjà, de nombreuses études indiquaient que les bassins d'emplois s'y relocalisaient¹⁴ car il se dessine une volonté de retrouver une vie plus simple et plus partagée, particulièrement exprimée par les plus jeunes. Le défi de l'Amérique est cependant de mettre en conformité les attentes des *Millennials* avec la vie métropolitaine, car elle implique de nombreux déplacements gourmands en énergie et destructeurs pour l'environnement, qui ne sont pas en adéquation avec leurs aspirations. Les politiques publiques devraient toutefois rapidement accompagner la transition pour réduire les dépendances à l'égard des combustibles fossiles et engager un mouvement plus respectueux de l'environnement qui se traduira notamment par une évolution dans les

habitats, moins énergivores et donc nécessairement plus petits, moins climatisés et tournés vers la réduction du gaspillage.

Un territoire protecteur

La puissance américaine peut être expliquée par de très nombreux facteurs, qui sont factuellement réels et dont il est presque illusoire de vouloir faire la liste, tant ils sont nombreux. Le territoire reste toutefois un élément clé, car il a façonné une partie importante de l'image de soi de ses habitants. Même lorsque le débat s'est porté sur une éventuelle éclipse de la puissance américaine, comme cela fut le cas à la fin du ^{xx}e siècle, c'est bien dans ce territoire, en tant qu'élément permanent et essentiel de la robustesse américaine, que ce peuple est à nouveau aller puiser la force de se remettre en marche avec vigueur et de retrouver son leadership mondial. Au cours de la période d'expansion vers l'ouest jusqu'à la fermeture de la frontière à la fin du ^{xix}e siècle, l'occupation du territoire a été un aspect important de l'identité américaine ; c'est en s'appuyant avec confiance sur sa solidité que le pays a forgé son identité, construit ses idéaux, un peuple, et a pu dominer le monde. Sa force a été de disposer d'une vaste masse continentale qui, très tôt, a été régie par un seul système politique. En comparaison, les masses continentales de la Chine et de la Russie sont bordées d'ennemis potentiels, ce qui les rend vulnérables aux invasions et l'Union européenne a une taille similaire à celle des États-Unis, mais pas de gouvernement national. Il en a résulté une mentalité dans laquelle la supériorité américaine vis-à-vis des autres peuples s'exprime en termes d'émulation plutôt que de conquête, une attitude renforcée par l'isolement géographique relatif de l'Amérique et par le sentiment d'inviolabilité et d'immunité contre les invasions dont elle a traditionnellement bénéficié. Ce sentiment d'inviolabilité a bien sûr été ébranlé par le 11-Septembre, qui a menacé le sentiment de sécurité de l'Amérique comme rien d'autre depuis Pearl Harbor en 1941. La conséquence a paradoxalement été un renforcement de la conviction pour de nombreux Américains de leur supériorité. Mais l'idée que le territoire américain est une patrie qu'il faut protéger s'est enracinée. L'Amérique a développé un sens plus aigu de ses frontières et s'est en partie recroquevillée. Ce qui aurait été catastrophique pour n'importe quel pays ne l'a pas été aux États-Unis, car le pays a aussi la chance de posséder une abondance inhabituelle en ressources naturelles et il est bordé par deux grandes côtes qui fournissent de la nourriture et des ports pour le commerce. Enfin, il dispose de milliers d'hectares de terres fertiles grâce aux Grandes Plaines, de l'eau douce en abondance, du pétrole et du charbon, entre autres, et il est facilement accessible par voie maritime

ou terrestre. Tout cela a donné un énorme avantage dans la construction de l'économie : les États-Unis ont toujours pu s'appuyer sur des ressources naturelles extraordinaires. C'est là son deuxième trésor.



2

Les ressources : une corne d'abondance

Des richesses naturelles abondantes

La richesse du territoire se retrouve dans le sous-sol et, là encore, l'immensité et la diversité du pays servent prodigieusement les Américains : ce peuple consomme un quart de l'énergie mondiale mais les habitants savent disposer de ressources naturelles considérables qui leur permet de soutenir cette consommation gourmande. Ils extraient 17 % de la production pétrolière mondiale et 23,6 % du gaz naturel. Ils sont le premier producteur mondial d'hydrocarbures devant l'Arabie saoudite et la Russie (gisements en Californie, au Texas, et en Alaska). Fort de cet avantage qui a permis en son temps la réussite de la Révolution industrielle dans le pays, les Américains ont pu asseoir une puissance géostratégique indéniable. Ils sont également aux premiers rangs mondiaux pour la production d'argent, de lignite, d'or, de plomb et de zinc. Les États-Unis sont tout autant leaders pour la bauxite, le cuivre ou le fer, extraient des montagnes Rocheuses ou au sud des Grands Lacs : 6,5 % du fer mondial provient des États-Unis, ainsi que 13 % du cuivre. L'ouest, en particulier, regorge de minerais : on trouve du cuivre, de l'or, du plomb et de l'uranium dans les Rocheuses. L'est du pays n'est pourtant pas en reste avec des gisements de fer près du lac Supérieur et dans le sud des Appalaches.

La fin du charbon

Les gisements américains sont abondants et évalués à deux siècles de consommation. Mais le charbon a souffert de la montée en popularité du pétrole, qui a été très largement préféré et s'est imposé, notamment avec l'avènement de la voiture. Pourtant, les deux crises pétrolières des années 1970 ont rééquilibré les choses et les bassins miniers ont retrouvé une activité importante, comme ceux situés près des ports et des lieux de consommation¹, même s'ils ont subi la concurrence féroce des mines à ciel ouvert de l'est (Wyoming, Idaho, Utah), dont les couches épaisses et peu profondes donnent un charbon de bien meilleure qualité et moins cher à extraire². L'année 2015 a été

un tournant et la consommation de charbon divisée par deux, retombant à son plus bas niveau depuis 1964. En parallèle de cette situation, la proportion du charbon dans la production d'électricité a diminué prodigieusement, passant de 50 % du total en 2009 à 17,1 % en 2020³, rétrogradant le combustible au 3^e rang des sources d'électricité dans le pays, après le gaz naturel (39,2 %) et le nucléaire (20,6 %). C'est pourquoi il se dégage aujourd'hui un consensus en faveur d'une fermeture des sites. Durant son mandat, Donald Trump a tenté par tous les moyens de relancer la production de charbon dans les Appalaches. Mais il a échoué. L'avenir du charbon est compromis par la volonté des démocrates de relancer les législations anti-pollution et aucune société minière ne veut tenter l'aventure et investir massivement avec un avenir aussi bouché. Même lorsque Donald Trump était au pouvoir, le risque d'une alternance à un horizon proche était bien trop fort pour convaincre les investisseurs. On peut toutefois noter un rebond de +22 % de la production d'électricité des centrales à charbon en 2021, causé par une hausse conjoncturelle du prix du gaz naturel, qui s'est confirmé en 2022, en raison de la guerre en Ukraine. Cela n'a pourtant pas été envisagé comme un phénomène durable, d'autant que la puissance cumulée du parc américain de centrales à charbon a chuté de près de 30 % depuis 2010 et qu'aucune nouvelle centrale à charbon n'a été mise en service aux États-Unis depuis 2013. L'argument de l'emploi ne joue pas davantage puisque ce secteur n'emploie plus que 10 % de la main d'œuvre qui était nécessaire il y a un siècle, les nouvelles techniques d'extraction, dites « *mountaintop removal*⁴ » ayant accéléré la disparition des gueules noires.

Le gaz de schiste

La révolution est venue du gaz et du pétrole de schiste, qui ont renforcé la puissance géopolitique des États-Unis en les propulsant dans les premiers rangs des nations productrices d'énergie. Les États-Unis disposent de la deuxième ressource exploitable de pétrole de schiste, derrière la Russie, et de la quatrième ressource exploitable de gaz de schiste, derrière la Chine, l'Argentine et l'Algérie. Les cartes ont donc été totalement rebattues dans le secteur énergétique mondial et la puissance géopolitique des États-Unis s'en est trouvé extrêmement renforcée. Alors qu'il ne constituait qu'une infime partie de la production gazière en 2000 (1 % seulement), c'est le gaz de schiste qui a permis le décollage américain dans le secteur du gaz naturel, une évolution majeure lancée sous l'administration Obama. Les compagnies d'énergie américaines ont été pionnières dans la recherche innovante qui a permis de rendre rentable l'exploitation de

gisement qui étaient difficilement accessibles. La production de gaz et de pétrole de schiste connaît depuis une croissance fulgurante : elle a représenté 23 % de la production américaine globale de gaz dès 2010, et pourrait atteindre 50 % d'ici l'année 2030. Cela a permis une diminution significative du prix du gaz naturel et un redressement qui, dès 2018, a remplacé les États-Unis dans le cercle des nations exportatrices de gaz, ce qui n'avait plus été le cas depuis 1957. La guerre entre la Russie et l'Ukraine ne pouvait, à cet égard, que renforcer la part américaine dans la production mondiale.

Mais cette croissance vertigineuse et la surexploitation des roches de schiste depuis une quinzaine d'années⁵ ont entraîné une pollution sans précédent des nappes phréatiques. En cause, la technique utilisée depuis le début du ^{xx}e siècle pour extraire le pétrole et le gaz de schiste, appelée fracturation hydraulique : les forages de gaz de schiste utilisant ce procédé⁶ se sont développés à partir de 2006⁷. Cela a été une véritable révolution qui a boosté la production de gaz naturel (de 575,2 milliards de m³ en 2010 à 914,6 milliards en 2020⁸).

Le gaz naturel liquéfié : le nouvel Eldorado

Jusqu'en 2015, les États-Unis qui étaient jusqu'alors encore importateurs dans ce secteur ont inversé la tendance et effectué leurs premières exportations. En à peine six ans, ils se sont hissés aux premiers rangs des exportations de gaz naturel liquéfié au niveau mondial, avec le Qatar et l'Australie, et à la première place en 2021. À la fin de l'année 2020, le cours du CO₂ s'est envolé sur le marché du carbone de l'Union européenne à la suite d'une série d'événements : le blocage par la Chine des importations de charbon d'Australie, une sécheresse hors du commun au Brésil qui a menacé son approvisionnement en électricité, la perspective de la fermeture du champ de gaz de Gronigen, aux Pays-Bas, puis la guerre en Ukraine. Cela a fait des affaires des États-Unis qui sont devenus le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) en supplantant le Qatar et l'Australie, principalement grâce à des contrats avec la Chine et d'autres pays du Pacifique, les acheteurs asiatiques étant prêts à payer des prix plus élevés que les importateurs européens. L'objectif américain sur le long terme est d'élargir leur présence sur le marché européen, dont la dépendance a donné aux États-Unis une arme géopolitique particulièrement efficace : le projet Nord Stream 2⁹, était devenu leur cible et leur pression s'était faite de plus en plus forte contre lui, jusqu'à ce que son sort soit scellé en février 2022, après l'invasion russe en Ukraine.

Le changement de gouvernement aux États-Unis en janvier 2021 n'a rien changé à la stratégie énergétique du pays et Joe Biden a poursuivi

les mêmes objectifs que Donald Trump. Il ne faut pas négliger que ce sont des milliards de dollars qui ont été investis dans cette filière aux États-Unis depuis le début du ^{xx}e siècle, ainsi que pour le développement des infrastructures, ce qui explique aussi cette volonté de s'élargir à de nouveaux marchés. Le renforcement des liens entre Allemands et Américains passe donc aussi par ces contrats. Selon l'EIA, la production américaine de gaz pourrait atteindre 104,4 milliards de « pieds cubes » (l'unité de mesure américaine) en 2022, contre 101,5 milliards en 2021. En 2023, elle serait de 106,6 milliards de pieds cubes. Le pays est également devenu leader pour les exportations, devant l'Australie et le Qatar.

Les deux méthaniers les plus importants sont situés au Texas, à Sabine Pass (géré par la société Chenière) et, pas très loin, à Quintana (géré par Freeport LNG). Un nouveau terminal entre en service en Louisiane en 2022, juste de l'autre côté de la frontière texane, à Cameron Parish. Il aura une capacité annuelle de 10 millions de tonnes, contre 30 millions de tonnes à Sabine Pass et 20 millions à Quintana. Dans les prochaines décennies, les États-Unis devraient renforcer leur position dans ce secteur énergétique et l'enjeu est de rester le premier producteur. La concurrence avec le Qatar sera particulièrement rude.

Le pétrole

L'autre secteur qui a considérablement profité de l'exploitation du schiste est celui du pétrole¹⁰. La situation a véritablement changé dans ce secteur également, même si les États-Unis restent toujours dépendants de leurs importations, pour un petit peu moins de 50 % de leurs besoins. Car le pétrole extrait des gisements du golfe du Mexique (35 % de la production), de l'Oklahoma-Kansas (15 %) et de l'Alaska (25 %) ne suffit pas à une consommation énergétique très gourmande, de l'ordre de 8 000 kep/hab¹¹. Sur les 7,86 millions de barils par jour que les États-Unis ont importés en 2020, la majorité proviennent de leurs voisins nord-américains : le Canada, avec 4,13 millions de barils (52,5 %), et le Mexique, avec 750 000 barils (9,6 %). Mais les importations en provenance de l'extérieur de l'Amérique du Nord sont importantes. En 2020, la Russie, avec 540 000 de barils par jour (6,6 %), était le principal contributeur non continental¹². Environ 11 % des importations provenaient collectivement des pays de l'OPEP, dont 520 000 de l'Arabie saoudite¹³.

Si le pays est de moins en moins dépendant des importations, c'est aussi parce qu'il y a eu un changement de doctrine : Barack Obama, avec le soutien du Congrès, a autorisé l'exportation de distillats légers à partir de l'automne 2015, alors que leur exportation était totalement

interdite depuis le premier choc pétrolier de 1973. L'indépendance énergétique a été atteinte en 2020 quand, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le pays a importé moins de pétrole (8 668 millions barils/jours) qu'il n'en a exporté (8 757 millions¹⁴). La production américaine est de treize millions de barils par jour et le pays en exporte quatre millions, ce qui reste modeste dans un marché global de cent millions de barils par jour (0,4 %). Mais les États-Unis exportent aussi du pétrole : et en 2020, pour la première fois depuis 1949, les États-Unis ont exporté plus qu'ils n'ont importé – 635 000 barils par jour de plus.

Sur les 8,5 millions de barils par jour exportés en 2020, le Mexique et le Canada réapparaissent comme les plus grands partenaires, dans le cadre de l'accord préférentiel ACEUM¹⁵. Chacun reçoit environ un million de barils par jour des États-Unis. La Chine est le troisième bénéficiaire, avec 720 000 barils par jour. Le Japon et l'Inde achètent chacun environ un demi-million de barils par jour. Donald Trump avait donc raison lorsqu'il clamait que les États-Unis étaient désormais le « premier producteur au monde » et le pays a indéniablement gagné le pouvoir de peser sur les prix du baril, empêchant l'Opep¹⁶ d'imposer seul ses tarifs, qui ne dépendent plus ainsi uniquement des soubresauts politiques ou militaires au Moyen-Orient. En revanche, le 45^e président était un peu moins dans le vrai lorsqu'il assurait que son pays ne dépendait plus du pétrole en provenance de l'étranger : ce secteur reste fragile aux États-Unis et une augmentation brutale de la production intérieure entraînerait le risque d'un effondrement des prix avec, dans la foulée, une faillite possible pour les producteurs américains. La nécessité de poursuivre les importations n'est donc pas discutée.

Face à une montée brutale des prix, les Américains disposent aussi d'une réserve nationale, qui est la plus importante du monde. 609 millions de barils sont « mis de côté » dans deux sites situés au Texas et en Louisiane. Ils doivent permettre de faire face en cas de crises majeures, comme une crise internationale ou une catastrophe naturelle de premier plan, et ne sont donc jamais utilisés, du moins en théorie. En septembre 2019, Donald Trump avait menacé de déroger à cette règle, avant de reculer. En novembre 2021, le président Joe Biden a pourtant sauté le pas en autorisant le prélèvement de cinquante millions de barils dans le seul but de stopper une brusque hausse de prix dans un contexte de reprise de l'inflation dans le pays. Cette initiative a été d'autant plus inédite qu'il a assuré le faire en coordination avec des consommateurs importants que sont la Chine et l'Inde. Il y a à nouveau eu recours en mars 2022, pour faire face à la montée des prix en raison de la guerre en Ukraine.

Cette guerre peut d'ailleurs tout changer dans ce secteur : la

production de pétrole est brutalement montée à 12 millions de barils par jour et pourrait atteindre les 13 millions en 2023, consacrant véritablement les États-Unis comme le premier producteur mondial. Il faut cependant rester prudent sur la pérennité d'une telle production.

Les défis du **xxi^e** siècle

À pas de géant vers la décarbonation

À travers tout le pays, les reliefs offrent des sites favorables à la production hydroélectrique. L'importance de l'eau, qui a été manifeste dans le développement du pays, l'est également face aux appétits en énergie. L'hydroélectricité américaine fournit 10 % des besoins, grâce aux barrages du Tennessee et du Colorado. Une partie (1 %) est importée du Canada. Les Américains sont les quatrièmes producteurs de la planète avec 6,7 % du total produit mondialement. La plupart des bassins hydrographiques aménagés se situent dans les États du nord-ouest tels que l'État de Washington, l'Oregon ou l'Idaho.

Peu à peu, les centrales nucléaires prennent le relais, un mouvement fortement encouragé sous le mandat de Donald Trump mais c'est une évolution très lente, qui subit la forte concurrence des autres secteurs. Les Américains consomment 30,2 % de l'électricité nucléaire produite dans le monde (1^{er} rang). Ils détiennent aussi le plus grand parc au monde. Il y a 93 réacteurs en exploitation en 2022¹⁷, qui sont concentrés autour des Grands Lacs et sur la côte Atlantique et répartis dans 62 centrales. Mais il n'y en a que trois à l'ouest du 100^e méridien (Columbia dans l'État de Washington, Diablo Canyon en Californie et Palo Verde en Arizona). Les réacteurs américains fournissent aujourd'hui 20 % de la production totale d'électricité. Leur développement est chaotique, arrêté notamment après l'accident de Three Mile Island en 1979 par Jimmy Carter, puis relancé dans les années 2010. La concurrence du gaz de schiste et du gaz naturel freine clairement l'essor de cette source d'énergie et fait peser d'énormes pressions économiques sur son développement. Les contraintes financières ont entraîné la fermeture de quarante réacteurs depuis 2013. Mais la tendance pourrait s'inverser : Byron et Dresden, deux centrales exploitées par Exelon dans l'Illinois, n'ont finalement pas fermé leurs portes à l'automne 2021, comme c'était pourtant prévu. Une nouvelle loi adoptée dans le Michigan les a sauvés : cette législation impose que 50 % de l'énergie soit « propre » à l'horizon 2040. Plus généralement, c'est à l'échelle de tout le pays que la lutte contre le réchauffement climatique a remis la question nucléaire dans le débat public. Deux réacteurs AP1000 sont mis en service au sein de

la centrale de Vogtle dans l'État de Géorgie en 2022, et Terra Power, une société créée par Bill Gates, va ouvrir une centrale dans le Wyoming, qui sera la quatrième centrale à l'ouest du 100^e méridien. Le projet, estimé à quatre milliards de dollars, est cofinancé par deux sociétés japonaises. Le début des travaux est prévu pour 2024 et l'ouverture est programmée pour 2028. Partout dans le pays, d'autres projets commencent déjà à germer.

La fin de la présidence Trump a relancé la diplomatie verte, à laquelle il avait voulu mettre un terme en se retirant de l'accord de Paris. L'annonce fracassante de la fin de l'ambition américaine dans la lutte contre le réchauffement climatique avait ravi l'industrie des énergies fossiles, notamment parce qu'elle libérerait l'exploitation du pétrole de schiste. Le président républicain s'en était ensuite pris avec un systématisme très rigoureux aux réglementations fédérales en faveur de l'environnement. Sans surprise, les moyens des principales agences fédérales en charge de ces dossiers brûlants avaient été considérablement réduits.

Le changement de cap a été brutal avec le président Biden qui a immédiatement affiché des objectifs très élevés, dont celui d'atteindre une neutralité carbone d'ici 2050. Le Congrès américain a appuyé cette ambition par un programme d'investissements¹⁸ de 1750 milliards de dollars dans les énergies renouvelables, sur dix ans, pour construire « un avenir énergétique plus propre et plus équitable grâce à des infrastructures modernes et durables¹⁹ ». Lorsque la loi sur les infrastructures a été adoptée²⁰, c'était presque une surprise puisque ni Clinton, ni Bush, ni Obama, ni Trump n'avaient réussi à convaincre le Congrès auparavant. Cette fois-ci pourtant, le constat qu'il était nécessaire d'agir pour la rénovation des autoroutes, des ponts, des réseaux – d'eau ou électriques – ou des espaces verts, et de s'engager résolument en faveur d'une croissance durable afin de tenter de peser contre les effets du changement climatique, fut partagé.

La transition énergétique implique toutefois une véritable révolution idéologique, qui a peut-être été sous-estimée. S'agissant de l'électrification du parc automobile, par exemple, il faudra peut-être faire plus que simplement développer un réseau de bornes de recharge à travers tout le pays, pour lequel l'administration Biden a tout de même investi cinq milliards de dollars pour le déploiement de 500 000 branchements. Si ce point semble absolument nécessaire pour atteindre les objectifs fixés, la question reste posée quant à l'attitude des consommateurs américains, qui ne semblent pas encore prêts. Un rapport de Deloitte²¹ de janvier 2022 indique que les Américains – qui se disent régulièrement favorables à la modernisation de leur pays et aux énergies propres – sont réticents à passer à l'électrification dès qu'il s'agit de leur voiture. Les acheteurs de voitures neuves disent

toujours très majoritairement vouloir des modèles thermiques. Ils ne paraissent pas disposés à abandonner leur sacro-saint mode de vie, qui passe aussi par des gros SUV ou des pick-up, toujours aussi populaires. Les grands constructeurs ont pourtant lancé la révolution dans leur industrie, proposant même déjà des SUV électriques et programmant 150 000 unités par an dans leurs unités de production. Deux autres énormes périls au moins se dressent devant l'administration américaine : ses voisins immédiats, du nord au sud, accueillent très mal les aides individuelles promises pour le passage à l'électrique – jusqu'à 12 500 dollars par véhicule²² –, qui mettraient en péril le marché automobile au Mexique et celui des batteries au Canada.

Le deuxième casse-tête se trouve dans les batteries au lithium, un composant qui devient stratégique et dont la Chine est devenue le premier producteur mondial. Or les Américains avaient mal ou pas anticipé que les batteries au lithium allaient devenir un maillon indispensable au développement de filières vertes innovantes : ils n'auraient tout simplement pas été capables de fournir plus de la moitié de la production nécessaire pour les véhicules électriques devant circuler sur leur sol d'ici 2028 si General Motors n'avait pas investi sept milliards de dollars dans le Michigan fin janvier 2022 pour la construction d'une usine de batteries, avec à la clé la perspective de conserver 1 000 emplois dans cette région et d'en créer 4 000 nouveaux²³. Le secteur des puces électroniques fait face aux mêmes difficultés. Début 2022, les industriels américains n'avaient plus que cinq jours de stock en semi-conducteurs²⁴, mais l'avenir pourrait s'éclaircir grâce à un investissement de vingt milliards de dollars par Intel pour la création d'une unité de production de semi-conducteurs sur le sol national.

La mutation environnementale est en cours, avec des normes qui deviennent de plus en plus strictes et une croissance très forte des énergies renouvelables. Les biocarburants ont été les premiers à bénéficier de l'intérêt du public pour les énergies propres et le secteur a été dopé avec l'obligation de mélanger de l'éthanol à base de maïs dans l'essence du pays²⁵. Puis il y a eu l'envolée des énergies photovoltaïque et éolienne, cette dernière produisant désormais davantage d'électricité que l'énergie hydraulique. Les vastes fermes éoliennes se trouvent logiquement dans le couloir des vents des Grandes Plaines et cinq États – l'Iowa, le Kansas, l'Oklahoma et les deux Dakota²⁶ – en tirent un grand bénéfice et une production qui couvre plus de 30 % de leurs besoins. L'utilisation de l'énergie solaire domestique a explosé aux États-Unis au cours de la dernière décennie, mais la majeure partie de cette croissance provient de deux États seulement. Le nombre de propriétaires et d'entreprises qui ont relié des panneaux solaires aux réseaux des services publics a plus que

décuplé depuis 2012, passant de près de 234 000 clients à environ 3,2 millions en 2022. L'Arizona et la Californie représentent la moitié de ces clients, selon une analyse des données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). La plupart des États sont encore peu présents dans le secteur solaire. Le Montana, le Nebraska et le Wyoming représentent moins de 1 % des clients de l'énergie solaire du pays. L'Alabama, la Géorgie et le Mississippi comptent collectivement à peine 1 500 clients équipés.

En 2020, la production d'énergies renouvelables a dépassé celle du charbon ce qui est un vrai tournant : alors que la part du charbon a baissé de 25 % en cinq ans, celle du renouvelable a progressé de 11 %. L'épidémie de coronavirus, qui a entraîné un arrêt de pans entiers de l'économie américaine, a aussi causé une chute spectaculaire de la consommation d'électricité et les productions traditionnelles en ont été les premières victimes. La crainte qui planait sur le charbon s'est alors renforcée.

L'eau comme source de conflit

Un autre secteur qui engendre des doutes est celui de l'eau. Ici, les inquiétudes sont d'une autre nature et sont plutôt liées à sa qualité et à son approvisionnement. On a vu que les États-Unis ne manquent pas d'eau et, contrairement à de nombreux pays, cette ressource semble ne pas engendrer de problèmes géopolitiques majeurs. Mais ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera peut-être pas demain et pourrait devenir une véritable contrainte à l'échelle du pays, car l'abondance en eau n'a pas incité les habitants du pays à se montrer responsables vis-à-vis de cette ressource. Si les 1,2 million²⁷ de piscines californiennes sont souvent montrées du doigt comme étant la source des problèmes en eau, leur impact est en réalité totalement marginal. Les prélèvements sont en grande partie dû à l'agriculture qui représente un tiers du total, à fins d'irrigation. C'est en effet cette agriculture intensive qui a un impact sur la qualité des eaux de surface et des nappes phréatiques : 39 % des rivières et 45 % des lacs des États-Unis sont estimés pollués. Mais il y a surtout la production thermique d'électricité (à partir du charbon et d'hydrocarbures), qui représente la moitié des prélèvements.

Le gaspillage et la surexploitation pourraient finir par mettre en danger l'écosystème du pays, voire de l'Amérique du Nord, ce qui est une crainte de plus en plus présente dans le débat public et qui engendre une tension géopolitique qui pourrait s'avérer majeure à l'avenir. Les Américains disposent d'un total annuel de ressources en eau douce renouvelables de 3 051 km³ contre 2 902 km³ pour les Canadiens, mais à peine 457 km³ pour les Mexicains²⁸. La crise

potentielle est donc bien plus aiguë au Mexique et cela s'explique par l'incapacité de ce pays d'imposer des prétentions hydrauliques plus ambitieuses à son puissant voisin. Ainsi, si les Américains disposent d'une moyenne de 8 668 m³ d'eau douce par habitant, les Mexicains ne disposent chacun que de 3 278 m³/an/habitant²⁹ et ce chiffre pourrait tomber à moins de 1 700 m³ d'ici 2050, le fatidique point d'entrée dans la catégorie des pays soumis à une situation de stress hydrique. Bien qu'on n'en soit pas encore là, on voit déjà les États-Unis et le Mexique se disputer leurs réserves d'eau communes qui s'amenuisent après des années de chaleur sans précédent et de précipitations insuffisantes.

Le bassin du fleuve Colorado, qui alimente sept États aux États-Unis et deux États au Mexique, a également atteint des niveaux historiquement bas. Un traité de 1944 entre les deux pays a abouti à la création de la Commission internationale des frontières et de l'eau, qui régit les relations en matière d'eau entre les deux pays. Si cela a permis d'éviter les conflits graves jusqu'à présent, cela a aussi eu pour conséquence de masquer l'explosion démographique de part et d'autre de la frontière américano-mexicaine, le changement climatique et le vieillissement des installations hydrauliques. Or, depuis les années 1940, la population des dix plus grandes villes qui chevauchent la frontière entre les États-Unis et le Mexique a été multipliée par près de vingt, passant de 560 000 personnes à quelque 10 millions aujourd'hui alors que, dans un même temps, la situation climatique a considérablement changé et que la région reçoit désormais moins de vingt centimètres de précipitations par an. Pour compliquer le tableau, cette croissance démographique a accompagné une industrie manufacturière mexicaine en plein essor, grande consommatrice d'eau, qui exporte des produits vers les marchés américains. L'agriculture irriguée, l'élevage et l'exploitation minière sont donc en concurrence avec les villes et les industries en développement pour l'obtention d'une eau de plus en plus rare.

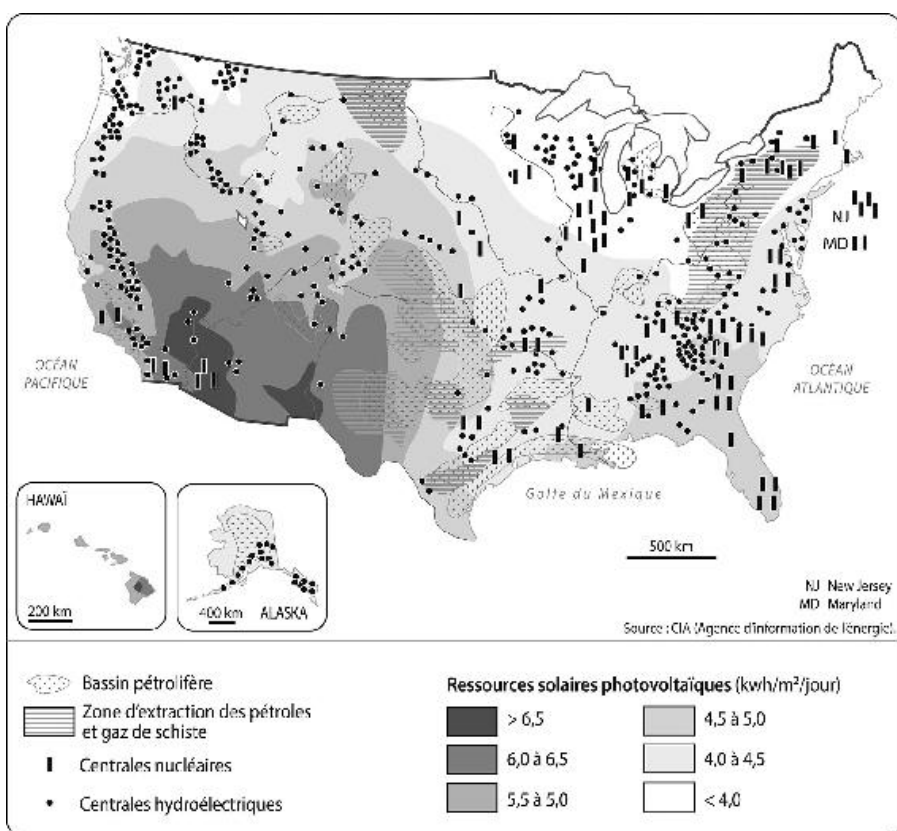
Aujourd'hui, il n'y en a tout simplement plus assez pour répondre à la demande dans les zones frontalières régies par le traité de 1944. À trois reprises depuis 1992, le Mexique n'a pas respecté son engagement quinquennal d'envoyer aux États-Unis 2 000 millions de m³ d'eau de l'autre côté de la frontière. En septembre 2020, le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a déclaré que « le Mexique devait au Texas un an d'eau du Rio Grande ». Le Mexique a dû transférer aux États-Unis l'eau stockée au barrage d'Amistad, remplissant ainsi son obligation trois jours seulement avant la date limite du 25 octobre 2020.

Le problème de la sécheresse sur le fleuve Colorado est tout aussi grave. Le niveau d'eau du lac Mead, un réservoir important pour les

communautés du bassin inférieur du fleuve, a chuté de près de 70 % en vingt ans, menaçant l'approvisionnement en eau de l'Arizona, de la Californie et du Nevada. Les pénuries d'eau le long de la frontière américano-mexicaine mettant également en péril l'environnement naturel. Lorsque l'eau est canalisée vers les fermes et les villes, les rivières sont privées du débit nécessaire au maintien des habitats, des populations de poissons et de la santé générale des rivières. Là encore, de nouvelles tensions se sont créées.

À ces questions structurelles s'ajoutent des crises comme le scandale de santé publique de la ville de Flint, qui a été contaminée par du plomb entre 2014 et 2019, créant un énorme émoi dans tout le pays. En avril 2014, pendant une crise budgétaire, Flint a changé de source d'eau, passant de l'eau traitée du Detroit Water and Sewerage Department (provenant du lac Huron et de la rivière Detroit) à la rivière Flint. Les habitants se sont plaints du goût, de l'odeur et de l'apparence de l'eau. Deux études scientifiques ont confirmé la présence d'une contamination au plomb dans l'approvisionnement en eau. Le président Barack Obama a déclaré l'état d'urgence fédéral, autorisant une aide supplémentaire de la part de l'Agence fédérale de gestion des urgences et du ministère de la Sécurité intérieure, alors que plus de 10 000 enfants ont été exposés à des taux élevés de plomb. Un vaste effort de remplacement des tuyaux de branchement en plomb est en cours depuis 2016.

Pour l'ensemble des États-Unis, le système d'infrastructure d'eau potable est constitué de 2,2 millions de kilomètres de canalisations souterraines qui fournissent une eau sûre et fiable à des millions de personnes. Malheureusement, le système est vieillissant et sous-financé. Il y a une rupture de conduite d'eau toutes les deux minutes et on estime que vingt-trois milliards de litres d'eau traitées sont perdus chaque jour aux États-Unis. On observe pourtant des signes de progrès, car les programmes de financement fédéraux se développent et les compagnies des eaux augmentent leurs tarifs pour réinvestir dans leurs réseaux. La loi Infrastructure adoptée par l'administration Biden a tenu compte de cette nécessité et cinquante milliards de dollars ont été immédiatement alloués à la rénovation des réseaux, donnant la priorité au remplacement de toutes les tuyauteries en plomb dans les cinquante États.



Les ressources énergétiques



L'Amérique dans la guerre économique

En s'appuyant sur un territoire hors du commun et sur les ressources qu'il leur procure, les États-Unis règnent sur le monde par leur puissance économique et aucun secteur n'échappe à cette suprémacie. Ce pays, qui a dominé l'ère industrielle, est aujourd'hui leader dans la plupart des activités du secteur des services à hauteur de 80 %, notamment dans le domaine de l'innovation ou des biens culturels. C'est également le cas en matière de banque ou de finance, de recherche fondamentale, d'aéronautique, de biotechnologie ou d'informatique, et la bourse de New York reste la plus importante du monde. La puissance américaine s'appuie sur une forte culture du travail, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. Depuis que les Pères pèlerins ont débarqué sur ces côtes, les Américains se sont efforcés de rendre leur pays meilleur. Cette caractéristique a permis de s'appuyer sur leurs autres atouts, telles que des infrastructures scientifiques et techniques incomparables. Ils ont aussi développé l'État de droit le plus avancé au monde, qui protège les libertés et la propriété, y compris la propriété intellectuelle. Le vaste éventail de ressources éducatives, des universités aux collèges communautaires, fait l'envie de tous leurs concurrents mondiaux. La Chine envoie volontiers ses étudiants dans les universités de ce pays, afin qu'ils apprennent à les concurrencer une fois diplômés.

En 2021, avec un PIB de 21,92 milliards de dollars (soit plus de quatre fois celui du Japon et sept fois celui de la France, et très loin devant la Chine qui est leur concurrent immédiat), les États-Unis se sont classés première économie du monde¹.

Un libéralisme dogmatique

Pourtant, on relève que si 31 entreprises internationales sont américaines sur les 100 premières en termes de chiffre d'affaires, cette domination n'est plus aussi claire dès lors qu'on élargit le spectre aux 500 entreprises mondiales les mieux classées : depuis 2019, la Chine a d'ailleurs dépassé les États-Unis pour la première fois dans cette liste². Dans un autre classement, celui de Forbes, les États-Unis sont toujours en tête, avec 61 entreprises sur les 250 du classement, mais le Japon les talonne (32 entreprises en haut de tableau) et la Chine émerge

clairement (19 entreprises classées). Ces chiffres cachent une autre réalité puisque la Chine compte désormais la moitié des dix premières entreprises mondiales – à égalité avec les États-Unis –, mais occupe surtout la première place avec la puissante Industrial and Commercial Bank of China Limited.

Les Américains sont-ils encore les plus compétitifs de la planète ? Cette question s'est invitée au cœur du débat politique américain depuis quelques années et a motivé le programme de Donald Trump « Make America Great Again » – Rendre sa grandeur à l'Amérique. La question d'un possible déclassement semble très vite absurde car, à première vue, rien n'a changé : il y a toujours autant de secteurs qui sont dominés par au moins une entreprise américaine : aéronautique (Boeing), boissons (Pepsico), électronique et numérique (Apple), commerce en ligne (Amazon), produits ménagers (Procter & Gamble), pétrole (ExxonMobil), pharmacie (Johnson & Johnson), semi-conducteurs (Intel), télécommunications (Verizon), automobile (General Motors), etc. Par ailleurs, les universités américaines attirent toujours dans le pays les étudiants les plus brillants, venus du monde entier, ce qui place les États-Unis à la pointe de la technologie et de la recherche, notamment pour les technologies d'avenir (biotechnologies, technologies de l'information et de la communication, etc.), dont la Silicon Valley, au sud de San Francisco, est à l'avant-garde. La Californie représente à elle seule un quart du total des brevets déposés aux États-Unis. Mais, à bien y regarder, des signes préoccupants pointent véritablement : ainsi, en quinze ans, on est passé d'une différence du PIB entre les États-Unis et la Chine de 3 fois supérieur à 1,5 fois seulement.

Le moteur économique des États-Unis et leur poids politique leur donnent toutefois la capacité d'influencer, dans le sens qu'ils jugent favorable, les institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI), dont ils sont le pourvoyeur essentiel. En réalité, les Américains restent le principal moteur de la mondialisation : ce sont les premiers importateurs et exportateurs mondiaux de services³, le premier importateur⁴ et le troisième exportateurs⁵ mondial de marchandises, ainsi que le premier importateur et exportateur de services commerciaux. En fait, toute la planète semble travailler pour le marché américain ! Les principales importations américaines dans la dernière décennie ont été le pétrole brut, les voitures et les pièces automobiles, les ordinateurs, la téléphonie, les médicaments. Les principales exportations ont été le pétrole, les voitures, ainsi que les pièces et les accessoires automobiles, l'électronique, les téléphones portables et le gaz⁶. Les États-Unis exportent d'abord vers le Canada (17,8 %), le Mexique (15,6 %), la Chine (6,5 %), le Japon (4,5 %), le

Royaume-Uni (4,2 %) et l'Allemagne (3,6 %) ; Les pays d'importation sont principalement la Chine (18,4 %), le Mexique (14,1 %), le Canada (12,7 %), le Japon (5,7 %) et l'Allemagne (5,1 %)⁷. Il est à noter que cette puissance commerciale représentait 25 % du PIB du pays en 2021, mais la balance commerciale reste structurellement négative en défaveur des États-Unis et le creusement du déficit commercial s'amplifie chaque année. L'économie américaine a aussi été durement touchée par la crise du Covid-19, et en particulier son commerce extérieur⁸, mais rien de dit que ce ne sera pas uniquement conjoncturel⁹. La guerre entre la Russie et l'Ukraine devrait aussi avoir des répercussions sur l'économie américaine mais, là encore, certainement rien qui ne puisse être dépassé rapidement, à moins d'une aggravation qu'il est difficile d'anticiper.

Religion de l'abondance et du gaspillage

Historiquement, les États-Unis ont toujours semblé estimer que le commerce favorise la croissance économique, la stabilité sociale, la démocratie et de meilleures relations internationales. À partir des années 1920, les États-Unis se sont tournés vers une société de consommation, un modèle qui s'est répandu en Europe occidentale dans les années 1950. Après la Seconde Guerre mondiale, les gains de productivité générés par le progrès technique ont permis aux entreprises américaines d'augmenter leurs niveaux de production. Afin d'écouler les stocks, il était nécessaire, d'une part, que la classe aisée consomme davantage et, d'autre part, que les ouvriers et la classe moyenne augmentent considérablement leur consommation. À partir des années 1920, la société était surtout composée de travailleurs. Ce sont eux qui ont été transformés en consommateurs. Ainsi, l'employé américain travaillait dur pour acheter les produits de première nécessité (nourriture, logement, vêtements, etc.). Une fois ces besoins satisfaits, les travailleurs préféraient passer leur temps libre à lire, à s'amuser ou à participer à des activités sociales, plutôt que de faire des heures supplémentaires pour augmenter leur pouvoir d'achat. C'est alors que le phénomène du marketing est entré en jeu et que le pays s'est transformé en une société de consommation destinée à satisfaire des désirs illimités et insatiables, permettant aux entreprises de conquérir de nouveaux marchés, le marketing les aidant à faire des profits et à créer des emplois. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la religion de la consommation (symbolisée par les jeans, le Coca-Cola, le Père Noël, les fast-foods, etc.) a été exportée en Europe occidentale. Les supermarchés, les outils de la fabrication moderne, l'électricité dans les foyers, le téléphone, les automobiles privées et les principes de liberté, de progrès et du « Made in the USA » ont permis aux

Européens d'accéder à cette abondance matérielle et aux États-Unis de s'imposer comme culture de référence. Aujourd'hui, la population américaine vit toujours sur ce même modèle, basée sur une hyperconsommation, que l'on appelle communément l'« American Way of Life ».

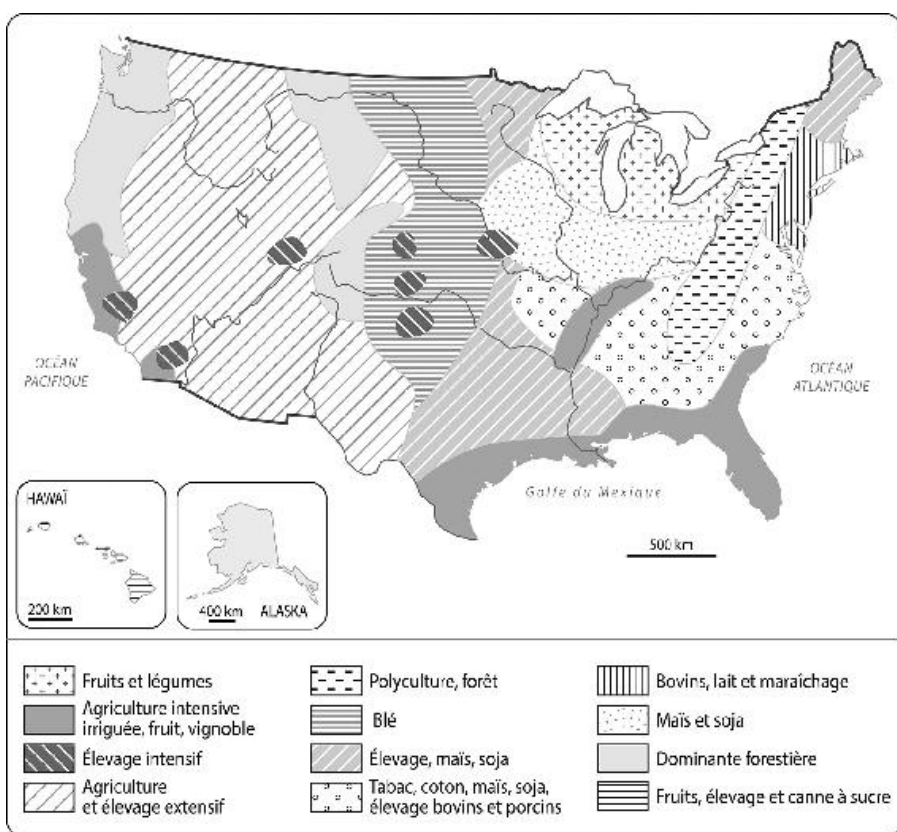
Les conséquences, cependant, sont sérieuses : ainsi, les Américains, qui ne représentent que 4 % de la population mondiale, consomment 25 % des ressources énergétiques. Ils produisent également plus de déchets que n'importe quelle autre nation dans le monde, avec 2,04 kg de déchets solides municipaux (MSW) par personne et par jour, dont 130 kg de déchets plastiques, pour un total de 239 millions de tonnes à l'échelle du pays (11,6 % des déchets du monde¹⁰). Selon un rapport du cabinet Verisk Maplecroft : « Les États-Unis étant la plus grande économie du monde, il n'est pas étonnant qu'ils soient les plus gros producteurs de déchets, mais ce qui est frappant, c'est leur manque d'engagement à réduire leur empreinte. Le taux de recyclage américain est l'un des pires parmi les pays développés, avec seulement 35 %, loin derrière l'Allemagne qui recycle 68 % de ses détritrus. » La surconsommation fait partie intégrante de la société américaine car, contrairement à ce qui dominait en Europe – et qui perdure encore dans certains endroits –, chaque Américain croit en sa capacité à réussir et pense que le même rêve est réalisable pour tous les habitants du pays : c'est ce culte de l'égalité des chances, qui a lui-même nourri la quête du « toujours plus ». Le phénomène a été amplifié par l'arrivée de la télévision et d'une publicité omniprésente. 98 % des foyers américains ont une radio ou une télévision, et chaque Américain voit 50 000 publicités par an.

La dimension internationale du commerce – et ce qu'elle peut apporter au pays – semble pourtant moins prégnante aujourd'hui qu'elle ne l'a été. Les Américains ne semblent plus prioriser unanimement des objectifs extérieurs de puissance, de stabilité, de démocratie ou de relations internationales. Le président Trump a profondément remis en cause ces objectifs, préférant substituer aux pratiques traditionnelles dans ce domaine de nouvelles visées, imposant pendant sa présidence des taxes douanières sur les importations d'acier et d'aluminium ainsi que d'autres mesures protectionnistes, notamment à l'égard de la Chine, accusée de pratiques commerciales déloyales, du Japon ou de l'Allemagne. Il a entraîné dans son sillage certains de ses compatriotes qui souhaitent désormais un repli du pays sur lui-même et sont devenus méfiants vis-à-vis de l'étranger, et de l'implication extérieure. Après des tensions de plus en plus aiguës, les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine se sont finalement calmées, sans totalement se normaliser. Début 2020, le président Donald Trump et le vice-premier ministre

chinois Liu He ont signé l'accord commercial de phase 1 entre les États-Unis et la Chine à Washington, qui réduit ou élimine plusieurs droits de douane sur les produits chinois en échange de l'engagement de la Chine à acheter davantage de produits agricoles, énergétiques et manufacturés américains et à répondre à certaines plaintes portant sur les pratiques de propriété intellectuelle.

Une agriculture surpuissante

La force économique du pays est d'abord à chercher, encore une fois, dans ses terres. Si le sous-sol est riche, la terre américaine est tout autant généreuse et les sols fertiles occupent de vastes espaces : 245 millions d'hectares sont cultivés et cette surface pourrait être potentiellement doublée si le pays en avait besoin. L'avantage américain provient de son climat, qui est si varié d'une région à l'autre. Ainsi, on peut y cultiver les produits tempérés ou tropicaux au sud-est alors que les hautes terres de l'ouest accueillent élevage intensif et cultures irriguées. Les plaines centrales sont le grenier du pays, qui permet au pays de posséder une agriculture performante. C'est un des éléments fondamentaux de sa puissance. 25 % de la production est destinée à l'exportation et les États-Unis captent 15 % du marché mondial¹¹. Les terres sont fécondes, notamment dans le sud, grâce au Mississippi inférieur et à ses affluents qui traversent la région, rendant le sol riche de ses alluvions. La vallée de San Joaquin en Californie est le symbole de la puissance agricole américaine, grâce à son irrigation.



L'agriculture aux États-Unis

La production agricole américaine varie en fonction du climat : élevage de bovins, surtout *ranching* et *feed lots* dans les Rocheuses¹² ; élevage de porcs¹³ ; vin, surtout en Californie, mais aussi en Oregon et à New York ; céréales, principalement dans les Grandes Plaines (blé, maïs, soja) ; coton dans le vieux Sud ; tabac ; fruits dans la Sun Belt (oranges en Floride). La pêche est une activité importante le long des côtes, et la pêche en haute mer se pratique dans les océans Atlantique et Pacifique. Le Midwest constitue la principale zone de production du maïs (1^{er} producteur au monde), l'Iowa et l'Illinois étant situés au cœur de la « ceinture de maïs ». La production de soja (1^{er} rang mondial) est également intensive dans les vallées alluviales, alors que la culture du blé (3^e rang mondial) est favorisée dans les plaines de l'ouest. Les Américains sont également au 3^e rang pour la production de coton et pour les agrumes, et 4^e pour le tabac, l'arachide, le sucre, les pommes de terre et le vin. L'exploitation de bois d'œuvre est importante dans les États frontaliers du Canada, particulièrement à l'ouest, mais aussi dans le sud-est du pays. Les États-Unis sont les premiers producteurs de bois au monde.

Modernité et productivité

Le secteur agricole américain emploie 1,7 % de la population active et se décline sous trois formes : l'agrobusiness, les fermes traditionnelles et les terres non cultivées. L'agrobusiness est contrôlé par d'énormes sociétés qui gèrent d'immenses exploitations agricoles. La production agricole du Midwest a permis la formation du principal complexe agroalimentaire américain avec un grand nombre d'entreprises d'envergure internationale qui sont de véritables mastodontes. Monsanto, spécialisée dans les biotechnologies agricoles (dont les engrais et les pesticides) est basé à Saint-Louis ; l'entreprise Kellogg's à Battle Creek dans le Michigan ; Mondelez International, qui possède notamment les marques LU, Milka, Cadbury ou Nabisco (qui produit Oreo, le biscuit le plus vendu au monde) est implantée dans la banlieue de Chicago, tout comme Archer Daniels Midland (ADM) et Kraft Heinz ; Cargill, spécialisée dans la fourniture d'ingrédients alimentaires et le commerce de matières premières, est établie près de Minneapolis. Ces énormes entreprises ont également pris le contrôle de l'agriculture en Californie (fruits et légumes), en Floride (agrumes), au Texas (bétail et coton), à Hawaï (agrumes et canne à sucre) et dans la vallée du fleuve Columbia (fruits). Les principales sont connues dans le monde entier : Archer Daniels Midland pèse 65 milliards de dollars et règne sur les grains (blé, soja, maïs), les ingrédients alimentaires (huiles, cacao, sucres), les boissons et les bioénergies (éthanol) ; PepsiCo est un géant de la boisson (Pepsi, 7 Up, Gatorade, Lipton...) et de tout ce que l'on appelle *junk food* (les snacks, les chips...). Elle possédait aussi de nombreuses marques de restauration rapide dont elle s'est séparée en 1997 (Taco Bell, KFC, Pizza Hut), aujourd'hui détenues par Yum ! ; Kraft Heinz est la 3^e entreprise agroalimentaire des États-Unis et la 5^e plus importante au monde. Elle contrôle le marché du lait et de ses produits transformés (yaourts, glaces) qui est le marché d'origine de Kraft Foods, mais elle a abandonné son activité fromagère en 2020 au profit du français Lactalis. Elle produit la quasi-totalité des sauces et mayonnaises depuis sa fusion avec Heinz. Trois multinationales américaines font parties des « ABCD », c'est-à-dire des quatre plus grosses entreprises de négoce de céréales au monde, ADM, Bunge, Cargill et le groupe Louis-Dreyfus. Les exploitations conventionnelles sont pour la plupart restées familiales et se trouvent dans le Midwest (maïs dans l'Iowa, l'Ohio et l'Illinois), dans les Dakota, le Nebraska et le Kansas (blé), dans le Wisconsin et le nord des Appalaches (bétail laitier) et dans l'ancienne ceinture du tabac : les Caroline du Nord et du Sud, la Géorgie, l'Alabama (tabac et volaille), et en dehors des grandes villes.

L'agriculture industrielle s'est libérée du partage régional traditionnel et redessine peu à peu la carte agricole, qui évolue lentement. On parle de moins en moins des « ceintures » (*Belts*) spécialisés dans une seule production, qui faisaient la spécificité de l'agriculture dans le pays, et la redistribution obéit à des logiques économiques nouvelles. Le nord-est reste toujours dominé par les maraîchages et les serres, pour rester au plus près des villes, où la production est écoulee. En revanche, la Virginie, la Caroline du Nord et celle du Sud, et le Kentucky cultivent de moins en moins le coton ou le tabac, qui ont appauvri les sols. Les agriculteurs de ces États se sont reclassés dans l'élevage porcin et bovin, et les cultures de maïs et de soja. La culture du tabac se marginalise d'ailleurs de plus en plus. Les agriculteurs de la ceinture du maïs (*Corn Belt*) qui s'étendait de l'Indiana au Nebraska se sont également tournés vers l'élevage porcin, la culture du blé et celle du soja. On trouve aussi la culture de légumes de plains champs, de tournesol et d'orge. Les Rocheuses ont vu le développement d'un élevage extensif avec des ranchs pouvant accueillir 100 000 bêtes. À l'image de l'ensemble de la production agricole, le cheptel national américain est impressionnant par sa taille (2^e cheptel porcin mondial et 5^e cheptel bovin). La Californie, enfin, est devenue le premier État agricole du pays, grâce à l'irrigation de ses vallées. Fruits et légumes, coton, maïs, luzerne, vin et élevage font la richesse de son agriculture.

Les exportations et les importations agricoles américaines ont considérablement augmenté au cours du dernier quart de siècle en raison de l'ascension économique de nombreux pays dans le monde, qui sont devenus des clients des Américains. En parallèle, les destinations des exportations agricoles américaines ont également beaucoup évolué au cours des vingt-cinq dernières années. L'élimination des barrières commerciales agricoles résultant de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) – remplacé par l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM ou USMCA) en juillet 2020 – a presque quadruplé les exportations (en valeur) vers le Canada et le Mexique¹⁴. On note aussi une croissance des exportations vers l'Asie, en particulier pour la Chine, dont la part des exportations agricoles américaines a plus que quadruplé, passant de 3 % en 1994-2000 à 14 % en 2010-2020¹⁵. En 2021, les exportations ont encore augmenté de 18 % par rapport à 2020, battant ainsi le record de 2014 de 14,6 %¹⁶. Dans le même temps, la part destinée à l'Europe et à l'Asie de l'Est, à revenu élevé – en particulier le Japon –, a fortement diminué.

Le secteur agricole a une balance commerciale positive. Les exportations représentent 177 milliards de dollars avec, en tête de liste, le soja, le bœuf, le veau, le porc, la volaille, les fruits et légumes

frais et transformés¹⁷. Les importations agricoles des États-Unis totalisent 127,6 milliards de dollars. Cela concerne principalement le café et le cacao, les légumes frais et transformés, ainsi que les céréales et les aliments pour animaux ou le vin.

Une agriculture qui a aussi ses problèmes

Outre les calamités naturelles (pluies, cyclones, tornades, froid, chaleur, neige, sécheresse), l'agriculture américaine fait surtout face à un épuisement des sols qui provient de la monoculture, qui a été privilégiée pendant de trop longues années. L'érosion torrentielle et éolienne ravine aussi les sols et les dénude de leurs éléments les plus fins. La concurrence internationale est le second grand défi. L'abondance de la production entraîne des complications de stockage, de commercialisation et d'instabilité des prix. La dépendance vis-à-vis des marchés ne permet plus aux petits agriculteurs de survivre dans un monde de plus en plus concurrentiel. C'est pourquoi l'État fédéral intervient régulièrement en encourageant par des subventions la réduction des surfaces cultivées ou en recherchant des débouchés nouveaux pour éviter les surplus agricoles. Mais le malaise est tout de même profond dans le secteur agricole car de nombreux petits fermiers endettés sont contraints de vendre leurs petites exploitations et la concentration se fait au profit de grandes sociétés. Au sortir de la pandémie de Covid-19, les problèmes de ces petits exploitants ont rejoint ceux du pays, qui a fait face à une inflation inédite. L'administration Biden a alors annoncé un plan d'un milliard de dollars¹⁸ pour développer la transformation indépendante du bœuf, du porc et du poulet dans le but d'accroître la concurrence, de réduire les coûts pour les consommateurs et tenter d'aider les petits exploitants face à la pression des méga-industries qui écrasent le secteur. L'augmentation du prix de la viande a été identifiée comme un des facteurs principaux de l'augmentation du coût des aliments, les hausses des prix du bœuf, du porc et de la volaille représentant un quart de l'augmentation globale.

La nature est aujourd'hui traitée avec plus de soin et l'accent est mis sur la préservation du potentiel agricole : reboisement, techniques agricoles qui ménagent le sol, gestion de l'eau sont devenus des priorités. L'exploitation des ressources du sous-sol tente d'éviter le gaspillage. La recherche agronomique vient renforcer la puissance d'un complexe agro-industriel qui est déjà la première filière du pays : le secteur des machines agricoles, des engrais et des produits phytosanitaires profite aussi d'un marché colossal, et aide à la productivité et au développement des rendements. Les problèmes rencontrés par les agriculteurs états-uniens sont donc pleinement

maitrisés et le pays reste le premier exportateur du monde pour les produits agricoles : on parle de *food power*. Les ressources et les profits qui sont tirés de l'agriculture sont nettement plus importants que les difficultés qui peuvent être rencontrées et ont contribué au développement d'une société dans laquelle la consommation tient une grande place.

Le leadership économique

Pour beaucoup, la puissance économique des États-Unis se mesure au leadership que les Américains occupent dans divers domaines économiques, ainsi qu'au poids de leur monnaie. Sur ces points, on note une perte relative d'influence au cours des dernières décennies. Car si les États-Unis réalisent toujours un quart du PIB mondial, leur puissance est partiellement remise en cause au plan mondial, notamment par l'émergence de la Chine comme principal compétiteur. Pourtant, l'économie américaine reste dynamique, chiffres à l'appui, et se remet même assez aisément de la pandémie de Covid-19 durant laquelle plus de 22 millions d'emplois ont été détruits, secteurs privés et public confondus, avec toutefois un bémol de taille : 4,4 millions de personnes manquent sur le marché du travail par rapport à l'avant-Covid. Le résultat observé est une très forte mobilité des salariés qui font pression pour obtenir de meilleurs salaires et sont dans une situation favorable pour obtenir des améliorations diverses, au regard de cette pénurie. Dans certains secteurs particulièrement touchés, comme celui de l'hôtellerie, la hausse moyenne des salaires enregistrée au sortir de la crise atteint plus de 10 %. Cette situation préoccupe l'administration fédérale, qui observe aussi que les hausses sont répercutées sur les prix et alimentent l'inflation.

Le secteur des services emploie 78,74 % des travailleurs américains¹⁹. Les cinq États qui comptent le plus de travailleurs industriels sont la Californie, l'Ohio, l'Illinois, le Michigan et la Pennsylvanie. L'industrie lourde reste importante (19,91 %), notamment les raffineries avec une capacité de raffinage qui ne cesse d'augmenter : avec 12,1 millions de barils de pétrole par jour en 2019 (dont 7 mbj de pétrole de schiste), les États-Unis n'ont jamais extrait autant de pétrole et sont leaders dans le monde. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit dans son rapport prospectif couvrant la période 2019-2024 que dans cet intervalle, les États-Unis assureront seuls 70 % de la croissance de la production mondiale. Ils sont aussi le quatrième pays pour la fabrication d'acier avec une production de 88 millions de tonnes. L'industrie aéronautique et spatiale est également dominante. Le secteur automobile est toujours

actif. L'électronique est devenue un secteur de premier plan depuis la seconde moitié du ^{xx}e siècle, et les États-Unis sont au premier plan pour les logiciels et le matériel informatique.

Que ce soit dans les biens de consommation, ou dans l'industrie agro-alimentaire, le pays est présent de manière active sur tous les marchés. Les États-Unis sont le 3^e pays le plus visité par les touristes, derrière la France et l'Espagne (environ 40 millions de visiteurs). Le développement d'industries de pointe est le résultat d'investissements politiques dans la R&D de base. L'Office of Science and Technology, la National Science Foundation, le National Research Council et la Nasa sont les principaux organismes soutenus par l'État qui stimulent la recherche aux États-Unis. Les dépenses publiques pour la recherche étaient de 180 milliards de dollars en 2021. Le système universitaire de l'État de Californie dispose du même budget que celui du CNRS en France.

La difficulté qui préoccupe provient du déficit commercial de biens et de services qui s'est creusé de 27 % en 2021, atteignant un plus haut historique à 859,1 milliards de dollars. L'accord commercial négocié par Donald Trump avec la Chine pour rééquilibrer les échanges n'a pas atteint ses objectifs. Car environ 40 % du déficit commercial est effectivement dû aux échanges avec la Chine.

Puissance industrielle et de service

Dans les années 1970, les États-Unis assuraient 50 % de la production manufacturière mondiale. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 16,8 %²⁰. Même phénomène avec la production industrielle, qui représentait environ 25 % du produit intérieur brut du pays dans les années 1970. Elle n'en représente plus que 11 %²¹, bien que cela représente encore la moitié des exportations du pays. Les plus critiques pointent ces baisses, ce qui est relativement facile à faire car cela touche de nombreux secteurs : le pays produit de l'acier, mais à un niveau qui est tombé à 78 % de celui de cette même période de référence, bien que la production mondiale de ce produit industriel vital ait triplé entre temps. Près de treize millions de voitures sont sorties des chaînes de montage aux États-Unis en 1978 ; la production est aujourd'hui de onze millions de véhicules automobiles, loin derrière les vingt-cinq millions fabriqués par la Chine et juste devant les dix millions provenant du Japon. À la fin des années 1970, il y avait près de 20 millions d'emplois manufacturiers aux États-Unis ; aujourd'hui, il y en a moins de 12 millions.

Pendant la majeure partie du ^{xviii}e siècle, l'industrie américaine était constituée d'artisans produisant des articles ménagers pour leurs communautés coloniales. De 1800 à 1830, le pays est passé à l'ère

industrielle, créant une grande variété d'articles qui étaient produits en masse et expédiés dans des pays lointains. La première usine des États-Unis a été construite en 1790 par Samuel Slater. Il s'agissait d'une filature de coton à Pawtucket, dans le Rhode Island, qui utilisait l'eau pour alimenter ses opérations. Au début des années 1800, d'autres manufactures sont devenues prospères grâce à de nouveaux procédés inventifs. En 1801, Eli Whitney, qui deviendra plus tard célèbre pour avoir inventé l'égreneuse à coton, a mis au point un système permettant d'utiliser des pièces interchangeables pour la fabrication des mousquets. En 1804, Oliver Evans a mis au point un moteur à vapeur adaptable à haute pression qui pouvait alimenter des navires, des scieries, des presses à imprimer, des usines et des minoteries. Les usines textiles ont été parmi les premières à en bénéficier. Elles ont été suivies par les fours à fer et les laminoirs qui ont remplacé les petites forges locales. Des canaux et des chemins de fer ont été construits pour transporter la quantité croissante de produits. Cela a incité l'industrie manufacturière à se développer encore davantage. La valeur des biens produits aux États-Unis a été multipliée par dix entre 1860 et 1916.

Cette croissance industrielle a modifié la société américaine de plusieurs façons. Elle a entraîné l'arrivée d'un flot d'immigrants, principalement d'Europe, désireux de contribuer au développement de la main d'œuvre. Les gens ont aussi quitté les villes rurales pour s'installer dans les centres urbains. Entre 1860 et 1916, le pourcentage de personnes vivant dans des zones urbaines est passé de 25 à 50 %. L'industrie manufacturière a procuré de nombreux emplois stables et bien rémunérés, créant une classe moyenne. Elle a également creusé le fossé entre les riches et les pauvres. La production industrielle a englouti les ressources naturelles du pays, en particulier le charbon et le minerai de fer. L'industrie a également fourni à l'armée américaine une abondance de matériel²², renforçant le statut du pays en tant que puissance mondiale. Les États-Unis ont dominé le marché manufacturier mondial jusque dans les années 1970.

Puis les choses ont commencé à s'effriter. L'industrie automobile est un exemple de ce retournement. Les États-Unis ont dominé la fabrication de véhicules à partir de 1908, depuis le moment où Henry Ford a sorti ses voitures modèle T à 850 dollars de ses chaînes de montage nouvellement créées, jusqu'à la fin des années 1970, lorsque le Japon puis la Chine ont pris le leadership. Entre 1966 et 1976, le gouvernement fédéral a imposé des normes de sécurité aux constructeurs automobiles, des exigences en matière d'air pur et des objectifs d'efficacité énergétique. En outre, les pénuries de pétrole des années 1970 ont fait grimper le prix de l'essence. Les constructeurs automobiles japonais et européens ont été les premiers à réagir en

produisant des voitures fiables et économes en carburant alors que les constructeurs automobiles américains se sont accrochés quelques années de trop à leurs gros véhicules gourmands en carburant et polluants pour l'air. Les ventes de véhicules fabriqués en Amérique ont culminé à près de treize millions en 1978 avant de tomber à moins de sept millions en 1982. La part des importations sur le marché automobile américain est passée de 17 % à 28 %, le Japon devenant le premier producteur mondial d'automobiles. Dans les années 1980, l'industrie automobile américaine a fait l'objet d'un programme de modernisation et de rééquipement de 80 milliards de dollars. Une partie de cette revitalisation s'est toutefois traduite par une réduction de la main-d'œuvre et de la capacité des usines, conditions nécessaires pour permettre aux entreprises de maintenir des niveaux de rentabilité avec un volume moindre. L'industrie automobile a failli s'effondrer pendant la crise financière de 2008. Des prêts fédéraux décidés par l'administration Obama ont sauvé General Motors et Chrysler. GM a tout de même déposé le bilan en 2009 et a refait surface après une série de mesures de réduction des effectifs.

L'industrie du caoutchouc a subi le même sort. Au début des années 1900, le pays comptait 300 entreprises fabriquant des pneus²³. Les quatre plus grandes entreprises se trouvaient à Akron, dans l'Ohio. En 1910, la Firestone Tire and Rubber Company a produit 1 million de pneus. En 1913, la BF Goodrich Company a fabriqué suffisamment de pneus pour équiper un million de voitures. En 1916, la Goodyear Tire and Rubber Company était le plus grand fabricant de pneus au monde. Dans les années 1930, la General Tire Rubber Company était le premier producteur de pneus de camion du pays. Certains de ces mastodontes ont commencé à se lancer dans l'industrie aéronautique au milieu du ^{xx}e siècle, produisant aussi bien des dirigeables que des pneus ou d'autres articles pour l'aérospatiale. Le déclin est arrivé dans les années 1960 lorsque la société française Michelin a mis au point le pneu radial. D'autres entreprises étrangères lui ont emboîté le pas, mais les fabricants de pneus américains ont été lents à réagir et ont été rapidement dépassés. La fabrication de pneus aux États-Unis représente toujours une industrie de 21 milliards de dollars. Il existe plus de 470 entreprises liées aux pneus dans le pays, mais beaucoup d'entre elles appartiennent à des étrangers. Le dernier pneu automobile fabriqué à Akron l'a été en 1982. Le seul fabricant de pneus qui reste dans cette ville est Goodyear, dont l'usine locale produit des pneus pour les voitures de course.

L'industrie sidérurgique est encore un autre exemple du déclin de l'industrie manufacturière américaine. En 1910, les États-Unis produisaient 24 millions de tonnes d'acier, soit environ 40 % de la production mondiale. Aujourd'hui, le pays produit 88 millions de

tonnes d'acier, mais il n'occupe plus que la quatrième place dans ce secteur. La Chine produit plus de 50 % de l'acier mondial, le Japon et l'Inde devançant également les États-Unis désormais. Cette chute spectaculaire de la part de marché s'est répercutée sur les emplois. Dans les années 1950, l'industrie sidérurgique américaine employait 700 000 travailleurs. Ce chiffre est tombé à moins de 150 000. Le chômage a dévasté les anciennes villes sidérurgiques proches de Pittsburgh, comme Clairton, Duquesne et Braddock.

Le charbon illustre aussi la mutation difficile de l'ancien monde vers le monde moderne. Il reste moins de 50 000 emplois dans les mines de charbon aux États-Unis, alors qu'on en comptait 860 000 dans les années 1920. La part de l'électricité du pays produite par des centrales au charbon a chuté à 20 %, que l'on peut comparer aux 48 % que cela représentait encore en 2008. Les réglementations permettant de lutter contre la pollution atmosphérique ont été un frein puissant dans la production de charbon, mais les dépenses expliquent bien davantage cette chute. Le charbon coûte en effet entre 57 et 148 dollars par mégawattheure, contre 41 à 90 dollars pour le gaz naturel. L'énergie éolienne coûte aujourd'hui entre 32 et 62 dollars par mégawatt, contre 70 dollars il y a quelques années. Le prix de l'énergie solaire se situe autour de 50 dollars par heure, contre 120 dollars en 2010.

L'optimisme est de rigueur

Toutefois, le tableau n'est pas si noir qu'il peut le paraître : l'industrie manufacturière reste le cinquième employeur du pays et l'industrie automobile est toujours la plus grande entité du secteur manufacturier. Il y a des signes certains de rebond alors que les emplois quittent lentement l'étranger et sont relocalisés, particulièrement après les plans de Donald Trump et de Joe Biden. En outre, certaines industries s'adaptent à l'évolution des technologies et aux changements de la demande des consommateurs. Les chiffres sont encourageants pour l'industrie manufacturière américaine, mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. Selon l'Initiative Reshoring, 110 000 emplois manufacturiers devaient revenir aux États-Unis en 2020. La pandémie a fait mentir ces prévisions, mais le mouvement qui s'était amorcé a repris dès la fin de la crise sanitaire, ce qui rend optimiste pour l'emploi aux États-Unis, même en dépit de la guerre en Ukraine. Il y avait plus d'un million d'emplois « délocalisés » depuis 2010, année où les emplois manufacturiers américains ont atteint leur niveau le plus bas, soit 11,4 millions. En 2020, ils étaient remontés à près de 12 millions. Ce niveau était presque à nouveau atteint en 2022.

Un rapport du Brookings Institute note que la production

manufacturière suit le rythme de la croissance du produit intérieur brut du pays. Toutefois, la majeure partie de cette augmentation concerne les ordinateurs et l'électronique. Le reste de l'économie manufacturière ne suit pas le rythme du PIB. En outre, alors que le secteur manufacturier a progressé de 20 % à l'échelle nationale entre 2009 et 2017, l'emploi dans l'industrie n'a augmenté que de 5 %. Toutefois, les entreprises américaines commencent en effet à se détourner lentement de la délocalisation des emplois dans d'autres pays pour se réimplanter aux États-Unis. Donald Trump peut en partie être crédité pour ce mouvement, de par son programme de réduction d'impôts et de déréglementation. Mais c'est la pandémie de Covid-19 qui, ironiquement, a le plus aidé l'industrie manufacturière américaine. Elle a donné un élan à la production locale avec des chaînes d'approvisionnement plus courtes et moins de personnes manipulant les marchandises. Joe Biden a annoncé vouloir poursuivre sur cette lancée et a promis cinq millions d'emplois nouveaux dans le secteur manufacturier, pari qu'il semble en passe de réussir : début 2022, le chômage était déjà repassé en dessous de 4 % et avait retrouvé un niveau prépandémique avant l'été (à 3,6%). Son programme d'infrastructure, approuvé en 2021, devrait permettre de créer encore des milliers d'emplois. Il reste toutefois que le pays devra réduire les coûts de fabrication, améliorer les compétences des travailleurs, renforcer le dollar américain et lutter contre l'inflation, qui est le nouvel écueil qui s'est dressé devant les dirigeants américains en matière économique (8,5% à l'été 2022).

La diplomatie financière : le joker américain

Le leadership américain se retrouve aussi dans le rôle central du dollar sur les marchés financiers mondiaux, même si les plus critiques expliquent cette importance par une absence d'alternatives raisonnables. La domination de la monnaie constitue pour les Américains un élément essentiel pour façonner un ordre mondial fondé sur les marchés libres et la démocratie. La dépendance mondiale à l'égard de l'accès au dollar permet à Washington de coordonner les batailles contre le terrorisme et la cybercriminalité, d'élaborer des règles contre la corruption et l'évasion fiscale, et de protéger la vie privée en réglementant les flux de données mondiaux.

L'économie américaine a dépassé celle de la Grande-Bretagne dans les années 1870 et était un plus grand exportateur au moment de la Première Guerre mondiale. Le dollar a d'abord acquis la prééminence sur les marchés obligataires en 1929, pour ensuite céder le leadership à la livre sterling avec la Grande Dépression. La fin de la Seconde

Guerre mondiale a placé les États-Unis en tête, avec des forces armées victorieuses, une économie inégalée et un réseau d'intérêts mondiaux. Cependant, au cours des décennies qui ont suivi, le dollar a subi la fin de la convertibilité de l'or, des fièvres inflationnistes, des écarts commerciaux croissants, des déficits budgétaires galopants, une crise financière mondiale et même la perte de la notation triple A des obligations américaines. Selon le FMI, le dollar représente environ 62 % de l'ensemble des réserves souveraines²⁴, avec une perte d'influence récente, qui reste toute relative cependant. Globalement, les entreprises mondiales utilisent des dollars parce que leurs clients, leurs fournisseurs et leurs concurrents le font. De même, les gouvernements étrangers accumulent des réserves de dollars parce qu'ils aiment gérer leur propre taux de change par rapport à la principale devise commerciale du monde.

Depuis le début de ce siècle, de nombreuses voix se font entendre qui doutent de la pérennité du leadership américain et de la sagesse de dépendre aussi fortement d'une seule puissance dominante. Peu de risques toutefois que cela change dans un avenir proche : il n'y a pas à craindre un effondrement financier imminent, pas plus qu'une reconfiguration de l'ordre mondial. La force militaire et politique de l'Amérique reste dominante et les investisseurs se replient toujours sur le dollar lorsque les risques augmentent, même lorsque ces risques proviennent des États-Unis eux-mêmes. Néanmoins, les signes d'un consensus qui s'effiloche sont indéniables. Il ne faut pas tant aller les chercher dans la baisse des pourcentages de la monnaie américaine détenus dans les réserves souveraines, mais plutôt dans une confiance qui s'effrite, notamment sur la capacité de l'Amérique à maintenir le système.

La domination du dollar a conféré aux États-Unis un rôle privilégié dans un vaste champ d'actions comprenant la restructuration de la dette, la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. Plus particulièrement, les sanctions financières ciblées ont considérablement renforcé l'influence politique pour isoler les mauvais acteurs tels que le Venezuela en matière de droits de l'homme, l'Iran dans la lutte contre la prolifération nucléaire ou la Russie en matière d'agression transfrontalière. L'intervention américaine a toutefois irrité un grand nombre d'acteurs, qui ont découvert la portée extraterritoriale des sanctions américaines. Elles ont souvent été qualifiées d'excessives et ont davantage semblé conçues pour protéger les intérêts commerciaux américains plutôt que pour renforcer les normes mondiales. Ainsi, alors que les sanctions financières contre l'Iran peuvent être considérées comme un succès général, elles ont suscité de graves inquiétudes à Paris lorsque les régulateurs américains ont imposé des amendes de près de neuf milliards de

dollars à la banque BNP Paribas pour des paiements à l'Iran.

La capacité à imposer l'ordre sur des marchés mondiaux indisciplinés est, à bien des égards, ce qui distingue le dollar des autres monnaies internationales. Il s'agit de l'actif le plus sûr au monde lorsque des turbulences politiques ou financières éclatent. De la même manière que la puissance écrasante de l'armée américaine peut faire régner l'ordre dans une zone de conflit, la Réserve fédérale américaine et le Trésor américain ont joué un rôle central dans la stabilisation des marchés financiers. Washington reste la voix la plus influente dans les institutions qui fixent le cadre de la coopération macroéconomique et les règles bancaires et financières. Les préférences américaines ne sont pas automatiquement adoptées au sein du FMI, de la Banque mondiale ou du Conseil de stabilité financière, mais la plupart des décisions finales sont fortement empreintes de la volonté américaine.

Paradoxalement, la diplomatie financière des États-Unis a beaucoup plus à craindre des forces qui proviennent de son propre pays. La stratégie « America First » (l'Amérique d'abord) du président Donald Trump a entamé la confiance au plan mondial dans la certitude que l'Amérique défend des règles équitables et coopératives. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau : de la mise en garde de George Washington contre les enchevêtrements étrangers à la confusion sur les priorités américaines après la guerre froide, les impulsions isolationnistes se sont toujours manifestées aux États-Unis. Aujourd'hui, elles se sont en plus mêlées à un sentiment d'impuissance face aux forces de la mondialisation, accusées d'avoir eu un impact négatif sur les familles à revenu moyen. Dans le sillage de la crise financière mondiale, ces forces ont conduit à un scepticisme beaucoup plus profond quant à l'engagement des États-Unis dans le monde. Les mouvements Occupy Wall Street et antimondialisation ont également bousculé les partis traditionnels et entraîné une méfiance à l'égard des organisations internationales comme le FMI, que certains considéraient comme un détournement scandaleux de l'argent des contribuables au profit de gouvernements en faillite. Ces influences ont alimenté les campagnes américaines des deux camps, aussi bien celles de Donald Trump à droite que de Bernie Sanders à gauche, qui ont tous deux décrié un système américain qui semblait truqué contre les travailleurs américains tandis que l'économie mondiale était biaisée contre l'Amérique.

Le marché du travail

Aux États-Unis, le PIB par habitant est parmi les plus élevés du monde, dans un pays qui compte plus de cent cinquante millions

d'employés²⁵. Dans les années 1980, les Américains travaillaient à peu près autant que leurs homologues européens. Mais un changement s'est produit qui a créé un déséquilibre entre les deux rives de l'Atlantique : les États-Unis sont devenus une nation de bourreaux de travail, enregistrant aujourd'hui 250 à 400 heures de plus par an que l'Europe. Pour mettre cela en perspective, cela représente six à dix semaines de travail supplémentaires par an. Non seulement les Américains travaillent plus longtemps, mais ils travaillent aussi moins bien : ils sont de plus en plus nombreux à travailler la nuit et le week-end. Ils ont des horaires de travail plus longs et plus irréguliers que n'importe qui d'autre, et l'inégalité pourrait en être la cause. Ils travaillent cent heures de plus par an que les Japonais, et les États-Unis sont le seul pays industrialisé au monde dont la législation ne prévoit pas de congés payés.

De nombreux professionnels de la santé s'alarment du fait que les Américains souffrent d'un « manque de vacances ». Depuis le début de la crise économique du début du ^{xxi}^e siècle, beaucoup présentent des symptômes d'épuisement physique. Pour y remédier, médicalement parlant, deux semaines de vacances seraient nécessaires pour se ressourcer. Mais, jusqu'à la pandémie mondiale, cela semblait irréaliste à beaucoup d'Américains de s'éloigner de leur travail pendant plus de quelques jours. Les Américains travaillent en moyenne onze heures de plus par semaine que dans les années 1980. 37 % des hommes américains travaillent plus de 50 heures par semaine, et 90 % des pères et 95 % des mères ayant un emploi ont des difficultés à concilier leur vie professionnelle et familiale.

Les entreprises américaines proposent depuis longtemps ce que les Français appellent des « horaires souples, ou flexibles ». C'est la raison principale, prétendent-elles, pour laquelle elles peuvent embaucher des gens si rapidement, et les licencier tout aussi rapidement, si nécessaire. L'Américain moyen n'en croit pas ses oreilles quand on lui dit qu'en France, les employés du secteur privé sont recrutés avec des contrats à durée déterminée ou indéterminée. C'est encore plus incroyable quand on lui dit que les « partenaires sociaux » ont négocié ces statuts rigides et protégés. L'expression « partenaires sociaux » n'existe même pas aux États-Unis. Il n'y a que sept millions de travailleurs syndiqués dans le secteur privé en Amérique. Les employés du secteur privé embauchés avec un « contrat », sont soit des athlètes professionnels, soit des acteurs, soit des travailleurs syndiqués dans des entreprises où un seul syndicat obligatoire a le monopole de l'embauche de travailleurs payés à l'heure, comme chez General Motors. Naturellement, les syndicats et les patrons négocient, mais cela se fait au niveau de l'entreprise, et non au sein de chaque branche. Il en va de même pour les grèves, qui sont rares, qui ne se

font qu'au niveau de l'entreprise, parfois même seulement sur des sites industriels spécifiques. Le concept d'un « mouvement social national » qui touche en même temps de nombreux secteurs est totalement étranger aux États-Unis et serait considéré comme insurrectionnel.

Ainsi, jusqu'à l'apparition de la pandémie de Covid-19, les ouvriers et employés américains acceptaient des conditions de travail bien plus rudes que celles ayant cours dans d'autres pays. Leur semaine de travail pouvait par exemple être modifiée sans préavis en fonction du nombre de commandes d'une entreprise. Ils ne rechignaient pas non plus à travailler moins pendant les périodes difficiles, parfois un jour de moins par semaine, voire plus. En échange, les entreprises acceptaient généralement de payer plus, ce qui convenait tout à fait à la majorité des travailleurs, notamment les immigrés. Les Américains pensent en effet que l'on doit être disponible tout le temps pour le travail, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, parfois. Cela permet à de nombreuses entreprises de ne jamais fermer : on peut faire ses courses 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans de nombreuses villes des États-Unis. Quant à la pause déjeuner à la française, c'est un concept que la plupart des Américains ne peuvent même pas imaginer. Le déjeuner est souvent pris en quelques minutes seulement, sur le lieu de travail, et la nourriture provient souvent de distributeurs automatiques.

La pandémie et la crise

La pandémie de Covid-19 a provoqué une rupture profonde, qui a entraîné un phénomène baptisé la « Grande Démission ». Le ras-le-bol face à des conditions de travail trop difficile a poussé des millions de travailleurs à quitter leur emploi²⁶, en particulier dans les secteurs les plus durs ou ceux qui ne demandent aucune qualification. Les répercussions de ce phénomène ont été multiples. Les entreprises ont dû rivaliser d'efforts pour attirer et garder leurs salariés dans un contexte de vieillissement de la population, mais aussi de rejet assumé de l'immigration. Les États les plus touchés ont été la Georgie, le Kentucky, le New Hampshire, le Vermont et le Dakota du Nord, des États où le marché du travail était tendu et où le taux de chômage était faible. Pour contrer cette vague de démission, plusieurs grandes enseignes ont augmenté le salaire minimum jusqu'à 15 dollars de l'heure, une revendication politique puissante dans les rangs de la gauche américaine et portée par le président Biden dans son discours sur l'état de l'Union du 1^{er} mars 2022. Goldman Sachs rapporte qu'au dernier trimestre 2021, le niveau des bas salaires a augmenté de 6 %. Pour autant, le salaire minimum fédéral est toujours fixé à 7,25 dollars de l'heure et il semble bien illusoire d'imaginer que le Congrès va

voter une augmentation. Chaque État, et même chaque ville, peut toutefois établir son propre salaire minimum, à condition qu'il soit supérieur au niveau fédéral.

Un autre changement est né de la période pandémique : des mouvements syndicaux se sont développés dans plusieurs secteurs ou entreprises, comme ceux des travailleurs d'Amazon, de Starbucks ou d'Apple, et les grèves des employés de John Deere et de Kellogg, qui ont fait les gros titres en 2021. Un marché du travail tendu a également donné aux travailleurs la certitude qu'ils avaient désormais le pouvoir de faire pression sur les employeurs pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleurs avantages. Starbucks a été emblématique de cette lutte. À Buffalo, les travailleurs syndiqués ont fait part d'un certain nombre de problèmes qui, selon eux, pourraient être résolus par un syndicat, comme le manque de personnel, la formation et les salaires. La création du syndicat s'est faite dans la douleur et l'enseigne Starbucks s'est vue accusée d'activités illégales, comme une campagne de menaces, d'intimidation et de surveillance en réponse à la pression syndicale. Le syndicat a finalement été créé – une quasi-première dans ce secteur qui n'est syndiqué qu'à 1,2 %. Cette victoire a ouvert la voie à d'autres revendications et les demandes se sont multipliées à travers tous les États. Les employés de Buffalo, bientôt suivis par ceux d'autres restaurants, ne sont pas arrêtés là et ont engagé la négociation pour obtenir un véritable contrat avec Starbucks. Mais cela ne signifie pas que leur victoire sera suivie d'effets à long terme. Le droit du travail n'exige pas que l'employeur et le syndicat concluent une convention collective. En outre, les travailleurs qui perdent confiance dans le syndicat peuvent demander la révocation de l'accréditation au bout d'un an, ce qui rend le tout très fragile, puisque on peut facilement mettre un terme à la représentation et à toutes les négociations en cours.

Plus inhabituel encore, la grève chez le fabricant de machines agricoles John Deere a impliqué environ 10 000 employés²⁷ qui voulaient renégocier des contrats, établis pour la plupart en 2015, au sortir de la crise financière de 2008, et par lesquels les employés avaient accepté de nombreux sacrifices. Les employés, répartis sur quatorze sites différents aux États-Unis (dont 7 200 dans sept usines en Iowa, trois en Illinois, une au Kansas et des centres de distribution au Colorado, en Géorgie et en Illinois) ont été représentés par le syndicat United Auto Workers (UAW). Le mouvement a éclaté après l'annonce que 2021 avait été une année rentable pour John Deere, avec un chiffre d'affaires en hausse de 11 % et un bénéfice net en hausse de 84 % par rapport à l'année précédente²⁸.

Ces exemples restent pourtant marginaux et ne reflètent pas un mouvement général ou un changement significatif des

comportements : les employés américains n'essaient pas de se battre pour leurs droits au travail comme le font les employés français, par exemple, même si ce mouvement de syndicalisation a touché jusqu'aux employés du Congrès. En général, les travailleurs américains expriment plutôt un avis peu positif quant à l'impact des syndicats sur les salaires, les conditions de travail, la disponibilité des emplois ou la productivité. Certains les considèrent même comme nuisibles à l'économie, et 25 États ont même adopté des lois sur le « droit au travail », afin de s'opposer aux conventions collectives. Les partisans de ces lois soutiennent qu'il est injuste d'exiger l'adhésion à un syndicat et le paiement de cotisations, et que cela devrait être volontaire, ce qui n'est souvent pas le cas lorsque des syndicats existent au sein d'une entreprise. Une grande partie du débat est centrée sur l'activité politique des syndicats, qui soutiennent officiellement des candidats et dépensent de l'argent (provenant des cotisations) pour des candidats et des publicités politiques. Les opposants affirment que les lois sur le droit au travail visent à réduire le nombre de membres des syndicats et qu'il est injuste d'attendre les avantages de l'adhésion à un syndicat sans y contribuer financièrement.

Les Américains sont globalement fiers de leur système économique, et de son organisation générale, convaincus qu'il offre à tous les citoyens la possibilité de mener une vie agréable. Leur foi est toutefois assombrie par le fait que la pauvreté persiste dans de nombreuses régions du pays.

Pauvreté et inégalités

Les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté ont permis de réaliser certains progrès, mais n'ont pas permis d'éradiquer le problème. De même, les périodes de forte croissance économique, qui apportent plus d'emplois et des salaires plus élevés, ont contribué à réduire la pauvreté mais n'ont jamais permis de l'éliminer.

Le gouvernement fédéral définit un montant minimum de revenu nécessaire à l'entretien de base d'une famille de quatre personnes. Ce montant peut fluctuer en fonction du coût de la vie et de la localisation de la famille. En 2022, une famille de quatre personnes ayant un revenu annuel inférieur à 25 700 dollars était considérée comme vivant dans la pauvreté. Le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 22,4 % en 1959 à 11,4 % en 2020²⁹. Mais les chiffres globaux masquent des poches de pauvreté beaucoup plus graves. En 2020, plus d'un Afro-Américain sur cinq (20,8 %) vivait dans la pauvreté ; bien qu'affreusement élevé, ce

chiffre représente une amélioration par rapport à 1990, où 26,5 % des Noirs étaient officiellement classés comme pauvres, et il s'agit en fait du taux de pauvreté le plus bas pour ce groupe jamais enregistré, un niveau relativement comparable à ce que l'on observe pour les hispaniques (17,6 %). Les Amérindiens sont les plus touchés (25,4 %) ; Blancs et Asiatiques enregistrent le même pourcentage de pauvres (10,1 %). Les familles dirigées par des mères célibataires sont particulièrement exposées à la pauvreté (24,7 %). En partie à cause de ce phénomène, près d'un enfant sur six (16,2 %) était pauvre en 2020, ce qui représente aussi une amélioration sensible de la situation comparée à 2000 (18,5 %).

Certains analystes estiment que les chiffres officiels de la pauvreté surestiment l'ampleur réelle de la pauvreté parce qu'ils ne mesurent que le revenu en espèces et excluent certains programmes d'aide gouvernementale tels que les bons d'alimentation, les soins de santé et le logement public. D'autres soulignent toutefois que ces programmes couvrent rarement tous les besoins d'une famille en matière d'alimentation ou de soins de santé et qu'il existe une pénurie de logements sociaux. Quoi qu'il en soit, il est clair que le système économique américain ne distribue pas ses dividendes de manière égale et que les inégalités se creusent. La richesse combinée de tous les ménages des États-Unis s'élevait à 129,5 milliards de dollars en 2021. Les 1 % les plus riches détenaient 32,1 % du total national³⁰, contre 23,4 % en 1997. La moitié inférieure, dont la part n'a jamais dépassé 5 %, ne détient plus que 2 % de la richesse des ménages aux États-Unis, contre 4,2 % vingt ans auparavant.

Malgré la prospérité générale de l'économie américaine dans son ensemble, les préoccupations relatives à l'inégalité ont persisté au cours des années 2000 et 2010. La concurrence mondiale croissante a menacé les travailleurs de nombreuses industries manufacturières traditionnelles, et leurs salaires ont stagné. Dans le même temps, le gouvernement fédéral s'est éloigné des politiques fiscales qui visaient à favoriser les familles à faibles revenus au détriment des familles plus riches, et il a également réduit les dépenses pour un certain nombre de programmes sociaux nationaux destinés à aider les personnes défavorisées. Pendant ce temps, les familles les plus aisées ont récolté la plupart des bénéfices de l'explosion du marché boursier.

L'inégalité du système qui résulte de ces disparités est apparue encore plus criante à la suite de la crise financière mondiale de 2008 et alimente régulièrement de nombreux mouvements politiques, de Occupy Wall Street à Black Lives Matter. Il ne semble pas qu'il s'agisse d'un problème facile à résoudre ; en fait, il s'agit d'un enchevêtrement de nombreux problèmes, comme en témoigne le large éventail de sujets sociaux et économiques imbriqués au menu d'*Inequality.org*, un

blog de l'Institute for Policy Studies, consacré aux inégalités. Et malheureusement, si les causes profondes sont effectivement nombreuses, la pandémie mondiale de Covid-19 n'a fait que renforcer la tendance qui était déjà à l'aggravation des inégalités.

Le débat politique contemporain s'est porté sur cette question : la gauche américaine parle d'une inégalité institutionnalisée, qui repose sur un racisme systémique. La droite américaine y voit plutôt un déclassement causé par des forces extérieures au pays, notamment la mondialisation. C'est une question extrêmement complexe qui nécessite d'explorer de nombreux domaines appartenant tant à l'histoire des États-Unis, qu'aux idées qui se sont développées dans ce pays et aux individus qui composent cette société.

II

Des idées et des hommes

**L'humain dans l'hyperpuissance américaine :
force et faiblesse**

La réalité américaine d'aujourd'hui se confond avec une mutation démographique profonde, qui touche de plein fouet le pays, bien qu'il s'y prépare depuis longtemps : dès le 11 janvier 1960, *Time* paraissait déjà avec une couverture choc portant en bandeau « That population explosion », qui pointait la responsabilité de l'immigration dans les mutations à venir. En effet, près de 65 millions d'immigrants sont entrés aux États-Unis depuis cette date, principalement en provenance d'Amérique latine et d'Asie. Cela indique tout d'abord l'extrême vitalité de cette société dans laquelle l'immigration est vécue tout à la fois comme une chance et un problème. Cela confirme par ailleurs la continuité, avec une population qui a toujours été en mouvement rapide, une vitalité sur laquelle repose aussi la réussite du pays. Mais cette mutation n'est pas la seule à laquelle est confrontée la société américaine, qui redéfinit aussi les rôles respectifs des hommes et des femmes. En portant une première femme à la vice-présidence, les Américains ont aussi montré qu'ils sont désormais prêts à une égalité plus parfaite, telle qu'elle est définie dans leur Constitution. Car, que Kamala Harris soit en position de gravir la dernière marche ne fait plus aucun doute dans les esprits : la Constitution des États-Unis prévoit en effet qu'elle devient automatiquement présidente du pays, sans aucune autre élection, en cas de défection de l'homme que le peuple a élu le 3 novembre 2020. Cette possibilité s'impose donc à tous et la crispation qui résultait de la conquête de ce pouvoir semble s'atténuer : le rôle des femmes n'en est pour autant totalement réglé, mais cela en prend le chemin et de profonds changements sociétaux se dessinent qui, au vu du poids mondial des États-Unis, influenceront certainement à leur tour le reste de la planète. Et puis il y a cette Constitution, largement attaquée et tout autant défendue, garante indéboulonnable de la démocratie et qui a pourtant été bousculée par une attaque invraisemblable le 6 janvier 2020.

Les États-Unis connaissent une période de turbulences majeures,

avec une division flagrante du peuple en deux camps opposés sur pratiquement tous les sujets – du moins en apparence. Mais il n'en reste pas moins que leur société est très stable et continue à évoluer comme un paquebot : lentement mais sans se détourner d'une route qui semble bien tracée.



Des institutions solides, mais durement attaquées

La naissance d'une nation

Les États-Unis sont une fédération de cinquante États, symbolisés chacun par une étoile sur leur drapeau commun. L'autonomie accordée à chacun d'entre eux est très grande, fruit de compromis historiques et de la volonté de conserver l'indépendance acquise par chacun de ces hommes et femmes qui ont fait le voyage depuis l'Europe pour recommencer leur vie ou tenter de faire fortune dans le Nouveau Monde. Aux origines, le premier obstacle a été la rencontre avec les indigènes. L'opposition avec les Amérindiens a été immédiate et brutale. Les Français ont alors décidé de la réduire par l'évangélisation de ces peuples, qui a été menée par les Jésuites. Les Anglo-Saxons se sont, au contraire, engagés dans une confrontation, principalement parce qu'ils convoitaient les terres occupées par les différentes tribus. L'extermination s'est imposée comme la solution la plus simple et a été favorisée par la supériorité des nouveaux venus, mieux armés, plus nombreux et disposant de ressources techniques plus élaborées¹. La rudesse du climat et les difficultés de transport ont d'abord cantonné l'activité au commerce avec la vieille Europe, ce qui remplissait pleinement le cahier des charges des investisseurs qui avaient financé les premiers déplacements. Les premiers colons ont accosté à Jamestown (1607), située dans l'actuelle Virginie. Seule l'idée de faire fortune les animait et ils étaient persuadés qu'ils allaient trouver des trésors immenses. La richesse espérée a pris une forme inattendue : très vite, la Virginie a prospéré grâce à une agriculture florissante, basée sur la culture du tabac et du coton. Cela a donné un nouvel élan à la colonisation britannique, qui s'est révélée la plus dynamique. Mais, pour ces cultures, il fallait une main-d'œuvre importante et ces nouveaux agriculteurs ont eu l'idée d'importer des esclaves d'Afrique.

La deuxième vague de colons avait des préoccupations bien différentes de celles des explorateurs de Jamestown. En fondant leur colonie sur le territoire actuel de l'État du Massachusetts, l'ambition des premiers pèlerins², les Pilgrims Fathers, était de pouvoir exercer

librement leur religion et d'échapper aux persécutions dont ils faisaient l'objet en Europe. Ils voulaient se séparer de l'Église d'Angleterre et trouvèrent dans les terres du Nouveau Monde un espace très accueillant. Ce groupe quitta le port anglais de Plymouth en 1620 en direction de la Virginie à bord du fameux *Mayflower*. Mais le navire fut détourné dans sa traversée et les nouveaux arrivants prirent pied dans la baie de Cape Cod, un endroit que les pèlerins nommèrent Plymouth, du nom de leur ville de départ, en Angleterre. Avant de débarquer, les néo-Américains – qui n'avaient pas atteint la colonie britannique et se trouvaient donc en dehors du territoire sous autorité anglaise – s'engagèrent par un contrat, le Mayflower Compact, sur un certain nombre de règles régissant leur vie en société. C'était un pacte par lequel ce groupe d'hommes consentaient à suivre des règles décidées simplement entre eux.

Leur société s'est d'abord construite autour de leur Église, sous la forme d'une théocratie, et en vase clos, ce qu'ils n'auraient pas pu faire en Europe. Étonnamment, la religion a été le moteur du développement des colonies, le Sud étant plutôt marqué par l'anglicanisme et les colonies plus centrales connaissant un pluralisme religieux. La vie coloniale s'est organisée peu à peu et les Britanniques ont aussi pris le contrôle des territoires plus au nord. En Nouvelle-Angleterre³, les affaires de la communauté étaient régies par un conseil municipal qui se réunissait une à deux fois par an et dans lequel chaque électeur potentiel avait une voix. Était électeur tout citoyen qui pouvait être élu dans ce conseil, à savoir les hommes blancs et majeurs qui étaient membres de l'Église, excepté dans le Rhode Island, où il n'était pas nécessaire de faire partie de l'Église pour être électeur et éligible. Les conseils municipaux étaient des démocraties directes car les gens parlaient pour eux-mêmes. Cependant, ils élaient également des représentants pour administrer la communauté entre deux réunions. Cette pratique a toujours cours aujourd'hui dans certaines communautés de la Nouvelle Angleterre.

Les colonies se sont développées et des gouvernements coloniaux ont été mis en place. Les gouvernements coloniaux ont alors obéi à quatre idées directrices :

1. *Les droits naturels*. Le droit a été basé en partie sur l'idée que le but d'un gouvernement est de protéger les droits naturels des hommes, ces droits étant le droit à la vie, à la liberté et à la propriété.
2. *La hiérarchie des lois*. Cette idée correspondait à la règle interdisant aux gouvernements coloniaux d'adopter une loi contraire à la Constitution anglaise⁴.
3. *La séparation des pouvoirs*. Comme en Angleterre, et afin de protéger le peuple contre un possible abus de pouvoir, les pouvoirs des

- gouvernements des différentes colonies ont été séparés entre trois branches distinctes : un pouvoir exécutif (un gouverneur, représentant du roi), un pouvoir législatif (une assemblée souvent constituée de deux chambres, sur le modèle anglais⁵) et un pouvoir judiciaire (des juges, nommés par le gouverneur).
4. *La mise en place de contre-pouvoirs.* Les pouvoirs ont été divisés et parfois même partagés. Ainsi, chaque branche pouvait contrôler les deux autres et être contrôlée par elles.

Un État fédéral

En 1733, les Anglais possédaient treize colonies en Amérique du Nord, le long de la côte Atlantique. Les colonies s'étendaient du New Hampshire dans le nord, à la Géorgie, dans le sud. Au nord, la plupart des colons étaient des petits fermiers et des artisans. Certains aussi vivaient des produits de la pêche. Au sud, les travaux des champs étaient en grande partie réalisés par des esclaves emmenés d'Afrique et la prospérité des planteurs sudistes commençait déjà à reposer sur cette économie esclavagiste. Avec le temps, une morale rigoriste l'a emporté dans la société nordiste et, avec elle, la condamnation de cette institution insupportable. En voulant imposer leur opinion, les Américains des régions nordistes mettaient inmanquablement en danger l'économie et le mode de vie sudistes, ce qui entraîna une réaction forte et la guerre de Sécession.

Mais, avant cela, tous les colons, qu'ils soient du nord, du centre ou du sud, durent s'adapter à des contrées peu hospitalières et à un climat très rude. Cela a forgé un tempérament typiquement américain et les communautés qu'ils avaient fondées ont évolué vers des sociétés plus égalitaires que celles du Vieux Continent. Les futurs Américains se sont alors retrouvés liés dans un combat contre un oppresseur commun, le roi George III. Les motifs du courroux n'étaient pourtant pas partout les mêmes : le « No Taxation Without Representation » qui reste sublimé dans l'histoire américaine cache d'autres motifs, comme les entraves posées par la Couronne contre l'expansion vers l'ouest. La guerre d'Indépendance a éclaté en 1775. Un nouveau pays a émergé et la Constitution qui a alors été rédigée (1776) en est la colonne vertébrale. Ce n'est qu'une fois la guerre d'Indépendance passée que les Américains des différentes régions ont pris la mesure de leurs différences et ont fait l'expérience de la difficile conciliation des intérêts des « petits » États et de ceux des « grands » États, notamment avec l'échec de leur première expérience d'unité politique, la confédération. Mais les divisions ont aussi été transversales. La révolution aurait dû cimenter cette jeune nation mais c'est le contraire qui s'est produit : deux tendances se sont dessinées. Les partisans d'un

État fédéral fort qu'étaient les fédéralistes – ou *Whigs* – d'Alexander Hamilton se sont confrontés à ceux qui voulaient défendre les droits « des États », comme Thomas Jefferson. Ces derniers se sont dressés contre le centralisme et ont choisi de défendre la nation agricole et décentralisée, qui s'opposait aux régulations fédérales et à l'industrialisation. Cette opposition a été cultivée jusqu'à nos jours. Le pays a continué à se construire, traversant d'autres grandes crises, dont la guerre civile est l'exemple le plus dramatique, et pas uniquement pour la question de l'esclavage. La différence entre un Nord industriel et tourné vers la modernité et un Sud, riche de sa terre et cultivant ses traditions a forgé l'esprit profond du pays. C'est la racine des maux actuels de la société américaine, qui s'oppose toujours en termes ville/campagne, fédéral/local ou, en traduction politique, progressisme/conservatisme.

Mais, le Nouveau Monde a aussi su s'inventer une histoire commune, illustrée par la conquête de l'Ouest et, plus tard, par celle de l'espace. Les tourmentes et les attaques les plus fortes ont toujours fini par laisser la place à une unité autour de ce qui fait leur bien commun : la démocratie qu'ils ont inventée et entretenue, symbolisée par une Constitution à laquelle ils vouent un véritable culte et un drapeau qu'ils brandissent avec fierté.

Une seule Constitution pour tous

En droit, la Constitution des États-Unis est le plan de base qui décrit les structures et les fonctions du gouvernement fédéral. Elle fixe des limites aux pouvoirs accordés aux différentes instances ou aux personnes élues et protège pour chacun les droits individuels et ceux de la propriété. On retrouve beaucoup des principes qui avaient déjà cours dans les gouvernements coloniaux. Le principe de la séparation des pouvoirs est codifié dans les articles 1, 2 et 3 du corps principal de la Constitution. Le gouvernement national est divisé en trois pouvoirs qui ont des fonctions distinctes (législatif, exécutif et judiciaire). Sans être totalement indépendante, chacune de ces branches peut limiter d'une certaine manière les pouvoirs de l'une ou des deux autres (c'est le fameux principe des *checks and balances*). Ce système de division et de contrôle des pouvoirs a été imaginé comme un moyen de se prémunir contre les extrêmes, que les fondateurs craignaient par-dessus tout. L'assaut contre le Capitole, le 6 janvier 2021, a déclenché une réflexion profonde dans le pays sur la solidité de ce système, débat qui n'est pas résolu à ce jour. Outre les trois branches, le gouvernement est constitué d'une énorme bureaucratie composée de départements, d'agences et de commissions.

Le pouvoir législatif est confié à un Congrès qui fait l'objet de

l'article 1^{er} de la Constitution. C'est ce Congrès qui est le pouvoir fort aux États-Unis. Il représente le « droit du peuple », encensé dans la Constitution par les trois mots introductifs « We The People » (Nous le Peuple). La structure bicamérale est le résultat d'un compromis décidé lors de la Convention constitutionnelle : il a ainsi été prévu une législature à deux chambres avec une représentation égale pour tous les États au Sénat et une représentation à la Chambre des représentants basée sur la taille de la population. Cette structure est régulièrement contestée : on lui reproche de donner un pouvoir trop grand à des territoires vides, au détriment de ceux qui sont très peuplés. Cette critique devient très forte lors de l'élection présidentielle car le système du collège électoral qui permet d'élire le président est calqué sur cette organisation⁶.

Le président est à la tête du pouvoir exécutif⁷. Malgré les tentatives des fondateurs de fixer des limites claires à son pouvoir, l'importance de la présidence s'est considérablement accrue au fil des ans. En dépit des tendances récentes à réaffirmer la prééminence du Congrès, comme sous Joe Biden, le président reste le membre le plus visible et le plus puissant du gouvernement fédéral et le seul (avec le titulaire de la vice-présidence) à être élu pour représenter l'ensemble du peuple. Il dispose du pouvoir de signer des décrets, ce qui peut être une manière de contourner le Congrès, comme l'a fait Donald Trump de façon très large, même si ces décrets peuvent être annulés en justice et doivent nécessairement s'adosser à une loi déjà votée par le Congrès. Le président façonne la politique étrangère grâce à ses pouvoirs diplomatiques et conventionnels et détermine en grande partie la politique intérieure. Les présidents ont également le pouvoir d'opposer leur veto à un projet de loi. Un veto présidentiel peut être surmonté par un vote des deux tiers des deux chambres, mais un tel seuil est difficile à atteindre.

L'article 3 de la Constitution établit la Cour suprême, mais ne définit pas le rôle de ce pouvoir aussi clairement que celui des pouvoirs législatif et exécutif. Le pouvoir judiciaire contemporain se compose de milliers de tribunaux et constitue par essence un système double, chaque État ayant son propre système judiciaire fonctionnant simultanément avec un ensemble complet de tribunaux fédéraux. L'acte législatif le plus important en ce qui concerne l'établissement d'un réseau de tribunaux fédéraux a été la loi judiciaire (Judiciary Act) de 1789. Cette loi a organisé la Cour suprême et mis en place les Cours d'appel fédérales (treize à ce jour). Les décisions de ces cours sont définitives, à l'exception des affaires sur lesquelles la Cour suprême accepte de se pencher.

Les gouvernements locaux

L'organisation fédérale établie par les Pères fondateurs répartit les pouvoirs du gouvernement entre le gouvernement national et les États. À la tête de chaque État on trouve un gouverneur et une ou deux assemblées. L'usage du référendum est très fort dans certains États et on trouve souvent des règles spécifiques qui permettent de contrôler les élus ou de mettre fin prématurément à leur mandat, comme la procédure de *Recall*. Les questions locales sont traitées au niveau local et les questions qui affectent l'ensemble de la population relèvent de la responsabilité du gouvernement national. Un tel système est une conséquence naturelle de la réaction à la relation coloniale entre les Américains et la mère patrie, l'Angleterre. Le fédéralisme américain est défini par le 10^e amendement, qui déclare que « les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par elle aux États, sont réservés aux États respectivement, ou au peuple ». En pratique, le système peut prêter à confusion dans la mesure où les pouvoirs peuvent parfois se chevaucher, comme par exemple, l'aide sociale⁸.

La plupart des villes et villages des États-Unis ont leur propre gouvernement local, un pouvoir qui leur est délégué au niveau de l'État. Il n'est pas rare que les membres du gouvernement municipal soient des bénévoles non rémunérés. Les municipalités sont définies par des règles propres à leur État. Le pouvoir politique dans un État est partagé entre trois niveaux : le gouvernement local, le gouvernement de l'État et les fonctions que les deux autorités se partagent. Les gouvernements municipaux sont définis dans des chartes qui, là encore, varient d'une ville à l'autre. Chaque charte municipale prévoit le type de gouvernement que la communauté doit avoir. Il existe principalement trois formes d'organisation : la forme maire-conseil, où le maire est la principale autorité ; la forme commission, qui combine les pouvoirs exécutif et législatif dans une commission élue de cinq à sept membres ; et la forme conseil-gestionnaire. Cette dernière est de plus en plus répandue et consiste à engager une personne ou une entité (un gestionnaire) qui administre la ville comme s'il s'agissait d'une entreprise, sous la supervision d'un conseil élu.

Au niveau du comté – ou de la ville si elle est importante –, un certain nombre de postes sont pourvus par élection et cela varie d'une ville à l'autre (ou d'un comté à l'autre) ; ces postes comprennent les maires, les shérifs, les juges et un certain nombre de commissions (scolaires, électorale, de gestions diverses, etc.). Les candidats aux élections locales ne se présentent pas forcément sous l'étiquette d'un parti politique ni, lorsqu'ils le font, sous celle d'un des deux grands partis qui dominent la vie politique nationale : il existe des dizaines de micro-partis dont l'existence se limite le plus souvent au niveau d'un

État, voire celui d'un comté ou d'un territoire plus local encore. Les Américains sont également amenés à voter sur des sujets et des questions soulevés par le public, à la suite d'une proposition que l'on appelle « *initiative* ».

On comprend donc qu'au vu du nombre de postes à pourvoir entre les différents échelons, aux niveaux local, national ou fédéral, les Américains sont appelés à voter en permanence. Les élections à la Chambre fédérale rythment cette vie électorale puisque les Américains renouvellent leur assemblée législative tous les deux ans. Dans de nombreux lieux, ils votent aussi les autres années pour le maire, le shérif, ou toute autre fonction. Les Américains sont beaucoup plus intéressés par la vie politique locale, qui régit la plupart des activités de leur existence. La politique fédérale semble souvent abstraite et loin de leurs préoccupations. On parle souvent de « *Washington* » comme d'une « bulle » déconnectée de la vie des gens, avec des politiciens qui sont incapables de s'entendre et d'agir pour le bien commun. Pourtant, la participation à l'élection présidentielle, qui a longtemps été en berne, réunit désormais le plus grand nombre. Le record a été établi en 2020 avec 160 millions de suffrages, soit 66,9 % des 239 millions de personnes disposant du droit de vote⁹ et Joe Biden est le président le mieux élu de l'histoire avec 81 268 924 voix.

Les nouveaux défis

La démocratie en danger

Si la participation bat des records et devrait rassurer sur l'état de la démocratie américaine, on assiste depuis 2009 et la présidence de Barack Obama à une polarisation de plus en plus grande du pays. Elle se manifeste par une attitude d'opposition systématique des républicains au Congrès. Ce parti a durci le climat politique dans le pays, principalement sous la pression de groupes de contestataires de droite qui ont constitué des Tea Party, en s'inspirant du célèbre épisode d'opposition aux taxes et impôts durant la Révolution de 1776. Ce climat a abouti à l'élection inattendue de Donald Trump en 2016 et un mandat chaotique durant lequel les démocrates se sont à leur tour opposés à leur président par tous les moyens dont ils disposaient. Les événements qui ont marqué la fin du mandat du 45^e président et l'assaut du 6 janvier 2021 contre le Capitole ont fait craindre à de nombreux observateurs une insurrection plus large, en particulier si Donald Trump devait revenir un jour au pouvoir. Joe Biden a passé la première année de sa présidence avec l'espoir que la force des tensions observée à ce moment-là pourrait s'évanouir et que

l'Amérique pourrait revenir à la normale. Pourtant, lors du premier anniversaire de l'attaque du Capitole, il a dû admettre son échec à être le grand réconciliateur et a pu mesurer toute l'ampleur de la menace qui pèse sur la démocratie américaine.

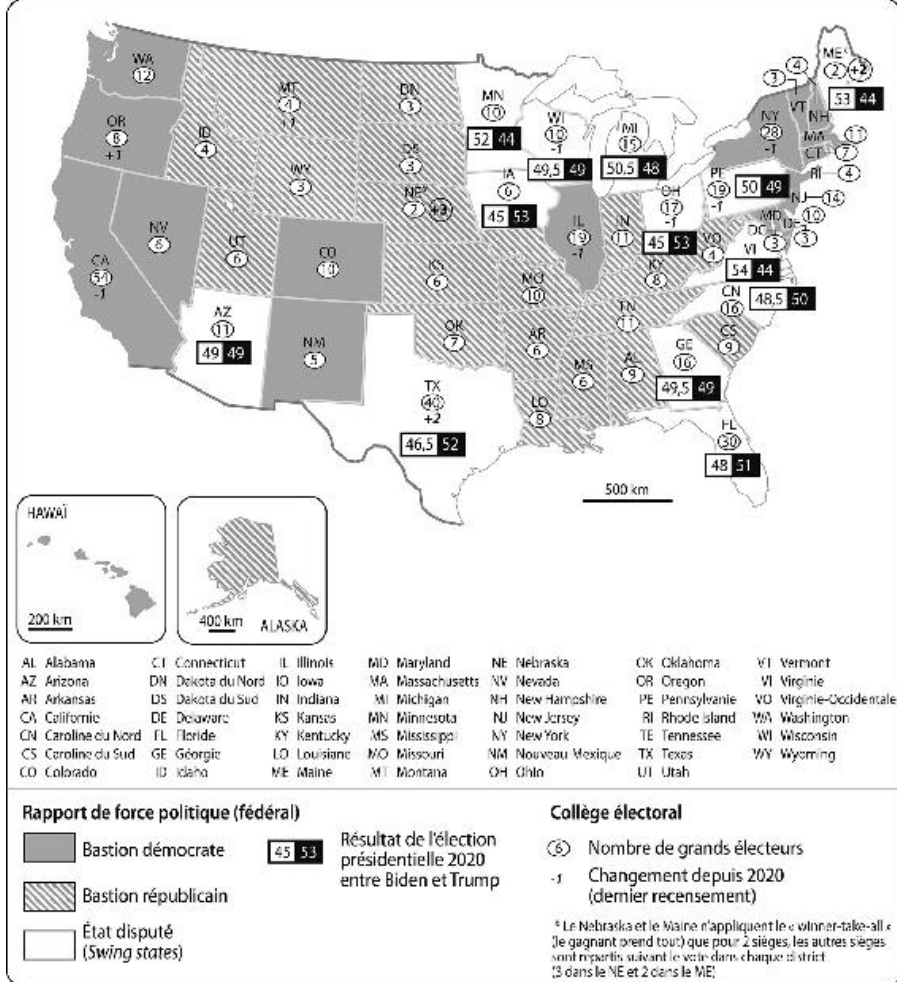
C'est une question que beaucoup se posent désormais, aussi bien dans le pays qu'à l'extérieur. Dans une société profondément divisée, où même une tragédie nationale comme celle du 6 janvier n'a fait qu'éloigner les gens les uns des autres, beaucoup pensent qu'il n'est pas impossible qu'une telle émeute ne soit que le début d'une vague de troubles, de conflits et de terrorisme intérieur et que la polarité la plus extrême que les États-Unis ont à affronter depuis qu'ils ont obtenu leur indépendance en 1776, mis à part le temps de la guerre civile, finira par les détruire. On peut penser que le simple fait que de telles notions soient entrées dans le domaine public montre que l'impensable est devenu réalité. L'inquiétude est alimentée par la rancœur de l'ancien président Trump, qui n'a pas supporté sa défaite et a entretenu le mythe d'une fraude à grande échelle. En développant l'hypothèse d'un tel risque, la chercheuse Barbara Walter évoque l'émergence aux États-Unis d'un gouvernement qui est une « anocratie » : ni pleinement démocratique ni pleinement autocratique. Pour d'autres, les États-Unis sont désormais dévolus à la politique identitaire, où les partis ne s'organisent plus autour d'une idéologie ou de politiques spécifiques, mais selon des critères raciaux, ethniques ou religieux. Si les plus pessimistes réalisent qu'il semble irréaliste de prédire une réédition de la guerre civile de 1861-1865 avec une armée bleue et une armée rouge se livrant à des batailles rangées, ils objectent qu'il pourrait y avoir un pourrissement qui pourrait ressembler davantage à ce que la Grande-Bretagne a connu avec l'Irlande du Nord. L'idée d'une seconde guerre civile américaine est ainsi passée du stade de fantasme marginal à celui de courant médiatique dominant. Mais, à y regarder de plus près, cela reste très largement une pensée cantonnée à la sphère médiatique – et qui fait vendre. Le 6 janvier a ainsi été propice à des titres alarmants sur le thème « Une guerre civile est-elle imminente ? », avec l'interrogation laissée en suspens sur le risque pour le pays de tomber dans l'autocratie. « Sommes-nous vraiment confrontés à une deuxième guerre civile ? », a titré le *New York Times* et, comme de très nombreux autres journaux, il est revenu sur une série de sondages assurant qu'une minorité significative d'Américains est à l'aise avec l'idée de violence contre le gouvernement. Le *Washington Post* a averti qu'une nouvelle tentative de coup d'État « pourrait conduire à une guerre civile », en s'appuyant sur l'expertise de trois généraux américains à la retraite.

La cohésion des États-Unis sera l'enjeu du futur

En réalité, il y a déjà eu des périodes d'opposition extrême dans l'histoire américaine, à commencer par le mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960. Il y avait clairement deux camps dans cette bataille. Des citoyens américains blancs ayant des complexes de supériorité raciale se sont dressés contre des citoyens noirs qui demandaient l'égalité des droits. Cela s'est terminé par l'adoption de la loi sur les droits civils de 1964 (Civil Rights Act).

Malgré ce grand pas en avant vers l'unité qui a été fait il y a des décennies, la haine et la discrimination continuent à se répandre à travers toute la nation. Des points de vue opposés, datant de plus de soixante-dix ans, qui auraient dû être moins problématiques aujourd'hui, continuent de semer le trouble dans la société. La difficulté provient principalement de l'électorat du Parti républicain, blanc à 90 % et qui voit son poids politique se rétrécir du fait de la démographie. Alors que les Blancs représentaient la majorité dans l'électorat depuis toujours, ils ne seront bientôt plus qu'une faction – même s'ils seront toujours une super faction du fait du nombre – ce qui les rend particulièrement dangereux s'ils rejettent la réalité d'un déclassement et veulent le combattre. Il est observable que l'atmosphère au Capitole reste toxique dans un contexte de rupture de la civilité, de la confiance et des normes communes. Mais souvenons-nous que dans cette société américaine, la violence est la norme, et non l'exception : du génocide des Amérindiens à l'esclavage, de la guerre civile à quatre assassinats présidentiels, de la violence par arme à feu qui prend 40 000 vies par an à un complexe militaro-industriel qui a tué des millions de personnes à l'étranger, les Américains sont accoutumés à la violence et ne s'en émeuvent pas.

Mais ils ont tous été également élevés dans le culte de leur démocratie, ou en ont appris les fondements pour pouvoir devenir citoyens s'ils ont été naturalisés. La preuve est que l'élection si décriée de 2020 est la plus grande démonstration d'exercice démocratique de l'histoire des États-Unis, avec un nombre record de personnes ayant voté malgré une pandémie qui tétanisait le pays. Les contestations stériles du résultat par Trump ont toutes été rejetées, démontrant la solidité du système démocratique mis en place par les Pères fondateurs.



Républicains et démocrates aux États-Unis

Les bouleversements qui attendent les États-Unis sont gigantesques et pourraient déstabiliser n'importe quelle nation. Les mutations qui seront observées pourraient être profondes et influencer le champ des idées. On observe déjà que le refus d'un tel changement entraîne en effet une partie non négligeable des Américains vers un populisme toujours plus fort, des fractures qui ne cessent de s'agrandir, une radicalisation dans la sphère politique et une remise en cause des règles même de la démocratie américaine. Or, tout indique que les divisions devraient se creuser encore dans les années à venir et que le Congrès continuera à être largement dysfonctionnel dans un tel climat. Les chercheurs du Pew Research Center¹⁰ projettent que les futurs migrants, en provenance d'Asie, mais aussi de plus en plus d'Afrique et du Moyen-Orient, vont provoquer un changement d'attitude religieuse dans le pays. Dès 2015, ils prévoyaient que les chrétiens allaient diminuer en proportion, passant de plus des trois-quarts de la

population en 2010 aux deux-tiers en 2050, que le judaïsme ne serait plus la plus grande religion non chrétienne et que les musulmans seraient plus nombreux que les juifs. Les croyances du pays seront donc toujours largement chrétiennes mais l'influence deviendra mondiale, alors que chrétiens et musulmans auront atteint un équilibre en nombre de fidèles à l'échelle de la planète. La montée de l'islam sera l'un des plus grands défis auquel le pays aura été confronté dans son histoire.

Les hypothèses d'avenir ne plaident pas toutes en faveur de lendemains radieux, notamment dans un monde hautement concurrentiel, où les pays émergents viennent également grignoter le gâteau mondial commun et pèsent de plus en plus sur le plan économique et sur celui des idées. La nation américaine pourra-t-elle, comme à chaque fois, s'appuyer sur ses valeurs et sur ses institutions pour affronter l'avenir ? La question est bien là. On peut cependant garder confiance dans les possibilités d'avenir : les atouts américains sont nombreux et la richesse de sa population n'est pas négligeable. On peut donc envisager un scénario totalement opposé à celui proposé par les plus pessimistes et en imaginer un autre dans lequel le pays conservera un rôle de leader incontesté et puisera dans sa nouvelle diversité pour briller encore davantage.



La population américaine

Au 1^{er} janvier 2022¹, le bureau du recensement indique que la population américaine a atteint 332 403 650 habitants, en augmentation de 0,1 % en un an et 7,4 % en dix ans : en 2021 a été enregistrée la plus faible croissance depuis le début du xx^e siècle et c'est la première fois depuis 1937 que la population américaine a augmenté de moins d'un million de personnes. Jusque-là, le taux de croissance le plus faible du xx^e siècle remontait à la période comprise entre 1918 et 1919, au moment de la pandémie de grippe et de la Première Guerre mondiale.

L'espérance de vie de la population américaine en 2020 était de 77,0 ans², soit une diminution de 1,8 an par rapport à 2019. Le taux de mortalité³ ajusté selon l'âge a augmenté de 16,8 %, passant de 715,2 décès pour 100 000 habitants en 2019 à 835,4 en 2020. Les taux de mortalité par âge ont augmenté de 2019 à 2020 pour chaque groupe d'âge de 15 ans et plus. Neuf des dix principales causes de décès en 2020 sont restées les mêmes qu'en 2019, bien que cinq causes aient changé de rang ; les maladies cardiaques et le cancer sont restés les deux premières raisons, et le Covid-19 est devenu la troisième cause de décès en 2020⁴. Le taux de mortalité infantile a diminué de 2,9 % en 2020 par rapport à 2019 pour atteindre son plus bas niveau de 541,9 décès infantiles pour 100 000 naissances.

Le ralentissement de la croissance démographique est une tendance aux États-Unis depuis plusieurs années, résultat d'une baisse de la fécondité et d'un solde migratoire international en baisse, combinée à une augmentation de la mortalité due au vieillissement de la population. Cette tendance a été amplifiée par la pandémie de Covid-19, ce qui se traduit par une augmentation de la population historiquement lente en 2021. C'est cependant toujours l'un des pays les plus peuplés du monde, au troisième rang mondial derrière la Chine (1,4 milliard) et l'Inde (1,38 milliard). La densité de population est modérée, 34 personnes par km², mais avec une répartition très inégale d'une région à l'autre, en raison des facteurs climatiques et de l'urbanisation. Les États qui connaissent la baisse la plus sévère sont New York (-1,6), l'Illinois (-0,9), Hawaï (-0,7), la Californie (-0,7), la Louisiane (-0,6) et le Massachusetts (-0,6), sans oublier, en tête de liste, le district de Columbia qui perd 2,9 % de sa population en une

seule année. À l'opposé, l'Utah, le Montana, l'Arizona, la Caroline du Sud, le Delaware, le Texas, la Floride, le Nevada, le Dakota gagnent tous en population, et surtout l'Idaho qui a une croissance de +2,9 %. Ces chiffres sont étonnants car ils ne dénotent aucune tendance de fond : il ne s'agit pas d'un exil des villes vers les campagnes, du nord vers le sud, d'une opposition politique entre États démocrates et républicains, même s'il faut souligner que la tendance d'un mouvement vers l'Ouest semble se dessiner et sera à confirmer. Si le nombre de décès élevé dans un contexte de pandémie, associé à un taux de naissances particulièrement bas, expliquent en partie la décline observée dans plusieurs États, les raisons qui ont motivé les migrations internes restent encore floues. Les migrations internationales permettent pourtant d'expliquer les variations dans certains États⁵, terres d'accueil plus ou moins favorables à l'immigration.

On a longtemps cru que grâce au dynamisme migratoire, combiné à une fécondité qui restait très forte, le pays n'allait pas vieillir : les dernières tendances contredisent également ces projections et la proportion de la population âgée de plus de 65 ans est passée de 13 % à 20 %. Le nombre de naissances a brutalement chuté au cours de ces quatre dernières années, atteignant un des niveaux les plus bas depuis 1986⁶. Le taux de fécondité, très élevé jusqu'en 2000, et qui était de 3,65 en 1960, est tombé à 1,64 naissance⁷ par femme, un taux qui ne permet pas à la population de se reconstituer (estimé à 2,1 naissances par femme). Le nombre de bébés venus au monde en 2020 a encore chuté de 4 %, d'après les statistiques publiées par les Centers for Disease Control and Prevention (Centres de contrôle des maladies, CDC). Voilà plus de quarante ans que le nombre de naissances n'était pas tombé aussi bas. Un léger rebond en 2021 (+ 46 000 bébés) a fait remonter le nombre des naissances à 3,66 millions, après qu'il fut tombé à 3,61 millions en 2020. Mais ce chiffre ne permet pas à lui-seul de parler de reprise.

Les électeurs blancs âgés seront donc toujours une force politique majeure en 2050, ce qui peut être vu comme une bonne nouvelle pour le Parti républicain, qui pourrait en être le bénéficiaire, cette catégorie d'électeurs votant traditionnellement majoritairement en sa faveur. Mais ce pourrait être aussi une mauvaise nouvelle pour l'unité du pays : personne ne peut exclure que les trente prochaines années seront des années de divisions de plus en plus intenses, qui pourraient même tourner à l'affrontement intergénérationnel, tant les sujets de crispations entre les plus jeunes et les plus vieux se multiplient, voire interracial, en raison des mutations structurelles observées dans la composition de la population. L'interrogation majeure est de savoir si le système politique fédéral américain et l'originalité de sa Constitution, qui s'est déjà adaptée sans heurt à de nombreuses

évolutions, peuvent permettre de passer ce nouvel écueil.

Des mutations démographiques

Le grand bouleversement qui est annoncé au sein de la population va nécessairement entraîner des changements tout aussi grands dans la façon de vivre. On peut d'ailleurs déjà en apercevoir les premiers signes. On perçoit certaines de ces évolutions notamment à travers la place de la femme dans la société. Celle-ci n'a cessé de progresser depuis les années 1960 et continue d'évoluer, d'autant qu'elles sont de plus en plus nombreuses en valeur absolue. Les femmes représentent aujourd'hui 50,8 % de la population et il y aura 7,5 millions de femmes de plus que d'hommes aux États-Unis en 2050. Toutefois, ce chiffre est trompeur car la répartition globale en pourcentage sera toujours proche, autour de 49 % pour les hommes et de 51 % pour les femmes.

Un rôle en devenir

Le statut des femmes aux États-Unis a profondément changé au cours des dernières décennies. Elles ont obtenu le droit à la contraception, puis d'avorter (mais ce droit a été remis en question au niveau fédéral en juin 2022), ce qui a modifié leur destin de femme, d'épouse et de mère, et a fait évoluer l'idée de la famille et de la société. De plus en plus d'entre elles ont assumé de nouvelles responsabilités en dehors du foyer en rejoignant la population active. Alors qu'elles ne représentaient qu'un tiers de la main-d'œuvre en 1969, elles constituent aujourd'hui près de la moitié des travailleurs aux États-Unis. En plus de progresser sur les questions d'économie et de leadership, les femmes ont amélioré leur sort sur les questions de santé, qui ont un impact sur leur bien-être personnel, ainsi que sur leur sécurité économique. Au cours des dernières années, elles ont pu mettre fin à la discrimination sexuelle pratiquée par les grandes compagnies d'assurance et bénéficier d'une couverture gratuite en matière de contraception grâce à la loi sur les soins abordables.

Cette évolution est d'autant plus remarquable que la place de la femme aux États-Unis a été aux antipodes de ce qu'elle est de nos jours. Les colonies américaines se sont développées sous l'influence des puritains, surtout dans le Nord, et les valeurs familiales qu'ils encourageaient n'accordaient qu'un rôle de soumission aux femmes. Celles-ci devaient se consacrer à la famille, qui comptait généralement six à sept enfants en moyenne. Le procès des sorcières de Salem a

démonstré, si cela était nécessaire, que le statut de la femme était bien inférieur à celui de l'homme et que les hommes doutaient souvent de leurs capacités intellectuelles, voire de leur santé mentale. À l'époque coloniale, une femme était donc une « femme au foyer » et il était tout à fait inimaginable qu'il en soit autrement. Toutes les tâches domestiques leur étaient laissées et elles étaient considérées comme privilégiées, car personne ne pensait que s'occuper d'une maison et d'enfants pouvait être difficile ou fatigant. Nous sommes loin des premières luttes qui ont porté sur le droit de vote et l'accession à la citoyenneté, mais le stéréotype qui assure que « la place de la femme est à la maison » a traversé les âges et a fortement influencé la façon dont elles perçoivent elles-mêmes leur rôle dans la société. À la fin des années 1950, sur un échantillon de 100 enfants américains âgés de 15 ans et moins, 65 vivaient dans une famille dont le père travaillait et la mère restait à la maison. Aujourd'hui, ce nombre est tombé à 22. Toutefois, beaucoup de jeunes Américaines continuent d'apprendre de leurs mères que préparer les repas, faire le ménage et s'occuper des enfants est le rôle auquel elles doivent se préparer.

L'influence religieuse est sur ce point particulièrement prégnante. Depuis les années 1960, les examens scolaires ont pourtant montré que les filles sont meilleures que les garçons à l'école primaire, mais beaucoup de jeunes filles qui grandissent dans un milieu dans lequel la religion est très présente se détournent de leurs études en grandissant. Les études montrent que ni les enseignants ni les parents ne les encouragent sur la voie de la réussite et qu'elles sont au contraire préparées à « un rôle classique », à savoir au mariage et à une future maternité. Cependant, il est notable que le nombre de femmes qui intègrent l'enseignement supérieur a, malgré tout, considérablement augmenté au cours du ^{xx}e siècle. En 1870, un étudiant sur cinq était une femme. Aujourd'hui, elles sont aussi nombreuses que les hommes et réussissent aussi bien : chaque année, 10,6 millions de femmes obtiennent un master ou un diplôme supérieur dans les universités américaines, contre 10,5 millions d'hommes. Depuis 2009, les femmes sont même plus nombreuses que les hommes à obtenir un doctorat. Bien au-delà de cet avantage qualitatif, le rôle, la place et l'importance des femmes au sein de la société étatsunienne ne peut plus régresser désormais : les mouvements tels que Me Too ou Time's Up se multiplient et pèsent de plus en plus dans le débat public, soutenant la demande des féministes qui veulent faire évoluer le corpus législatif pour atteindre l'égalité entre les genres. Si les mères étaient donc le principal soutien de famille en 1960, quand elles n'en étaient pas le seul, et que les lois tendaient à figer cette situation, les choses ont changé au cours des cinquante dernières années et le taux d'activité des femmes américaines a augmenté régulièrement. Cela ne pouvait

qu'apporter une aspiration nouvelle et un changement qui s'inscrit aussi dans les lois du pays.

Le droit à travailler acquis, cette revendication a été remplacée par une autre : l'égalité dans les salaires qui, si l'évolution récente se poursuit, sera certainement une question réglée dans les prochaines années. Pourtant, encore aujourd'hui, les femmes ne sont payées que 77 cents pour chaque dollar gagné par un homme. L'écart de rémunération est encore plus important pour les femmes de couleur. Un examen plus approfondi montre que des disparités pour les femmes existent également entre certains États. Les femmes du Vermont, par exemple, gagnent en moyenne près de 85 cents pour chaque dollar gagné par un homme, tandis que les femmes du Wyoming ne gagnent que 64 cents, soit un écart de 25 % en moins. Une fois cette question réglée, viendra ensuite la demande de la proportionnalité dans les postes de dirigeants et de cadres, qui va de pair au niveau politique avec la première place au sein de l'exécutif. Les « 18 millions de fissures dans le plafond de verre », évoquées par Hillary Clinton après son échec dans la présidentielle de 2016, auront tellement fragilisé l'ensemble que l'édifice est sur le point de s'écrouler : le pays ne sera alors plus gouverné exclusivement par des hommes. Enfin, les femmes sont toujours confrontées à des défis importants sur les questions de santé, car les conservateurs ont repris beaucoup de poids dans le débat public et poursuivent leurs efforts pour éroder la capacité des femmes à prendre leurs propres décisions concernant leur santé et leur bien-être. Ainsi, si moins de 10 % des femmes du Vermont, du Wisconsin, d'Hawaï et du Massachusetts ne sont pas assurées, c'est en revanche près de 25 % des femmes du Texas qui n'ont pas d'assurance maladie. La question de l'avortement a par ailleurs fait son retour au premier plan dans l'espace politique américain.

Femmes en politique

On commence aussi à les trouver de plus en plus nombreuses en politique, ce qui est un fait relativement récent. Ella Degrosso, une démocrate du Connecticut, et Dixie Lee Ray, une démocrate de Washington, ont toutes deux été élues gouverneure de leur État respectif dans les années 1970. Mais au niveau fédéral, les femmes ne représentaient alors que 5 % des représentants à la Chambre et à peine 10 % dans les assemblées d'État. Un nombre record et sans cesse croissant de femmes se sont ensuite portées candidates à des fonctions publiques en 2012, puis davantage encore en 2016, 2018 et 2020, la tendance se poursuivant en 2022. Ce mouvement, qui semblait être davantage l'apanage des démocrates touche désormais les deux grands

partis. On constate qu'à chaque nouvelle élection, un nombre toujours plus grand de femmes siègent au Congrès, même si on est encore très loin de la parité⁸. Les progrès cachent aussi des disparités profondes suivant les États : 15 États ne comptent aucune femme élue à la Chambre des représentants ou au Sénat. Mais, signe que les choses évoluent en profondeur, il ne s'agit plus aujourd'hui d'atteindre le sommet, ce qui a été quasiment réalisé, mais de le partager équitablement. On ne s'intéresse donc plus uniquement à celles qui peuvent devenir représentante, sénatrice ou gouverneure, mais aux femmes issues d'une minorité qui peuvent revendiquer ces rôles : en 2022, elles n'étaient pas moins de six femmes en lice pour devenir la première gouverneure noire d'un État⁹ !

Il faut aussi bien sûr rappeler l'extraordinaire succès d'Hillary Clinton, qui a su imposer sa présence et sa légitimité. Lors de sa première course à la présidence, lors des primaires démocrates de 2007, elle avait déjà obtenu 18 millions de voix, ce qui prouvait qu'une femme avait enfin une chance réelle de devenir présidente des États-Unis. De nombreuses barrières sont tombées depuis : Nancy Pelosi est devenue présidente de la Chambre des représentants, Barack Obama a nommé deux femmes à la Cour suprême (à peine les troisième et quatrième à être nommées depuis la création de la Cour) et Joe Biden a nommé la première femme noire de cette même Cour en 2022, Ketanji Brown Jackson, qui a pris ses fonctions le 1^{er} juillet de cette année-là. Même le Parti républicain a choisi une femme, Sarah Palin, comme candidate à la vice-présidence en 2008, pour la première fois de son histoire, tout comme le Parti démocrate l'avait fait en 1984 en désignant Geraldine Ferraro comme candidate. Beaucoup imaginent désormais que Kamala Harris sera la candidate du Parti démocrate à la suite de Joe Biden et il semble improbable qu'il n'y ait plus au moins une femme dans chaque ticket présidentiel à l'avenir (le couple président et vice-président sont élus ensemble). Ces progrès ne dispensent pas pour autant de s'interroger sur le changement véritable dans le paysage politique du pays : lorsque le 117^e Congrès est entré en session en 2021, il était toujours composé de 73 % d'hommes, le Sénat ne comptant que 24 % de femmes¹⁰ ; à l'échelle des États, les choses n'étaient pas meilleures : 12 % des gouverneurs étaient des femmes¹¹, 23,6 % de femmes occupaient des sièges dans les assemblées d'État et seulement 8 % étaient maires de grandes villes.

Il faut dire que l'implication politique des femmes est elle-aussi relativement récente. La première convention sur les droits des femmes a eu lieu à Seneca Falls, dans l'État de New York, en juillet 1848. La déclaration qui y a été rédigée était basée sur la Déclaration d'indépendance. Rédigée par Elizabeth Cady Stanton, elle

avait déclaré que « tous les hommes et toutes les femmes sont créés égaux » et que « l'histoire de l'humanité est une histoire de blessures et d'usurpations répétées de la part de l'homme envers la femme ». S'ensuivit une longue liste de revendications pour des lois plus équitables, pour les mêmes opportunités d'emploi, pour l'éducation et pour le droit de vote. Les femmes ne pouvaient toujours pas voter à la fin du XIX^e siècle.

Le premier combat collectif mené par des femmes l'a été pour une cause qui n'était pas directement la leur, celle de la lutte contre l'esclavage. Ce n'est qu'en 1869 qu'Elizabeth Cady Stanton et Susan B. Anthony ont créé à New York la National Suffrage for Women Association (NSWA) et Lucy Stone l'American Women Suffrage Association (AWSA) à Boston. La NSWA se battait au niveau fédéral pour le droit de vote, tandis que l'AWSA tentait de faire inscrire ce même droit dans la Constitution de chaque État. En 1890, les deux groupes ont décidé d'unir leurs forces et de devenir la National American Woman Suffrage Association (NAWSA). Cette lutte fut très longue. Les victoires ne furent d'abord obtenues que dans quelques États : le Wyoming en 1869, l'Utah en 1870, le Colorado en 1893 et l'Idaho en 1896. Les femmes ont même vu l'une des leurs, Jeanette Rankin, élue à la Chambre des représentants en 1917 pour représenter le Montana, bien que les femmes n'eussent toujours pas le droit de vote au niveau national. Puis, enfin, le succès au niveau fédéral est venu, avec l'adoption du 19^e amendement en 1920. Harrie Caraway, en Arkansas, est devenue la première sénatrice en 1932. Il a ensuite fallu attendre 1971 pour qu'une autre soit élue à la tête d'une ville, lorsque Patience Sewell Latting a été choisie comme maire d'Oklahoma City.

Des changements sociétaux

Avortement et contraception

Alors qu'on croyait la question réglée depuis la décision Roe v. Wade de la Cour suprême en 1973, l'avortement est redevenu récemment un thème central dans le débat public et une ligne de fracture extrêmement forte entre progressistes et conservateurs, qui l'ont puissamment remise en question. Jusqu'au 24 juin 2022, le contrôle des naissances était courant et se pratiquait de différentes manières : pilules contraceptives orales (25 %), stérilisation féminine (24,2 %), préservatifs masculins (14,5 %), stérilisation masculine (8,8 %), dispositifs intra-utérins (4,9 %) et abstinence (4,6 %). La grossesse chez les adolescentes est cependant un problème social

majeur aux États-Unis. Environ un million de filles âgées de 11 à 19 ans tombent enceintes chaque année, ce qui représente 11 % du total des filles de cet âge. 86 % de ces grossesses ne sont pas planifiées. Pour des raisons encore obscures, on constate une légère diminution des taux de grossesse et de natalité chez les adolescentes aux États-Unis depuis 1991. Certains attribuent cette baisse générale à l'influence des groupes religieux et à la pratique de l'abstinence. Le gouvernement fédéral a grandement encouragé ces pratiques au cours des dernières années, notamment sous la présidence de George W. Bush, puis de Donald Trump.

L'avortement était donc légal dans tous les États, mais le débat gênant et parfois violent qui opposait les « pro-vie » (ceux qui sont contre) et les « pro-choix » (ceux qui sont pour) s'est terminé au bénéfice des premiers. En 1992, la Cour suprême avait pourtant confirmé le droit des États à appliquer certaines restrictions aux pratiques d'avortement (*Planned Parenthood v. Casey*). Depuis lors, 487 lois avaient été adoptées dans le but de réduire sa portée. Du fait de ces restrictions, 1 000 établissements pratiquant l'avortement ont disparu ces dix dernières années, et 80 % de ceux qui existaient encore faisaient l'objet de harcèlement par les groupes « pro-vie » et de nombreuses manifestations devant leurs établissements. Leurs motivations, essentiellement religieuses, s'appuient à la fois sur la défense de la vie du fœtus, mais aussi d'une idée « traditionnelle » de la famille, qui représente à leurs yeux un élément constitutif de la société américaine et doit donc être défendue.

La lutte des opposants à l'avortement s'est toujours appuyée sur les cours de justice. Au gré du temps et des procès, certains militants anti-avortement se sont présentés devant les tribunaux pour demander à être nommés tuteurs de fœtus devant être avortés. D'autres espéraient que la Cour suprême reconnaîtrait l'enfant à naître comme une personne en vertu du 14^e amendement et rendrait ainsi l'avortement lui-même inconstitutionnel. La décision de la Cour suprême de 1973 a donc été très mal vécue et immédiatement considérée comme une décision militante. Depuis cet arrêt, le Parti républicain a considéré que les juges avaient lu dans la Constitution quelque chose qui n'y figurait pas, par pure opportunité politique. Dénoncer la tyrannie de la Cour est devenu une tactique qui a uni les conservateurs. Les groupes anti-avortement ont soutenu que la Cour devait se tenir à l'écart de ce que le juge Antonin Scalia appelait l'« affaire de l'avortement » et laisser les électeurs américains décider par eux-mêmes. L'action s'est alors reportée sur le législatif et les groupes pro-vie ont dupliqué des projets de lois d'un État à un autre, en tentant d'obtenir un soutien populaire. Le changement majeur est venu de la confirmation des juges Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh et Amy Coney Barrett, tous trois

nommés par Donald Trump et considérés comme profondément opposés au droit à l'avortement. Des États tels que le Texas ont commencé à repousser les limites, considérant dorénavant la Cour comme un allié potentiel et non plus comme un obstacle qu'ils avaient longtemps évité. Il leur semblait dès lors envisageable que la Cour suprême approuvât les lois les plus extrêmes, et peut-être même mît résolument fin à l'avortement dans tout le pays. Le Texas a ainsi voté et promulgué la loi SB8¹².

Le mouvement anti-avortement s'appuie sur la conviction que le fœtus est une personne qui possède des droits. « Pour les opposants à l'avortement, permettre que l'avortement soit légal en Californie ou à New York est moralement inacceptable et contraire à la Constitution, d'autant plus que la majorité des avortements ont lieu dans les grands États bleus » assure Marie Ziegler. Mais il n'y avait aucun moyen réaliste de parvenir à une interdiction fédérale sans la Cour suprême. Le mouvement anti-avortement avait déjà essayé, sans succès, de modifier la Constitution fédérale pour interdire l'avortement : une loi fédérale criminalisant l'avortement restait farfelue. Ce sont donc les juges conservateurs de la Cour, majoritaires, qui ont franchi le Rubicon en se prononçant en faveur d'une annulation de l'arrêt *Roe v. Wade*, ils ont bouleversé l'équilibre plus ou moins obtenu sur cette question et ont relancé une guerre idéologique. Avec la décision rendue en juin 2022, dans l'affaire *Dobbs v. Jackson Women's Health*, ils ont remis en question la protection fédérale et constitutionnelle. Cela laisse désormais aux États le soin de trancher sur cette question, y compris en faveur de son interdiction, ce qui a été immédiatement fait par treize États, qui seront suivis par d'autres.

Recomposition de la famille

La famille est un autre lieu du changement visible dans la société américaine. Le modèle présenté par l'ancien président américain Jimmy Carter et son épouse Rosalynn qui ont fêté en mai 2021 leurs noces d'albâtre, célébrant soixante-quinze ans de mariage, semble être définitivement un vestige du passé. Récemment, ce modèle a subi de sérieux changements, notamment en raison de l'augmentation du taux de divorce (la durée moyenne d'un mariage est maintenant de onze ans), mais surtout en raison de l'augmentation des familles monoparentales et des familles recomposées, des grossesses chez les adolescentes, des mères célibataires, des mariages homosexuels et de l'intérêt accru pour l'adoption. Il y a environ 13,7 millions de parents célibataires aux États-Unis aujourd'hui, et ces parents ont en charge l'éducation de 22 millions d'enfants. Ce nombre représente environ 26 % des enfants de moins de 21 ans aux États-

Unis aujourd'hui. Les mouvements sociaux, le mouvement féministe et la tendance nouvelle des « pères au foyer », ont également contribué à la création de formes familiales alternatives, générant de nouvelles versions de la famille américaine. Ces changements sont particulièrement frappants au sein de certains groupes : 62 % des bébés afro-américains naissent hors mariage et un pourcentage encore plus important est élevé en dehors des structures traditionnelles de la famille nucléaire.

En 2014, le sociologue Philip Cohen mettait déjà en évidence que le schéma familial traditionnel américain avait été relégué aux oubliettes. La tendance à la vie en couple hors mariage est nette depuis une dizaine d'années et devrait se poursuivre : les statistiques indiquent que deux adultes sur cinq vivent au sein d'un mariage, quelle que soit l'orientation sexuelle considérée, alors que 20 % des Américains qui vivent seuls sont divorcés. Les jeunes attendent aussi plus longtemps avant de se marier (lorsqu'il y a mariage car les mariages hétérosexuels diminuent aussi) et les femmes pour avoir des enfants. Il s'agit d'une évolution significative de la société américaine.

Dans les années 1950, les couples mariés avec enfants représentaient les deux tiers des familles américaines. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que 45 % du total. Cette évolution est due en grande partie à l'indépendance des femmes. De 1960 à 2022, le taux d'emploi des femmes de 30 à 34 ans est passé de 30,1 % à 71 %. Pendant la même période, le pourcentage de femmes du même âge ayant obtenu au moins un diplôme d'études secondaires a bondi de 7 % à 40,1 %. Le modèle dominant aujourd'hui est la famille recomposée. L'âge moyen pour se marier est de 28 ans¹³ et il n'est pas rare aujourd'hui qu'une femme ait son premier enfant au milieu de la trentaine. Les familles ont également moins d'enfants, alors que la famille type comptait trois enfants, voici vingt ans. Aujourd'hui, la plupart des familles ont un ou deux enfants, et 40 % des enfants naissent hors mariage (en 2016¹⁴). Enfin, le taux de divorce a explosé au cours des vingt dernières années (75 % des mariages se terminent par un divorce) et les statistiques montrent que 1 300 nouvelles familles se forment chaque jour. La moitié des personnes divorcées se remarient.

Les tendances – ou les déclarations d'intention – indiquent que la disparition d'un modèle familial dominant (divorce, remariage, cohabitation, recomposition des familles) vont entraîner une évolution du rôle de chacun au sein de la famille, avec une implication plus grande des pères auprès de leurs enfants ou dans les tâches ménagères : à l'avenir, on ne sera plus, ou beaucoup moins, dans des rôles préemptés. Enfin, l'autre grand changement familial sera l'accélération de la disparition des grandes familles, avec beaucoup

d'enfants : au XIX^e siècle, 51 % des familles américaines comptaient au moins six membres, ce qui impliquait donc au moins quatre enfants, un modèle encore assez proche de celui qui dominait au temps des colonies. Une famille américaine sur vingt atteignait encore cette taille en 2010 selon les données recueillies par l'US Census Bureau lors du dernier recensement officiel. Déjà aujourd'hui, les familles de quatre enfants ou plus sont très rares, et n'existeront probablement plus d'ici quelques années.

Homosexualité et genre

Le modèle familial est en grande mutation et les questions de genre sont devenues une problématique majeure. Les données sont encore incomplètes pour les enfants élevés par des parents homosexuels, mais il s'agit d'une nouvelle catégorie qui devient de plus en plus importante. Ils sont toujours moins nombreux que les enfants élevés par leurs grands-parents (3 %), mais cela devrait changer puisque le mariage gay se développe rapidement (il est reconnu depuis 2015) et que le choix de l'adoption, de la PMA ou de la GPA s'impose assez facilement.

En 2022, 86,7 % des Américains se disent hétérosexuels¹⁵. La dernière mise à jour de Gallup sur l'identification des lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres révèle que 7,1 % des adultes américains s'identifient comme LGBT. L'estimation actuelle est en hausse par rapport aux 4,5 % de la précédente mise à jour de Gallup basée sur les données de 2017 (quatre millions d'adultes se déclaraient alors homosexuels). Mais si on n'interroge que la génération Z¹⁶ (ceux nés entre 1997 et 2003), le résultat bondit à 21 %. Une majorité d'Américains LGBT se disent par ailleurs bisexuels¹⁷ : plus de la moitié des adultes LGBT s'identifient comme bisexuels (54,6 %), environ un quart se disent gays (24,5 %), 11,7 % s'identifient comme lesbiennes et 11,3 % comme transgenres. En outre, 3,3 % des personnes interrogées ont indiqué une autre préférence ou un autre terme non hétérosexuel pour décrire leur orientation sexuelle, comme « *queer* » ou « *same-gender-loving* ». Les personnes transgenres viennent de tous les horizons, et la fondation HRC a estimé qu'ils sont plus de 2 millions aux États-Unis¹⁸, soit suffisamment nombreux pour être visibles, mais aussi pour susciter un rejet puissant : les républicains ont ouvert un débat à leur sujet, en particulier celui des transgenres filles ou femmes, quant à leur participation à des compétitions sportives. Dès 2021, la Floride, le Texas, l'Arkansas et le Mississippi ont adopté des lois pour les écarter des compétitions au lycée et à l'université, aussitôt suivis par de nombreux autres États en 2022, dont le Dakota du Sud, l'Arizona, l'Utah, le Kansas, l'Oklahoma,

l'Iowa, l'Indiana, le Kentucky, l'Ohio, la Virginie-Occidentale, le Tennessee, la Géorgie et les deux États de Caroline.

La candidature de Pete Buttigieg aux primaires démocrates pour la présidentielle américaine 2020 démontre pourtant qu'aucune force majeure ne s'oppose plus désormais à une révolution plus grande encore, qui pourrait permettre à un homosexuel de gouverner. Mais il est plus vraisemblable qu'il y aura d'abord un président hispanique – signe d'une autre évolution profonde –, et que cela se produira certainement avant 2050. Car le changement le plus significatif dans la population américaine est à chercher dans sa composition et cela fait de l'immigration un sujet majeur qui s'impose encore davantage dans l'espace politique.



Un pays d'accueil et de possibilités

L'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes est celle d'une société exemplaire, dont le génie réside dans un équilibre entre les opportunités nombreuses et variées qu'elle procure et son organisation collective qui privilégie la liberté individuelle et la diversité ethnique, avec une forte culture des communautés. Cet équilibre a permis aux États-Unis de faire face, bien mieux que la plupart des pays, aux défis de l'immigration et du multiculturalisme qui deviennent de plus en plus importants au ^{xxi}^e siècle. La devise « *E Pluribus Unum*¹ » souligne un idéal qui naît de la diversité. Indissociable de l'histoire du pays, la question migratoire s'inscrit depuis toujours au centre du débat politique au niveau fédéral, le pays étant toujours le premier au monde pour l'immigration, sur la base du nombre d'étrangers venant s'installer sur son sol. Mais le climat a changé depuis quinze ans, avec le développement d'une hostilité à l'égard des nouveaux venus qui rappelle d'autres période de l'histoire américaine. Barack Obama n'a jamais réussi à faire adopter sa grande réforme, le Dream Act², et Joe Biden se retrouve dans la même impasse durant sa présidence avec sa propre loi (Citizenship Act), pourtant le premier projet de loi introduit au Congrès après son élection, un geste symbolique et déterminé. On retrouve les conséquences de cette hostilité à l'égard des immigrants dans la prudence dont fait preuve l'administration Biden. En février 2022, le service américain de citoyenneté et d'immigration (USCIS) a dévoilé sa nouvelle déclaration de mission, qualifiant l'Amérique de « nation d'accueil et de possibilité » pour les immigrants. On peut bien entendu ne retenir que la promesse d'équité, d'intégrité et de respect envers les candidats étrangers qui souhaitent travailler, étudier et résider aux États-Unis, en devenir citoyens ou même y chercher refuge. Mais il reste que le nouvel énoncé de mission contraste fortement avec l'ancienne référence de l'Amérique comme étant « une nation d'immigrants », qui a été supprimé par l'administration Trump en février 2018 et n'a pas été rétablie par Joe Biden.

En 2022, 44,8 millions de tous ceux qui vivent aux États-Unis sont nés à l'étranger. On peut noter que pour réguler les entrées tout en

laissant un accès à tous, les États-Unis ont mis en place un système original de loterie pour accorder des visas d'entrée ou des cartes vertes (environ 50 000 par an), ce qui s'ajoute aux demandes habituelles et aux réfugiés (également environ 50 000 par an). Les étudiants étrangers ajoutent environ 500 000 personnes par an à ce total. La partie active de la population immigrée représente 7 % de la population totale, soit plus de 21 millions de travailleurs dont la majorité est arrivée aux États-Unis depuis l'an 2000 et qui sont souvent accusés par ceux qui leur sont hostiles de voler les emplois des Américains. Il est vrai que dans un climat de repli sur soi et de peur liée à l'insécurité, ce nombre élevé d'arrivées entraîne beaucoup de réactions négatives, relayées principalement par l'aile droite du Parti républicain, avec un pic durant le mandat de Donald Trump, qui avait interdit l'entrée aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane. Le nombre peut en partie expliquer la peur et le rejet : fin 2021, les immigrants représentaient 14,1 % de la population américaine³, soit un chiffre assez proche du record de 1890, qui était de 14,8 %.

Dès les origines

La remarque traditionnelle est qu'historiquement les États-Unis sont effectivement une nation d'immigrants. Toutefois, cette affirmation ne prend pas en compte les Amérindiens. La date de 1492 est à retenir pour la découverte de l'Amérique par les Européens, mais c'est 1607 qui marque le début de l'incroyable flux migratoire qui a peuplé ce territoire. Si la culture de ces terres a rendu prospère de nombreux colons, leur réussite a aussi reposé sur l'importation forcée des premiers esclaves. Il y avait également un certain nombre de serviteurs sous contrat qui, pour payer leur traversée, acceptaient de travailler gratuitement pendant sept ans. Plus au nord, l'arrivée des puritains a marqué la vie politique et sociale des territoires sur lesquels ils ont débarqué par leurs croyances religieuses extrêmes, leur moralité stricte et leur intolérance. Entre 1620 et 1640, 20 000 autres puritains ont fait la traversée, avec femmes et enfants, et de nombreuses villes ont été bâties : Boston, Salem, Providence, Portsmouth, Newport ou Warwick. Les règles rigoureuses de leur société ont poussé certains d'entre eux à partir et à créer d'autres communautés, un peu plus loin. La colonie de Rhode Island est ainsi née en 1644. C'est à Lord Baltimore que l'on doit la colonie du Maryland en 1634, qui a servi de point d'accueil aux catholiques et à William Penn celle de la Pennsylvanie, terre d'accueil des chrétiens persécutés de tous les pays. Les quakers se sont rapidement installés

sur ces terres, ainsi que les mennonites allemands et les huguenots français. Ils ont ensuite été rejoints par les presbytériens écossais et irlandais, chassés par la famine qui a suivi les mauvaises récoltes de 1716 et 1717.

La guerre d'Indépendance a ralenti un temps le flux migratoire, qui n'a pas repris immédiatement, malgré l'émergence d'une nouvelle nation. Une vague d'animosité à l'égard de l'immigration est apparue à cette époque, ce qui a conduit le nouveau gouvernement à adopter l'Alien Act en 1798. Cette loi conférait au président le pouvoir d'expulser tout étranger soupçonné d'activités subversives. L'immigration a repris à la fin des guerres napoléoniennes et a atteint son apogée en 1854, année de la grande famine irlandaise : six millions de personnes ont débarqué entre 1830 et 1840, puis 1,7 million la décennie suivante, et 2,3 millions entre 1850 et 1860. La plupart de ces immigrants provenaient d'Irlande, mais aussi d'Allemagne, d'Angleterre, de Norvège, de France et de Suisse, s'ajoutant à une population de vingt millions d'habitants. Entre 1860 et 1880, une deuxième vague d'immigration a suivi l'adoption du Homestead Act de 1862, qui accordait jusqu'à 65 hectares de terre à chaque pionnier, pour peu qu'il accepte de s'y installer pendant au moins cinq ans. Une véritable aubaine ! Cinq millions de personnes supplémentaires ont alors fait la traversée, portant la population des États-Unis à cinquante millions d'habitants.

La nature de l'immigration a changé entre 1880 et 1920. Ce ne sont plus les Anglo-Saxons qui ont dominé, mais les Européens du Sud et de l'Est, principalement les Italiens et les Juifs orthodoxes. Le nombre d'immigrants a rapidement dépassé le million par an, avec un record à 1 285 349 en 1907. Face à cette arrivée massive, les hôtes ont mal réagi. Une mentalité « nativiste » s'est fait jour et est devenue très active. Elle a influencé la pensée politique américaine et le Congrès a adopté la loi des quotas en 1921, limitant le nombre d'immigrants venus de l'Est à 150 000 et attribuant à chaque pays un quota arrêtant le nombre d'arrivées possibles à 3 % du nombre de personnes de ce même pays déjà présentes aux États-Unis, selon le recensement de 1910. Le Johnson Reed Act de 1924 a repris et renforcé ces dispositions, abaissant le quota à 2 %, en se basant cette fois sur le recensement de 1890. Cette politique a eu cours jusqu'à l'adoption de la loi de 1965 sur la réforme de l'immigration, qui a mis fin au système fédéral des quotas. Le nombre total d'entrées a commencé à augmenter, passant de 300 000 dans les années 1960 à plus d'un million par an dans les années 1990. Depuis, les États-Unis accueillent plus d'immigrants que tous les autres pays industrialisés réunis. Les nouvelles lois, qui auraient dû permettre le regroupement familial, ont en réalité favorisé l'entrée de non-Européens (Asiatiques et

Hispaniques). À cela s'est ajouté une immigration illégale. Il faut cependant noter qu'il y a actuellement une nette diminution de l'immigration aux États-Unis : 2012 semble avoir été l'année du pic, avec 12,7 millions de clandestins estimés, mais ce chiffre est en nette baisse depuis, avec une estimation qui s'établit aujourd'hui autour de 10,5 millions⁴.

Un pays d'immigrés

L'extrême diversité des nationalités d'origine présentes sur le sol américain a souvent conduit à comparer les États-Unis à un « melting-pot », dans lequel diverses cultures fusionnent pour ne créer qu'un seul type d'individu, l'Américain idéal. « Et il y a la réalité, bien moins reluisante, celle d'un salad bowl⁵ », nous disent Thomas Snégaroff et Alexandre Andorra qui, comme le préfèrent ceux qui résistent à l'idée d'assimilation, se tournent vers cette image d'un saladier dans lequel les ingrédients sont mélangés sans jamais faire perdre nécessairement leur identité aux gens. Cette notion est particulièrement présente dans le débat politique contemporain américain, qui souligne l'appartenance communautaire et les différences entre les individus : on retrouve ce débat entre démocrates et républicains, dans l'idée de *wokisme*, ou dans les différentes crispations sociales durant le mandat de Donald Trump, comme dans l'émergence des mouvements Alt-Right ou Black Lives Matter.

Il est indéniable que la population américaine doit énormément à l'immigration grâce à laquelle, plus qu'à l'accroissement naturel, elle a quadruplé au cours du ^{xx}e siècle, passant de 76 millions d'individus en 1900 à 281 millions en 2000. La tendance s'est poursuivie et se poursuit toujours. L'augmentation a en effet été très rapide depuis et est longtemps restée constante, doublant en moyenne tous les vingt ans au cours du siècle précédent. Ensuite, la croissance s'est stabilisée autour de 1 % par an, soit environ 10 % entre chaque recensement (qui sont réalisés tous les dix ans). La population a donc continué d'augmenter régulièrement et cela est effectivement dû en grande partie à l'afflux d'immigrants – puisqu'environ 500 000 à un million de clandestins sont entrés aux États-Unis chaque année d'après les différentes estimations, en plus des 500 000 à 800 000 personnes qui entrent légalement. Il faut noter que 77 % des immigrants vivent dans le pays légalement, dont 27 % en tant que résidents permanents. À cela s'ajoute le différentiel entre le taux de natalité et le taux de mortalité.

Les arrivées de nouveaux immigrants ont toutefois diminué ces dernières années, principalement en raison d'une baisse du nombre d'immigrants non autorisés arrivant aux États-Unis et d'un

durcissement de la politique à leur égard voulu par Donald Trump. Cela n'a pas empêché qu'en 2021 l'immigration constitue pour la première fois une part majoritaire dans la croissance démographique. Cela s'explique en partie par une hausse du taux de mortalité et une baisse de la natalité, tendances qui se sont accélérées pendant la pandémie de coronavirus. De plus, même après quatre années de contrôles stricts de l'immigration imposés par l'administration Trump, la proportion globale d'Américains nés dans un autre pays a augmenté. Le dernier rapport, issu du programme d'estimation de la population du Bureau du recensement, fait état d'un gain net de 244 000 nouveaux résidents issus de l'immigration en 2021⁶, ce qui est loin des chiffres de la décennie précédente, où le Bureau attribuait régulièrement des gains annuels d'un million ou plus à l'immigration. Pourtant, même avec une telle baisse, le chiffre net des arrivées reste supérieur à ce que les démographes appellent l'« accroissement naturel », c'est-à-dire l'excédent des naissances sur les décès. En 2021, cet accroissement naturel était de 148 000, soit un dixième du gain normal il y a dix ans, et inférieur à la migration internationale pour la toute première fois.

Hormis une politique proactive évidente, la baisse dans le chiffre des arrivées peut aussi être attribuée partiellement à la pandémie mondiale, car la plupart des pays ont rendu difficile les mouvements de populations en fermant leurs frontières et en interdisant les déplacements. On peut donc s'attendre à une reprise forte à l'avenir, quelles que soient les politiques décidées par les futures administrations. Les immigrants et leurs descendants devraient représenter 88 % de la croissance de la population américaine jusqu'en 2065, en supposant que les tendances traditionnelles de l'immigration se poursuivent.

S'ajoutent enfin les réfugiés. Depuis la création du programme fédéral en leur faveur en 1980, environ trois millions de réfugiés ont été réinstallés aux États-Unis – plus que dans tout autre pays. Au cours de l'exercice 2021 un total de 11 411 personnes ont été accueillies. La politique américaine d'accueil a elle aussi radicalement changé durant le mandat de Donald Trump, quand il était estimé que des terroristes pouvaient s'infiltrer dans le pays à travers cette filière : le plafond est alors tombé de 85 000 en 2016 à 18 000 en 2020, son niveau le plus bas. Il a depuis été relevé à 125 000 en 2022, mais le nombre de réfugiés admis n'a pas augmenté pour autant⁷, traduisant le tiraillement de l'administration Biden entre la volonté de rouvrir le pays à l'accueil des réfugiés et l'ultra-sensibilité d'une population sur cette question et qui y est très défavorable. En 2021, les principaux pays d'origine des réfugiés étaient par ordre d'importance le Soudan, la République démocratique du Congo, suivis de la Syrie, de la

Birmanie (Myanmar), de l'Ukraine, du Guatemala et de l'Afghanistan. Parmi tous ceux qui ont été admis au cours de l'exercice 2021, 16 % étaient musulmans et 79 % étaient chrétiens. Le Texas, Washington, New York et la Californie ont réinstallé plus d'un quart de tous les réfugiés admis au cours de l'exercice 2021. Un changement très brutal s'est toutefois opéré avec la guerre en Ukraine, début 2022. L'accueil de réfugiés, qui s'est fait avec un soutien massif de la population américaine, a été autorisé dans le cadre d'un programme spécifique *Uniting for Ukraine* lancé le 25 avril : 100 000 personnes, sur les 5 millions d'Ukrainiens qui ont quitté leur pays, ont été autorisées à entrer aux États-Unis.

Les clandestins

L'immigration clandestine est un problème majeur pour les États-Unis. Les estimations sur le nombre de clandestins ont plus que triplé entre 1990 et 2012⁸, avant de diminuer, pour se stabiliser à 3,5 % de la population. On estime que 40 % des immigrants illégaux sont entrés dans le pays légalement, mais n'en sont finalement pas sortis. Environ un million de personnes sont arrêtées chaque année dans les quatre États qui bordent la frontière sud, mais un nombre encore au moins aussi important réussit à la traverser. Ce nombre des arrestations est monté à 1,5 million par an depuis mars 2020 quand, profitant de la situation sanitaire, l'administration Trump a ordonné leur renvoi immédiat, sans possibilité d'appel, pour éviter la transmission du Covid-19⁹. Cette règle a été reconduite après l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche jusqu'à l'été 2022. Ceux qui traversent ou qui tentent de traverser le Rio Grande à la nage sont appelés « *Wetbacks* ». Il n'est pas rare que des enfants soient envoyés seuls, en vertu de la croyance largement répandue en Amérique du Sud que les États-Unis ne refusent pas les enfants. Ce n'est d'ailleurs pas faux puisque la règle sanitaire évoquée précédemment, connue en tant que Titre 42, n'était pas appliquée aux enfants, qui étaient donc envoyés dans des centres situés dans le pays. Les femmes enceintes sont aussi prêtes à tenter le tout pour le tout « pour passer de l'autre côté » et faire en sorte que leur enfant obtienne la nationalité américaine, puisque tout enfant né à l'intérieur des frontières est américain (*jus soli*). Alors, face aux difficultés pour arrêter ou même freiner le nombre des arrivées, l'idée d'un mur a germé.

En décembre 2005, durant le mandat de George W. Bush, le Congrès a adopté une loi autorisant la construction d'un tel mur le long de la frontière américano-mexicaine. En 2007, le Sénat a approuvé le projet d'une barrière de 1 380 km de long le long de cette même frontière, mais en la couplant avec un projet d'intégration des travailleurs

illégaux vivant aux États-Unis. Une seconde loi votée en 2007 a approuvé l'extension du mur de 1 100 km supplémentaires. Des sections du mur ont été construites dans des zones identifiées comme des lieux de passage typiques pour les immigrants illégaux ou les trafiquants de drogue. Ils ont été érigés sur tous types de terrains, des zones désertiques aux zones plus urbaines, des régions montagneuses aux territoires de plaine. En 2016, Donald Trump a appuyé sa campagne présidentielle sur l'idée d'un mur hermétique tout le long de la frontière sud. Aujourd'hui, le mur est presque terminé en Californie, en Arizona et au Nouveau-Mexique, et partiellement construit au Texas. L'administration Trump a financé 750 kilomètres de barrières, mais qui ont surtout été des consolidations dans des endroits où le mur existait déjà. Les nouveaux tronçons ont été limités à la Californie, avec 120 km au sud de San Diego, à l'Arizona (150 km près de Yuma et de Tucson, et 90 km le long du Rio Grande), près d'El Paso et quelques tronçons près de Laredo, au Texas. L'une des conséquences de l'érection de cette barrière a été l'augmentation des tentatives d'entrée sur le territoire par le désert de Sonora ou par les montagnes Baboquivari en Arizona : les candidats à l'immigration doivent parcourir une centaine de kilomètres à travers des terres inhospitalières avant même d'arriver à une quelconque route. La plupart ne survit pas au voyage ; environ cinq mille personnes sont mortes le long de la frontière américano-mexicaine au cours des vingt dernières années, selon des sources telles que la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique. Les politiciens américains sont divisés sur la question du mur, et ceux d'origine latino-américaine y sont farouchement opposés. Pourtant, le Parti républicain continue de défendre l'idée que le mur doit être achevé. Ce parti a déclaré la guerre totale au travail clandestin et a fait de tout crime commis par un immigrant illégal, quel qu'il soit, un crime fédéral : l'accusé est envoyé directement dans une prison fédérale. Biden a connu des difficultés dans les sondages à propos de l'immigration, et le sujet – ainsi que le mur lui-même – figure parmi les questions au premier plan des élections de mi-mandat de 2022 et sera très certainement central lors de la prochaine présidentielle, en 2024, voire les suivantes.

Peu importe pour les démocrates, revenus au pouvoir, qui ont cependant fait stopper la construction du mur car, hors de son coût prohibitif, il était devenu un objet majeur de crispation politique. Joe Biden a annoncé qu'il rendait 2,2 milliards de dollars de fonds appartenant au ministère de la Défense et détournés pour le mur. Cet argent a été réaffecté aux 66 projets de défense qui avaient été initialement prévus, dont l'extension d'un champ de missiles en Alaska et une école pour les enfants de l'armée américaine en Allemagne.

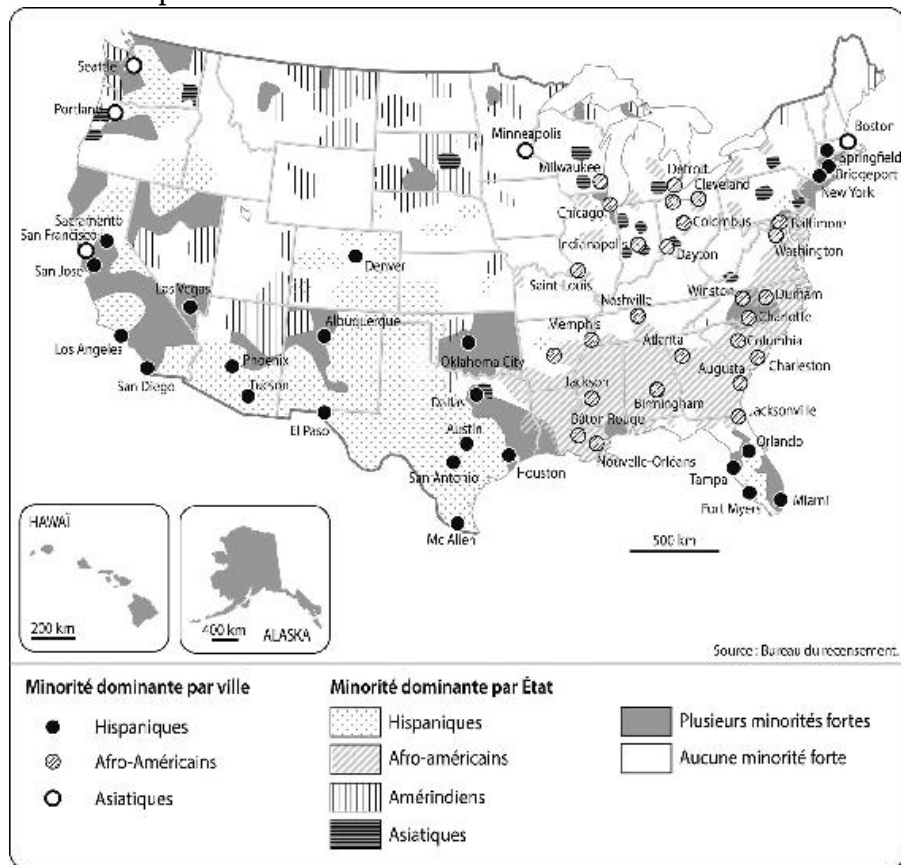
Quant à la lutte contre l'immigration clandestine, elle reste très difficile en raison de l'étendue du territoire à surveiller : 3 200 km de frontière mexicaine sont protégés par pas moins de 13 000 gardes-frontières bien équipés : lanternes et projecteurs, lunettes à vision nocturne, chiens, chevaux, hélicoptères, drones sont inclus dans leur panoplie pour empêcher le franchissement de la frontière.

S'engageant à la fois à inverser les politiques néfastes mises en œuvre par l'administration Trump et à revitaliser plus largement le système d'immigration américain, le président Biden a, dès son élection, formulé ses objectifs en matière d'immigration et de protection des réfugiés et a inversé bon nombre des politiques de son prédécesseur avec une série de décrets. Il a également proposé une loi sur la citoyenneté américaine qui, si elle était adoptée, représenterait la plus grande réforme législative de l'immigration depuis des décennies et créerait le plus grand programme de légalisation de l'histoire des États-Unis. Mais il y a bien peu de chances que ce soit le cas. Il a enfin répondu, là encore par décret, à l'urgence de la situation à la frontière sud, et a confié à sa vice-présidente, Kamala Harris, la mission de se pencher sur les causes profondes de la migration irrégulière en provenance d'Amérique centrale, sur les impacts du changement climatique sur la migration, sur les restrictions de voyage Covid-19 et sur le renforcement des voies d'immigration légales existantes, ainsi que des engagements à en créer de nouvelles.

Qui sont les migrants ?

Rien pourtant ne semble freiner l'expansion des minorités dans le pays dont les groupes grandissent en grande partie grâce à l'immigration. La croissance la plus rapide est celle des Hispaniques¹⁰ (+ 23 %), qui sont actuellement 62,1 millions¹¹, soit 18,7 % de la population totale. Ils forment même le groupe majoritaire au Nouveau-Mexique, avec 47,7 % de la population de l'État, une tendance que l'on retrouve dans de nombreux autres États du Sud : en Californie (39,4 %), au Texas (39,3 %) en Arizona (30,7 %) ou au Nevada (28,7 %). De fait, quasiment la moitié des immigrants vivent dans trois États seulement : la Californie, le Texas et la Floride¹². En termes de régions, environ deux tiers des immigrants vivent dans l'ouest (34 %) et le Sud (34 %). Environ un cinquième vivent dans le nord-est (21 %) et 11 % dans le Midwest¹³. La plupart des immigrants vivent dans seulement vingt grandes zones métropolitaines, les populations les plus importantes se trouvant à New York, Los Angeles et Miami. Ces vingt zones métropolitaines abritent 28,7 millions d'immigrants, soit 64 % de la population totale née à l'étranger. La plupart des immigrés clandestins du pays vivraient également dans ces

zones métropolitaines.



Les minorités aux États-Unis

Bientôt, les Afro-Américains ne seront plus la deuxième minorité la plus importante – seulement 12,1 % aujourd’hui au lieu de 13 % dix ans plus tôt –, mais la troisième. Même dans les États où ils étaient traditionnellement les plus nombreux, on note un recul, parfois fort¹⁴. Pourtant, la population noire immigrée aux États-Unis n’a cessé de croître depuis 1980. Alors que 800 000 Noirs étaient nés à l’étranger, ce nombre est passé à 4,6 millions en 2020 et le Bureau du recensement projette qu’ils seront 9,5 millions en 2060. La croissance de la population noire immigrée devrait alors dépasser celle de la population noire née aux États-Unis. Si les deux groupes augmentent en nombre, la population née à l’étranger devrait augmenter de 90 % entre 2020 et 2060, tandis que la population née aux États-Unis devrait augmenter de 29 % au cours de la même période.

Si la croissance est forte chez les Latinos, le changement le plus spectaculaire est venu de l’Asie, qui a remplacé l’Amérique latine comme principale source de l’immigration. De fait, contrairement à la croyance fortement répandue, les Mexicains ne sont plus le groupe qui

fournit le plus de migrants aux États-Unis et les flux migratoires s'y sont même inversés depuis 2014 : il y a plus de Mexicains qui rentrent dans leur pays que de candidats au départ vers les États-Unis. L'impression reste pourtant forte du contraire, en particulier en raison du nombre de Mexicains aux États-Unis : ils sont sans conteste les plus nombreux parmi les Hispaniques (environ un hispanique sur cinq vivant dans le pays¹⁵). Les candidats sud-américains à l'immigration viennent surtout aujourd'hui du Guatemala, du Salvador et du Honduras. Les Asiatiques sont le seul grand groupe racial ou ethnique qui augmente de nos jours aux États-Unis à partir de l'immigration. Les Américains d'origine asiatique représentent désormais 8 % du total de la population et ceux que l'on appelle les autochtones (Amérindiens, Inuits et Polynésiens) sont autour de 1 %. Lors du recensement de 1870, environ 63 000 personnes ont été classées comme asiatiques par les agents du Bureau américain du recensement. En 1960, date à laquelle les personnes recensées ont pu choisir leur propre catégorie, 980 000 personnes se sont identifiées dans un groupe « originaires du Pacifique »¹⁶. La population asiatique du pays est passée à 11,9 millions en 2000, puis a presque doublé pour atteindre 22,4 millions en 2019, soit une augmentation de 88 % en deux décennies. Cette population devrait atteindre 46 millions de personnes d'ici 2050, soit près de quatre fois le total enregistré au début du siècle.

La vitalité de l'immigration africaine, si elle est encore très faible en nombre, interpelle également, puisque qu'on note un doublement à chaque décennie depuis la fin des années soixante et qu'il faudra suivre cette progression, qui pourrait bien engendrer à son tour un phénomène notable à l'horizon 2050¹⁷. Le paysage ethnique de l'Amérique comprend également une population arabe en croissance rapide, une population juive importante et de nombreux autres groupes ethniques.

Si aujourd'hui, il y a un Hispanique¹⁸ pour cinq Américains, ils seront un sur quatre dans trente ans (27 à 30 %). La part des minorités dans la proportion d'enfants américains a littéralement explosé, annonçant ce qui va arriver dans les prochaines années : 25 % des enfants sont hispaniques aujourd'hui, un pourcentage qui devrait atteindre près de 40 % en 2050. Aucun autre pays développé ne connaîtra un tel bouleversement ni ne pourra afficher une telle diversité. Il faut aussi ajouter que la population des États-Unis comptera alors vraisemblablement autour de 420 à 430 millions d'habitants¹⁹. On mesure l'importance du changement depuis 1950, quand on comptait à peine 150 millions d'habitants dans le pays ! L'augmentation de la population n'est pas uniforme pour autant. Certains États ont un taux de croissance beaucoup plus élevé que la

moyenne nationale, notamment dans le Sud, qui a connu une augmentation égale ou supérieure à cette moyenne, parfois jusqu'à 60 %. Comme on peut s'en douter, ce changement en profondeur a un énorme impact dans le débat politique. L'hypothèse de la poursuite d'une cassure entre Blancs et non-Blancs n'est donc pas à exclure et il est vraisemblable que les tensions déjà visibles aujourd'hui ne pourront que s'amplifier. La question de la langue dominante elle-même est remise en cause dans de très nombreux quartiers américains, qui deviennent hispanophones. Les populations expriment d'ailleurs déjà des demandes fortes à ce sujet, que ce soit pour l'accès à une éducation dans leur langue d'origine ou pour les démarches administratives ou citoyennes, y compris électorales. Cette pression est d'autant plus forte que la Constitution américaine ne définit aucune langue commune et obligatoire. Par ailleurs, depuis la décision de la Cour suprême *Meyer v. Nebraska* (1923), les parents ont le droit d'élever leurs enfants dans la pratique d'une autre langue que l'anglais, au nom des principes de respect de la vie privée. Ce principe ayant toutefois été écorné dans l'affaire *Dobbs* à propos du droit à l'avortement, certains craignent que les autres droits accordés au nom du même principe (mariage gay, pornographie, contraception, pratiques sexuelles ou choix de la langue...) ne soient à leur tour invalidés par la Cour suprême au cours des prochaines années.

La tentation de l'entre-soi

Le premier enjeu de l'immensité américaine est donc désormais dans le contrôle de ses frontières. Les frontières terrestres s'étendent sur 12 000 kilomètres, dont 9 000 kilomètres avec le Canada au nord et 3 000 avec le Mexique au sud. Il faut y ajouter les frontières maritimes : 3 000 kilomètres sur la côte Atlantique, 12 000 kilomètres pour la côte Pacifique, auxquels s'ajoutent 1 700 kilomètres le long de l'océan Arctique.

Quand elle est apparue, à la fin de la campagne des primaires de 2016²⁰, le slogan sur la sécurité, « Make America Safe Again » (Rendre l'Amérique plus sûre²¹), était bien davantage qu'une simple déclinaison du slogan principal du candidat Trump : les questions de sécurité, d'immigration et de terrorisme constituaient déjà la charpente du programme républicain, avant de faire le succès de celui qui allait être élu cette année-là. Le choc très violent qu'a subi ce pays le 11 septembre 2001 a totalement bouleversé la perception collective sur cette question. La première réponse était venue avec le Patriot Act²² qui avait introduit un dispositif limitant parfois très drastiquement les libertés individuelles, au nom du bien commun : les

étrangers ont été les premiers visés et ont fait l'objet de mesures qui auraient été inimaginables avant l'attaque contre le World Trade Center. Les États-Unis ont introduit la surveillance électronique, mis en place des fichiers spécifiques et même imposé au monde l'identification par la biométrie. Le discours s'est musclé et la lutte contre le terrorisme est devenue la deuxième préoccupation principale des Américains, juste après l'emploi. Un des héros du 11-Septembre, Rudolph Giuliani²³, pouvait donc clamer que « la vaste majorité des Américains se sent plus en sécurité », en ouvrant la convention républicaine de Cleveland en 2016 ; il savait qu'il serait entendu. D'ailleurs, Michael McCaul, le député du Texas, a poursuivi dans la même veine en affirmant que « les rues de nos villes sont devenues des champs de batailles ». Le contrôle aux frontières est instantanément devenu la première urgence. Cela a été recréé une hiérarchie entre les étrangers. On a vu aussi naître le concept des « États voyous », ennemis potentiels de l'Amérique.

À peine élu, Donald Trump a signé son premier décret migratoire, imposant une interdiction de voyager aux ressortissants de sept pays bien identifiés (Libye, Irak, Iran, Somalie, Soudan et Yémen)²⁴. L'important était pour lui de montrer aux siens que les entrées étaient désormais filtrées, donc sous contrôle. C'est pourquoi son administration n'a pas cédé à la pression collective lorsque la Cour suprême a validé ce filtrage à condition d'en exclure ceux qui pouvaient justifier d'un lien de parenté « *bona fide* » (de bonne foi) avec un citoyen américain, ou avec quelqu'un vivant déjà aux États-Unis : pas question alors d'ouvrir à nouveau les vannes et il était primordial pour le gouvernement américain de s'en tenir à la définition la plus limitée possible du lien de parenté. Cela a été fait en se référant à la définition de l'Immigration and Nationality Act, également appelé le Hart-Celler Act (1965), qui s'appuie sur une vision très ancienne de la famille. Le lien « de bonne foi » a donc exclu les grands-parents, oncles, tantes, neveux et nièces, tous jugés être des parents trop éloignés par le texte de référence. Revenir sur ce principe aurait constitué un « appel d'air » trop important, avec le risque d'engager une discussion sur les familles recomposées et les nouvelles définitions plus modernes de ce qu'est une famille. Pas question non plus de prendre en compte les définitions plus locales de la famille, alors qu'un oncle peut être celui qui élève effectivement un enfant, comme au Proche-Orient, par exemple. Tout au plus, dans le but de démontrer un état d'esprit ouvert et bienveillant, l'administration a accepté d'élargir ce lien aux fiancés. C'était de toute façon une ouverture bien limitée, puisqu'il fallait que le mariage soit déjà programmé et annoncé : le nombre de bénéficiaires de cette mesure a effectivement été très réduit.

Vivre comme une minorité

Depuis la fin du ^{xx}e siècle, le terme « minorité » fait généralement référence à quatre grands groupes raciaux et ethniques : les Afro-Américains, les Amérindiens et les autochtones d'Alaska, les Asiatiques et les insulaires du Pacifique, et les Hispaniques. La transformation du profil racial et ethnique de l'Amérique est plus flagrante dans certains États ou villes, où la proportion de ces groupes est nettement plus visible, comme à Honolulu, Los Angeles, Miami ou San Antonio. Déjà, plusieurs États de l'Ouest sont devenus des États « à majorité minoritaire » : les minorités atteignent au moins la moitié de la population, comme en Californie, au Nouveau-Mexique ou au Texas. Ailleurs dans le pays, c'est la situation exactement inverse qui prévaut et la diversité raciale ou ethnique est quasiment inexistante, comme dans le Maine, le New Hampshire, la Virginie-Occidentale ou le Vermont. Si la transformation de la société n'est pas encore effective, elle l'est pourtant déjà dans les esprits : peu d'Américains ont une idée réelle de la taille des différents groupes minoritaires, et ils ont tendance à l'exagérer, certainement influencés par des discours alarmistes, notamment véhiculés par certains groupes politiques ou leurs leaders, qui ont fait de cette question leur fonds de commerce. Dès 1997, un premier sondage réalisé par Gallup avait révélé que seulement 8 % des Américains savaient que les Afro-Américains représentaient entre 10 % et 15 % de la population américaine ; plus de la moitié (54 %) pensaient alors que les Noirs représentaient au moins 30 % de la population totale. Les personnes interrogées estimaient aussi que les Hispaniques composaient environ 20 % de la population américaine, alors qu'ils représentaient encore moins de 10 % de l'ensemble de la population (18,6 % aujourd'hui). De tels sondages ont été régulièrement réalisés depuis et donnent toujours les mêmes résultats décalés.

Le ^{xx}e siècle a été le témoin de la transformation des États-Unis, qui sont passés d'une population majoritairement blanche enracinée dans la culture occidentale à une société très diversifiée avec une multitude de groupes minoritaires. La population américaine qui était blanche à 87 % au début du ^{xx}e siècle ne l'était plus qu'à 75 % un siècle plus tard. Au milieu du ^{xxi}e siècle, les Blancs non hispaniques ne représenteront plus qu'une faible majorité des Américains ou, plus vraisemblablement, la première minorité numérique. Dans le même temps, la principale minorité qui était celle des Afro-Américains s'est vue concurrencée par les Hispaniques, qui sont devenus aussi nombreux à la fin du ^{xx}e siècle. Avec également un nombre croissant d'Asiatiques et une population amérindienne en augmentation sensible, quoique encore faible en proportion réelle. D'ici 2050, les

Hispaniques représenteront près d'un quart de la population américaine et plus de la moitié de la population appartiendra à un groupe minoritaire.

Le terme « minorité » aura alors probablement une signification très différente. Avec l'augmentation de leur nombre, la catégorisation devient un enjeu et certaines communautés réclament d'être à leur tour identifiées à part, ou en tant que telle. Pendant longtemps, les Américains ne pouvaient s'identifier lors du recensement que comme « Noirs » ou « Blancs », avant de se voir proposer un choix « Autres », catégorie dans laquelle avait notamment été relégués les Amérindiens. Les « Hispaniques » ne sont apparus comme catégorie identifiée qu'en 1980, puis cinq ans plus tard les « Amérindiens », sortis de la case « Autres », et enfin les « Asiatiques ». Dans les recensements suivants, les subdivisions ont pullulé. En 2000, il a été question de rajouter une case « Multiracial » ou « Métis », afin de coller à l'évolution de la réalité sociétale et compléter les groupes ethniques déjà répertoriés. Mais des associations noires s'y sont opposées, notamment par crainte de perdre en influence. Un compromis s'est imposé : il a alors été possible de s'identifier à plusieurs groupes ethniques différents. Certains, aujourd'hui, ne parlent plus que de « minorités », sans plus de précision, mais qui se comprend encore en opposition à « Blancs ».

Ces transformations se traduisent aussi en gain ou perte politique pour l'un ou l'autre camp. Le Parti démocrate est aujourd'hui identifié comme le parti qui défend les minorités, et le Parti républicain cherche coûte que coûte à rééquilibrer son image sur cette question : s'il n'y arrive pas, il est condamné à perdre dans un futur très proche des États importants comme le Texas et la Floride – et les grands électeurs qui vont avec lors de présidentielle. L'affaire est critique car cela pourrait maintenir ce parti loin de la Maison-Blanche pendant de longues années.

Le pays est en face d'une mutation inéluctable, mais qui est parfois dure à accepter pour certains, notamment parmi ceux qui appartenaient à la majorité. Ce qui est certain – et qui se traduit dans les différentes enquêtes d'opinion –, c'est qu'une écrasante majorité de citoyens sont conscients des changements qui s'opèrent et qu'ils sont favorables à l'amélioration du sort des minorités. Mais il est tout aussi patent que beaucoup se sentent démunis face à ces bouleversements et ils mettent aussi en avant leur propre situation, parfois vécue comme un déclassement.

Les uns contre les autres

L'immigration a transformé les différents groupes vivants aux États-Unis et l'évolution du profil démographique du pays commence à

avoir d'importantes répercussions économiques et sociales. Les Hispaniques originaires du Guatemala, du Salvador, de l'Équateur ont déjà créé leurs propres communautés en plus des communautés mexicaines, portoricaines et cubaines. On enregistre le même phénomène avec les Asiatiques : Indiens, Vietnamiens ou Coréens vivant dans des environnements différenciés des Chinois, Japonais ou Philippins. Les minorités ont également changé de catégories socio-économiques et leurs revenus n'ont souvent plus rien à voir avec ce que les statistiques indiquaient voici vingt ans à peine, même si les populations non-blanches sont toujours surreprésentées parmi les plus pauvres. Un plus grand nombre de politiciens issus de minorités sont désormais élus à des fonctions publiques, et parfois à un très haut niveau, à commencer par Kamala Harris qui est la première noire, la première Sud-Asiatique Américaine, la première Américaine d'origine jamaïcaine et aussi la première femme à accéder à la vice-présidence. Mais, d'un autre côté, les minorités sont toujours plus susceptibles que les Blancs non-hispaniques de purger une peine de prison. Les minorités sont aussi plus nombreuses à obtenir des diplômes d'études supérieures et professionnelles, mais un pourcentage disproportionné d'entre elles ne terminent jamais leurs études secondaires. Au milieu de tous les débats sur la place des minorités dans la société, une question persiste : à quel point ce pays est-il raciste ? Il ne peut pas être nié que l'oppression des Amérindiens, l'esclavage et la ségrégation font pleinement partie de l'héritage historique commun. Mais cela signifie-t-il que l'Amérique est encore aujourd'hui une nation de suprématistes blancs ? Ce qui est démontré par de nombreuses études c'est que les minorités raciales et ethniques continuent d'être victimes de discrimination dans l'emploi, le logement, les arrestations et les poursuites pénales, ainsi que dans de nombreux autres secteurs de la société. Les Afro-Américains, en particulier, font face à des blocages encore très présents. La différence de revenus entre les familles blanches et noires est pratiquement aussi importante en 2022 qu'elle l'était en 1968.

Black Lives Matter

Il est indéniable que les États-Unis ont vu émerger un radicalisme blanc qui ne cesse de se solidifier. Face à lui, une nouvelle forme de lutte contre le racisme s'est mise en place. L'expression « racisme systémique » a été employée dans la campagne présidentielle de 2020 : elle correspond bien à la réalité à laquelle font face certaines populations, qui luttent sans cesse contre des pratiques d'un autre âge, comme le *redlining*²⁵, qui ont un effet dévastateur sur les opportunités qui leur sont offertes. Une des réponses visibles s'est traduite dans le

mouvement Black Lives Matter, avec notamment un hashtag très efficace sur les réseaux sociaux. Parmi ses principaux objectifs figurent l'arrêt des brutalités policières et la lutte pour que les tribunaux traitent équitablement et de la même manière les Noirs et les Blancs. Cela rejoint les demandes d'égalité dans la société, qui portent aussi sur la santé mentale, la communauté LGBT et le droit de vote.

La société américaine est en effet aujourd'hui bien loin de la promesse de Barack Obama qui, en 2004, assurait « qu'il n'y a pas une Amérique progressiste et une Amérique conservatrice – il y a les États-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire, une Amérique blanche, une Amérique latino et une Amérique asiatique, il y a les États-Unis d'Amérique²⁶ ».

Le meurtre d'un adolescent noir, le 26 février 2012, a été un moment charnière qui a changé la teneur de la culture et de la politique américaines, lorsque Trayvon Martin, 17 ans, a été abattu dans son quartier de Floride par un vigile autoproclamé. Les manifestants de tout le pays ont envahi les rues pour exprimer leur colère. L'acquittement ultérieur de George Zimmerman a été accueilli par des manifestations plus fortes encore, et une tempête sur les médias sociaux. Les années suivantes ont vu de nombreuses autres manifestations, à chaque fois provoquées par des violences policières. En dépit de la pandémie, des millions de personnes ont participé à des manifestations dans tous les États à la suite des meurtres de George Floyd et Breonna Taylor, en 2020. L'ampleur du mouvement a démontré une prise de conscience collective : des entreprises se sont impliquées, des sociétés financières, dont Goldman Sachs, ont financé des groupes de soutien qui luttent contre l'injustice raciale. De manière plus symbolique, la Ligue nationale de football (NFL) a fait inscrire « Finissons-en avec le racisme » dans la zone d'en-but lors de la première journée de la saison. Les avancées politiques et culturelles de Black Lives Matter, principalement leurs demandes de faire sauter ces contraintes qui entravent la vie des petits Afro-Américains du simple fait de leur couleur, se sont toutefois heurtées non seulement à une résistance, mais aussi à une riposte forte. Les conservateurs s'opposent à l'idée de racisme structurel et ont lancé une campagne vigoureuse contre l'enseignement du racisme sous toutes ses formes, de la maternelle au lycée. Cette réaction est dirigée contre ce qu'ils appellent la « théorie critique de la race²⁷ », qu'ils ont également étendu aux références LGBT qu'ils estiment trop présentes dans l'enseignement.

En 2022, le pays baigne dans un climat qui ressemble à celui de l'après-guerre civile. À cette époque, les États du Sud avaient introduit les Codes noirs, qui limitaient sévèrement les droits des anciens esclaves. C'est aussi dans ces années que le Ku Klux Klan a été

constitué, pour intimider les électeurs noirs ou les immigrants. Pour beaucoup, le retour de bâton contemporain est assez similaire et certains estiment qu'une partie du Parti républicain, toujours sous l'influence de Donald Trump, cherche à faire reculer les acquis du mouvement des droits civiques des années 1960 : une lutte féroce s'est engagée pour faire modifier l'accès au vote dans de nombreux États et les militants des droits civiques considèrent que les Afro-Américains sont les premiers visés par de nouvelles limitations insupportables et que le racisme est le seul moteur de ces projets de lois.

Le retour des suprématistes

Il est flagrant que les États-Unis vivent actuellement un moment de changement profond et positif dans les attitudes à l'égard de la race, un nombre conséquent de citoyens s'attaquant à l'héritage historique porteur selon eux d'idées racistes. Les manifestations qui ont suivies le meurtre de George Floyd en mai 2020 témoignent d'une volonté profonde de renouveler les idéaux fondateurs de la nation. Mais, en même temps, la société américaine est aussi traversée par la tendance exactement contraire, qui cherche à réhabiliter les notions toxiques de supériorité raciale, à attiser la peur que peut engendrer l'immigration. Ceux-là défendent l'idée d'une majorité blanche en difficulté, qui doit défendre son pouvoir par tous les moyens nécessaires. Ces idées, autrefois l'apanage du Ku Klux Klan, qui n'étaient plus véhiculées que par des groupes marginaux, sont revenues au premier plan et constituent depuis la présidence Trump le courant dominant du débat politique et culturel américain. Les nationalistes ou suprématistes blancs défendent un grand nombre de concepts très extrêmes, défendent la théorie du « grand remplacement », la crainte d'un génocide blanc par l'immigration, la science raciale et l'eugénisme ; bien sûr, ils associent les immigrants à la criminalité et glorifient la confédération, s'appuyant ainsi sur une « conscience sudiste » qui, pour l'électeur moyen est devenu le « pays de Trump ».

La peur des minorités et des immigrants de religion différente a une longue histoire aux États-Unis ; elle a alimenté le parti politique nativiste des Know Nothings dans les années 1850 et a abouti aux règles racistes de la loi sur l'immigration de 1924, qui empêchait l'immigration en provenance d'Asie et qui est restée en vigueur jusqu'en 1965. Faut-il aussi rappeler la ségrégation qui a été imposée aux Afro-Américains entre 1896 et 1954 ? Il n'y a pas grand-chose de nouveau aujourd'hui dans les idées portées par le nationalisme blanc, la suprématie blanche, l'*alt-right* et le fascisme aux États-Unis. Il ne s'agit que de supériorité raciale rejetant les valeurs d'égalité, de coexistence et d'État de droit au profit de la division ethnique, de la

haine et de la violence. Pourtant, les deux tiers des Américains interrogés par le Pew Research Center affirment que « l'ouverture aux personnes du monde entier est essentielle à l'identité de l'Amérique en tant que nation ».

Lorsque le président Trump a annoncé sa candidature à la présidentielle en 2015, ses propos sur le Mexique ont sous-tendu la logique de sa campagne. « Quand le Mexique envoie ses gens, ils n'envoient pas leurs meilleurs éléments. Ils envoient des gens qui ont beaucoup de problèmes, et ils apportent ces problèmes. Ils apportent de la drogue. Ils apportent le crime. Ce sont des violeurs. » La brutalité et la clarté de ces mots étaient surprenantes et politiquement efficaces. Trump n'est pas le seul à lier l'immigration à la criminalité ; c'est depuis longtemps un élément de base de la propagande de droite. Lier l'immigration à la criminalité ne sert qu'à activer la peur des étrangers, ce qui peut accroître le soutien aux solutions autoritaires qui promettent de protéger la soi-disant population autochtone. Le thème de l'invasion est devenu le cadrage par défaut des partisans de Trump en matière d'immigration. Dans ce contexte, le mur frontalier a symbolisé une défense existentielle contre la menace, qui s'est très vite centrée sur les musulmans. Cette tendance à l'islamophobie, qui s'est manifestée le plus clairement dans l'interdiction des musulmans par le président Trump, est associée à une théorie du complot encore plus extrême : l'existence d'un plan secret visant à imposer la charia aux États-Unis. Depuis 2010, le Southern Poverty Law Center a répertorié 201 projets de loi anti-charia dans différents États qui ont stigmatisé l'islam comme un danger pour l'Amérique. Plus généralement, et en accompagnement du mouvement radical suprématiste, les théories complotistes les plus diverses foisonnent depuis une décennie, relayées par les réseaux sociaux et constituant un corpus idéologique sans fondement. Les supporters de Trump ont fini par créer leur propre mouvance complotiste, QAnon. En 2020, les partisans de QAnon ont inondé les médias sociaux de fausses informations sur le Covid-19, les manifestations de Black Lives Matter et l'élection présidentielle, et ont recruté des légions de nouveaux adeptes dans leurs rangs. Des sondages ont mis en évidence qu'un républicain sur cinq seulement croit en la fausseté centrale de QAnon, selon laquelle « un groupe d'élites adorant Satan et dirigeant un réseau sexuel pédophile tente de contrôler notre politique et nos médias ».

L'âpreté du débat sur le retrait des monuments confédérés en 2017 a mis en lumière une souche de pensée politique réactionnaire dans la politique américaine, que beaucoup supposaient disparue. Les néoconfédérés revendiquent le statut de minorité noble opprimée par un gouvernement fédéral qui menace leur mode de vie. Le rassemblement de Charlottesville en 2017 en a été la manifestation la

plus évidente, véritable plaidoyer pour la hiérarchie raciale et glorification de la confédération, à savoir une période de l'histoire américaine qui a cherché à opprimer et à effacer les personnes de couleur.

On a alors vu se développer et se consolider aux États-Unis un bloc électoral qui s'est constitué autour de la reconquête d'un pouvoir culturel qu'elle pense perdre et qui a cultivé une identité blanche et nativiste. Cette force, sur laquelle se sont appuyés l'ancien président Donald Trump et ses partisans, est susceptible d'être une force durable contre le progressisme et les coalitions multiraciales. Certains, aussi, sont passés à l'acte en commettant l'irréparable : la folie meurtrière de certains suprématistes a tué 11 personnes à Pittsburgh en 2018, 23 innocents à El Paso en 2019 et 10 autres à Buffalo en 2022. À chaque fois, la haine était le seul motif. Il est à craindre que de telles actions se répètent à l'avenir d'autant que la Cour suprême actuelle défend sans relâche le droit à porter une arme et qu'elle a étendu ce droit pour tous les Américains, même ceux qui vivaient dans des États qui tentaient de le limiter (en juin 2022, dans l'affaire *New York State Rifle and Pistol v. Bruen*).

Un État-monde

Une minorité réactionnaire entre de plein fouet en conflit avec la réalité sociétale qui tend vers une nation de plus en plus diversifiée. Parmi les résidents permanents légaux, la plupart d'entre eux demandent la citoyenneté américaine. Ils font leur demande après avoir rempli certaines conditions, notamment avoir vécu aux États-Unis pendant cinq ans. En 2019²⁸, environ 800 000 immigrants ont fait une demande de naturalisation. Le nombre de demandes a grimpé ces dernières années, bien que les totaux annuels restent inférieurs aux 1,4 million de demandes déposées en 2007. On note cependant que les immigrants mexicains ont le taux de naturalisation le plus bas. Le plus souvent, les barrières linguistiques et personnelles, le manque d'intérêt et les obstacles financiers figurent parmi les principales raisons du choix de ne pas changer de nationalité. On prévoit que, d'ici 2050, plus d'un Américain sur cinq sera né en dehors des États-Unis (soit 85 millions de personnes en plus).

On relève que 14,1 % de la population est née à l'étranger, alors que l'on n'en comptait que 4,8 % en 1970. En parallèle, la proportion de Caucasiens non hispaniques diminue régulièrement d'année en année. La plus grosse conséquence attendue de cette vitalité est que les populations minoritaires, qui forment actuellement 30 % du total, passeront très certainement la barre des 50 % avant le milieu de ce

siècle. Le dernier recensement a confirmé toutes les données qui annonçaient l'accélération d'un métissage de la population, ainsi que les projections qui affirmaient que d'ici 2040 les Blancs non hispaniques ne représenteront plus que 46 % de la population du pays (alors qu'ils étaient encore 76 % en 1990). L'arrivée de millions d'immigrants d'Amérique latine au cours du dernier demi-siècle, et une migration continue de Porto Rico, a beaucoup influencé les données démographiques américaines. En 2021, un tiers des Hispaniques vivant aux États-Unis étaient nés dans un autre pays. La part des Hispaniques nés à l'étranger monte même à 45 % chez les Hispaniques âgés de 18 ans et plus²⁹. En outre, près de deux millions de personnes nées à Porto Rico vivent dans un des cinquante États américains. Même si les migrations internationales nettes ont diminué depuis 2010, le mouvement migratoire vers les États-Unis se poursuivra donc dans les années à venir et continuera à affecter la composition de la population américaine. Les chercheurs Richard Alba, Morris Levy et Dowell Myers considèrent que « spéculer sur la question de savoir si l'Amérique aura une majorité blanche au milieu du ^{xxi}e siècle n'a guère de sens, car les significations sociales de Blanc et de non-Blanc évoluent rapidement. La distinction nette entre ces catégories s'appliquera à beaucoup moins d'Américains. »

Au cours des dernières années, l'Amérique a développé un sens plus aigu de ses frontières, devenant aussi une société moins ouverte et moins accueillante. Elle se méfie désormais davantage des autres cultures et sa forte tradition nationale d'accueil est menacée au nom de la protection de la sécurité nationale. Stephen Burman estime que « les dommages que le 11-Septembre a causés à la psyché américaine ont conduit à une réponse relativement agressive. » On ne peut que constater avec lui que cet événement a constitué un tournant aux États-Unis et dans le rapport au monde que le pays a développé. Le renfermement sur soi a été flagrant et cette position a conduit une grande partie de la planète à considérer désormais l'Amérique comme un pays blessé, et non plus comme un exemple, dont les valeurs et les institutions forcent l'admiration et ont une pertinence universelle. Le mandat de Donald Trump a ajouté un doute profond, et rendu crédible le basculement vers une société illibérale. Étant devenu le monde à lui seul, le pays en a-t-il aussi emprunté tous les travers ? D'aucun s'interroge sur ce que sont ses valeurs fortes aujourd'hui et s'il n'a pas aussi renoncé à ce qui faisait son identité si particulière.



Valeurs et démocratie

Expliquer que la diversité est devenue un atout majeur pour ce pays qui a toujours été perçu comme « la terre des opportunités », c'est aussi dire que, grâce à elle, et petit à petit, la nation a tissé un canevas de valeurs tissé par chaque vague d'immigrants et sur lequel repose la société étatsunienne contemporaine. Cela a contribué à construire la conscience de ce peuple et de son unicité. Ainsi, les premiers immigrants ont défendu un penchant très marqué pour la liberté individuelle. Ils aspiraient à échapper au contrôle des rois et des reines, des prêtres et des règles très restrictives que la société européenne leur imposait. La Révolution de 1776 leur a donné, en l'espace de quelques années seulement, la possibilité de créer un nouveau gouvernement et de rédiger la Constitution de 1787 : on peut notamment lire dans ce texte l'idée d'une forme de séparation de l'Église et de l'État, et l'interdiction formelle de pouvoir établir une noblesse. Les trois mots « Nous le peuple », écrits en grosses lettres en tête du texte, affirment l'avènement de la liberté individuelle. « Individualisme » et « liberté » sont ainsi devenus deux mots clés pour définir l'Amérique et les Américains.

Les valeurs traditionnelles

La conquête du territoire à l'ouest des Appalaches n'a fait que renforcer cette volonté de développer et de défendre la liberté individuelle. Comme toute pièce de monnaie a deux faces, elle a également engendré un besoin d'autonomie : il fallait pouvoir se débrouiller avec ce que l'on avait, seul dans un environnement reculé, parfois hostile, où tout pouvait être un piège et où tout le monde pouvait même représenter un danger. Les immigrants qui ont choisi de tout quitter pour aller dans le Nouveau Monde, puis aux États-Unis, ont apporté avec eux un fort espoir de réussir, et même de s'enrichir, là encore au prix de sacrifices et d'une volonté presque sans limite, soutenu par l'adage « aide-toi et le ciel t'aidera ». L'Amérique est certes devenue un Eldorado, le pays de l'abondance et de tous les possibles même si, mis à part le court épisode de la Ruée vers l'or dans

les années 1850, personne n'a jamais été dupe : il faut travailler très dur pour réussir et on ne peut guère compter que sur soi-même pour atteindre son but. Au moins n'y aura-t-il jamais eu de barrières empêchant les gens de s'élever d'une classe à l'autre dans ce pays. L'espoir « de passer des haillons à la richesse » est un puissant encouragement pour les nouveaux arrivants, particulièrement ceux qui n'ont rien en arrivant, si ce n'est leur bonne volonté. L'individualité et l'attachement à la liberté individuelle se sont révélés des moteurs politiques puissants pour résister aux restrictions gouvernementales lors de la pandémie de Covid-19. C'est au nom de cette liberté que nombre d'Américains ont refusé de se confiner, de porter un masque, de se faire vacciner ou de respecter des gestes barrières. Le Parti républicain a largement accompagné ce mouvement, sachant qu'il puisait sa source dans une racine solide et profonde de la société américaine et qu'il correspond aussi à la volonté de ce parti de combattre l'implication trop forte du gouvernement fédéral dans la vie des gens.

Les valeurs du travail, du labeur acharné, de la liberté, de l'autonomie et de l'individualisme sont inscrites dans une sphère politique qui a effacé toutes les hiérarchies entre les personnes. Cela ne signifie pas que tous les Américains sont « égaux », bien sûr, mais cela permet à chacun de croire en sa chance, d'où un type de compétition qui a donné au pays le dynamisme que l'on connaît. Le comportement attendu est l'audace : il faut oser à tout moment, tenter sa chance. Ceux qui ne le font pas sont des « perdants », un mot qui est presque un juron dans ce pays et que Donald Trump a beaucoup utilisé contre ses adversaires lorsqu'il était en campagne, pour les affaiblir. Il répétait alors sans cesse, en référence à un jeu télévisé qu'il avait animé, que les perdants devaient être « virés ». En effet, la contrainte de la concurrence est permanente aux États-Unis, de la naissance à la retraite. Ce n'est qu'après une vie sous cette pression que les personnes les plus âgées peuvent enfin connaître le répit de ne plus avoir à se soucier du regard social porté sur eux, de ce qui est une lourdeur de la société américaine parfois difficile à supporter.

Rêve américain et destinée manifeste

Le rêve américain des pèlerins du *Mayflower* était de construire un nouveau monde : un pays qui révélerait rapidement son incroyable richesse, une sorte de paradis ; un pays paisible et prospère, sans guerre, où les gens seraient aimants, où l'éthique protestante serait établie et respectée et où la libre pensée serait protégée. La notion de rêve américain en tant que but à poursuivre et de Graal à atteindre a lentement façonné la représentation nationale : construire et

maintenir le meilleur pays du monde, le plus riche, le plus puissant, où les gens seraient heureux. Ensuite, le droit au bonheur et à l'épanouissement personnel y ont été inclus, ce qui a conduit au droit d'être un entrepreneur, de créer et d'innover. Cette ambition a été le moteur du développement américain du ^{xix}e siècle au début du ^{xx}e siècle. Une autre notion s'est ajoutée plus tard : celle de la destinée manifeste, qui attribuait aux États-Unis une mission spécifique d'expansion de leurs systèmes économiques, sociaux et politiques, d'abord dans toute l'Amérique du Nord, puis dans tout l'hémisphère nord. Lorsque l'expansion occidentale s'est achevée à la fin du ^{xix}e siècle, les peuples indigènes étaient pratiquement décimés et les Mexicains voisins dépouillés de plus de la moitié de leur territoire. En 1823, le président James Monroe a proclamé sa célèbre doctrine éponyme, également connue sous le nom de « Doctrine pour l'Amérique et les Américains », selon laquelle toute intervention d'une quelconque puissance européenne dans les républiques latino-américaines en expansion serait considérée comme une menace pour les États-Unis, qui s'arrogeraient le droit de « protéger » la région. Ce geste paternaliste s'est rapidement révélé être de nature expansionniste. Le 6 décembre 1904, le président des États-Unis nouvellement élu, Theodore Roosevelt, a adjoint le tout aussi célèbre corollaire portant son nom à la doctrine Monroe : « L'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut les contraindre, même à contrecœur, dans des cas flagrants de méfaits ou d'impuissance, à l'exercice d'un pouvoir de police international. » Cet objectif de devenir le gendarme du monde a été atteint en 1945. Le résultat politique de la Seconde Guerre mondiale a été l'établissement de la suprématie américaine, à l'échelle économique, politique, mais aussi culturelle.

Qu'en est-il du rêve américain aujourd'hui ? Parler de rêve indique d'abord un projet et une vision de l'avenir, dans lesquels s'inscrivent des perspectives individuelles et collectives, et pour lesquels il faut se battre et lutter pour les réaliser. L'ambition contemporaine comprend un mélange d'efficacité, de travail, de prospérité, bien sûr de créativité, mais aussi de valeurs morales, de bien et de mal, d'éthique familiale et de croyance en Dieu. Le président des États-Unis jure sur la Bible (mais ce n'est pas une obligation !), et lorsque l'armée américaine intervient en divers endroits du monde, l'action est justifiée, devant le peuple, par l'éthique de la justice. C'est sur cette base que Joe Biden, alors vice-président, avait ainsi plaidé la nécessité d'intervenir aux côtés des forces de l'ONU en ex-Yougoslavie en 2015. Il s'est appuyé sur les mêmes impératifs en avertissant la Russie qui menaçait d'envahir l'Ukraine de fortes représailles, laissant entendre le pire. George W. Bush a également défendu la nécessité américaine à

intervenir en Irak au nom des mêmes principes. Pour les Américains, il faut absolument défendre le bien contre le mal. Cela se reflète dans le fait que ne rien faire est tout autant un péché capital qu'un délit pénal. On retrouve cette idée transposée dans les lois qui régissent la vie quotidienne des citoyens et chaque voyageur qui veut entrer aux États-Unis y est confronté et ne peut donc l'ignorer, puisqu'il doit répondre à certaines questions qui peuvent le surprendre² pour obtenir un visa ou un Esta³.

Faire renaître le rêve américain de la prospérité comme baume pour une nation meurtrie et malmenée est aussi le but de Joe Biden. C'est un pari audacieux : il ne s'agit rien de moins que de sauver une démocratie en péril et de combler les fractures creusées lors du mandat précédent, en faisant renaître le rêve américain « plus traditionnel » de la prospérité pour tous. Pour y parvenir, le 46^e président croit à une intervention massive du gouvernement fédéral. Cela veut dire des millions d'emplois bien rémunérés, en réduisant les factures des soins médicaux ou des gardes d'enfants, et permettant à ses concitoyens de pouvoir acheter des véhicules électriques fabriqués aux États-Unis et de rouler sur des routes rénovées, grâce à un vaste plan de rénovation des infrastructures. Le rêve américain de Joe Biden, c'est aussi de reconstruire une société inclusive⁴, d'offrir à nouveau une terre d'accueil pour celles et ceux qui espèrent accéder à un avenir prometteur. Il a ainsi annoncé une réforme du système d'immigration qui doit être fondé sur la dignité, la sécurité, l'équité et offrir à chacun un chemin vers la citoyenneté. Ce n'est pourtant pas une voie que tous les Américains veulent suivre et la division qui s'est créée au sein de ce peuple se décline jusque dans la vision du rêve américain. Il faut donc se rendre à l'évidence que, désormais, ce qui était le projet collectif de toute une nation se réduit au programme politique d'un seul camp.

Les Américains et la religion

La question religieuse a longtemps été un élément unificateur au sein de la société américaine. Terre de contrastes saisissants, l'Amérique est une société matérialiste par excellence, dans laquelle la religion n'est rien de moins qu'un « sport national ». Relativement inconnus en Europe, le rapport de ce pays à la religion ne s'inscrit pas dans une laïcité « à la française », qui sépare strictement l'Église et l'État. Il y a certes des approches communes, notamment parce que le premier amendement interdit au gouvernement américain d'intervenir dans les affaires religieuses ou d'apporter son soutien à une quelconque église. Pourtant, les hommes politiques américains

expriment distinctement leur foi et discutent de la religion, même pendant les campagnes politiques. Une session du Congrès commence toujours par une prière prononcée par le chapelain qui est officiellement en poste au Capitole. Les convictions religieuses des candidats ont été débattues au cours de l'histoire, comme ce fut le cas pour Thomas Jefferson ou pour Kennedy, qui fut le premier président non-protestant. Plus récemment, on a beaucoup parlé des sentiments religieux de Donald Trump, ou de l'attachement de Joe Biden à son Église. L'influence des électeurs religieux est énorme, et chaque camp tente bien sûr de les séduire. Certaines tendances sont également facilement remarquables : les évangéliques chrétiens soutiennent plus volontiers les candidats républicains, tandis que les chrétiens progressistes ou les laïcs apportent plus volontiers leur soutien aux démocrates. Quasiment tous les présidents et vice-présidents ont été élevés dans une famille chrétienne protestante⁵, seuls les présidents Kennedy ou Joe Biden étaient catholiques. Il n'y a jamais eu – pour l'instant – de président juif⁶, musulman, orthodoxe ou autre. Les électeurs affirment régulièrement dans les sondages que leur religion n'a aucune influence sur leurs choix, mais le poids des évangéliques est régulièrement rappelé à chaque élection.

L'influence de la religion s'est faite de plus en plus présente dans la vie des Américains, mêlée aux pratiques sociales ou au sein de l'expression patriotique. Cet ensemble de pratiques est souvent qualifié de « religion nationale », apparaissant le plus souvent sous la forme d'une référence à Dieu ou d'une prière lors d'un événement sportif ou politique, ou d'une autre célébration. Patriotisme et religion sont intimement liés, et les Américains chantent *God Bless America* ou *America the Beautiful* ou l'hymne national en chœur. La plupart des événements publics donnent lieu à cette expression collective, qui illustre parfaitement l'idée de « religion nationale ». Aussi étonnant que cela puisse paraître, les groupes de nouveaux immigrants se plient rapidement à ces pratiques qui, pour eux, sont vécues comme un signe fort d'intégration. Même les juges ont un avis très particulier sur ce qu'est la « séparation de l'Église et de l'État », puisque la Cour suprême a condamné les réticences du Maine d'aider financièrement les écoles religieuses (en juin 2022, dans l'affaire Carson v. Makin).

Une influence ancienne

Tout remonte au ^{xvii}e siècle, lorsque les colonies américaines sont devenues un refuge pour les protestants calvinistes. On le rappelle, les pèlerins ont fondé la colonie de Plymouth en 1620, afin d'échapper aux persécutions religieuses dans leur propre pays. Les puritains se sont ensuite installés dans le Connecticut, le Maine, le New

Hampshire, New York et l'Ohio. Ils n'ont autorisé que leur Église et ont imposé leurs lois, punissant sévèrement ceux qui ne les respectaient pas. Certains membres ont alors fondé leur propre groupe, comme celui de la colonie du Rhode Island, établissant les principes de la séparation entre l'Église et l'État, et de la tolérance religieuse pour tous. Ces principes ont ensuite été adoptés par toutes les futures colonies lors de leur création, et par tous les États après l'Indépendance. Le Massachusetts a cependant été le premier État à les inclure dans sa Constitution en 1833.

La liberté d'expression étant devenue la règle dans les colonies (Delaware, New York, New Jersey et Pennsylvanie), cela a permis à de nombreux groupes religieux de se développer : calvinistes, juifs, moraves, luthériens allemands et catholiques romains. Cette liberté a entraîné le premier grand réveil (*Great Awakening*) dans les années 1730. Au début des années 1800, un deuxième grand réveil a touché tous les États, jusqu'à l'Ouest, avant de s'éteindre dans les années 1840. Des prédicateurs mêlant idéalisme démocratique et christianisme ont soutenu ce mouvement, persuadant les masses que la pensée, les rêves et la foi américains avaient besoin de renaître. De nombreux Américains ont adhéré à ces idées et commencé à mettre leur foi au service du bien public, poussant à l'adoption de réformes visant à combattre les maux de la société américaine, notamment dans le Nord fortement industrialisé, de l'abolition de l'esclavage aux mouvements en faveur de l'éducation, en passant par les droits des femmes et l'autodiscipline. Au début du ^{xx}e siècle, la vague protestante conservatrice du fondamentalisme a pénétré de nombreux groupes, devenant ainsi de plus en plus influente. Elle s'est implantée dans les États du Sud-Est, donnant naissance à la « ceinture de la Bible ». Le mouvement fondamentaliste est devenu si influent que certaines lois ont été adoptées pour des raisons clairement religieuses dans les années 1920, donnant lieu au mémorable procès du singe de Scopes en 1925⁷.

La Ligue de tempérance est certainement l'un des exemples les plus frappants de l'influence religieuse aux États-Unis. Les églises de toutes les religions dénonçaient depuis longtemps les effets de l'alcool, les qualifiant de « maléfiques ». Elles ont commencé à s'attaquer aux débits de boisson et cela a conduit à la création de l'Anti-Saloon League of America, qui a même fourni des candidats à diverses élections. La pression exercée par ce mouvement a incité de nombreux États à adopter des lois restrictives concernant l'alcool, mais a surtout provoqué l'adoption du 18^e amendement, qui interdisait la fabrication, la vente ou le transport d'alcool. À cette époque, les groupes religieux étaient devenus très influents et les effets se sont également fait sentir dans l'établissement de nouvelles normes de censure, notamment pour

les films, qui devenaient déjà très populaires. Après la Seconde Guerre mondiale, l'influence des églises américaines est apparue comme un contrepoids à celle du communisme : face au « communisme impie », l'Amérique semblait se poser en protectrice de toutes les religions. L'expression « sous Dieu » a été ajoutée au serment d'allégeance dans les années 1950. « In God we trust » a été adopté comme devise officielle des États-Unis en 1956, en remplacement de la devise non officielle *E pluribus unum*, qui avait été adoptée lors de la création du grand sceau des États-Unis en 1782. La société entière a résonné de sentiments religieux : le mouvement des droits civiques a été mené sous l'influence de groupes chrétiens noirs⁸. D'autres groupes noirs, aux attentes parfois différentes, se sont organisés autour d'autres religions, comme les Black Muslims et The Nation of Islam. De nombreuses Églises se sont fortement impliquées dans le mouvement de protestation contre la guerre du Viêt Nam, et diverses religions ont débattu ou se sont disputées sur la question de l'avortement. Cette période était riche sur le plan spirituel et même les mouvements littéraires ou intellectuels comme le Beat Movement, qui tournaient autour des questions religieuses, avec une promotion marquée des choix alternatifs, comme l'hindouisme, le taoïsme ou le bouddhisme. De nombreux jeunes américains ont décidé de rejoindre des ashrams et se sont tournés vers la méditation.

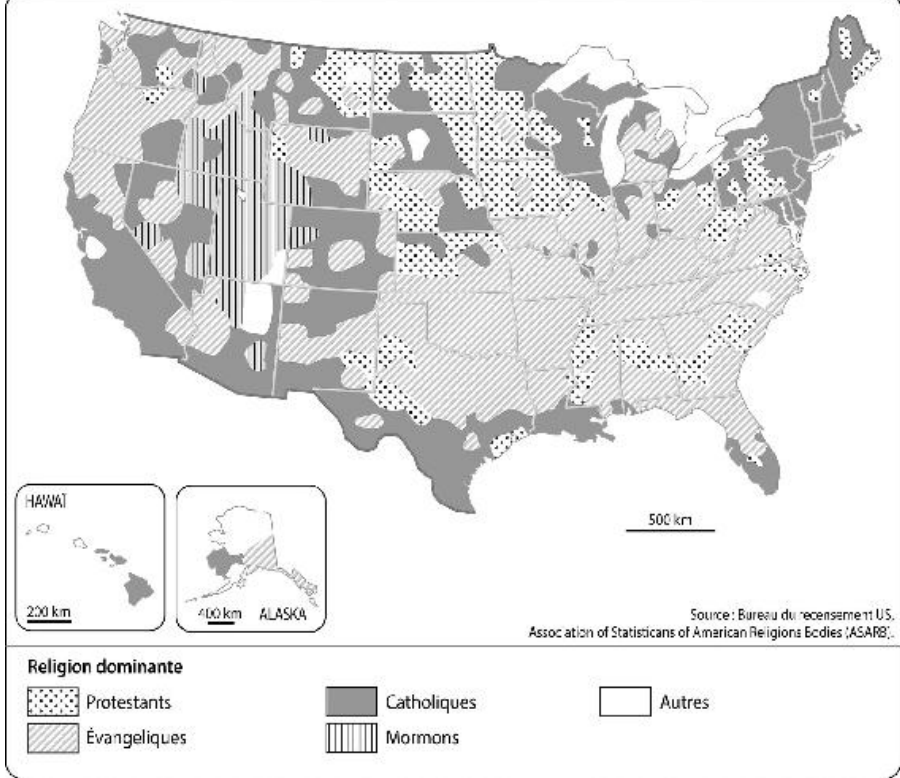
Dans les années 1980 et 1990, la société américaine est revenue à des valeurs plus traditionnelles et conservatrices. Cela a été l'époque des télévangélistes, qui prêchaient à des millions de téléspectateurs via la télévision. Ces ministères fondamentalistes ont pris une importance politique croissante et ont incité les Américains à reprendre la lutte contre l'avortement, le divorce et la liberté sexuelle. Cela correspond aussi à la montée fulgurante de l'influence d'un groupe évangélique, les *born again*. Jimmy Carter s'en réclamait et, en 1980, les trois candidats principaux à l'élection présidentielle (Jimmy Carter, Ronald Reagan et John B. Anderson) étaient tous les trois des *born again*. La victoire de Ronald Reagan est souvent attribuée à la mobilisation des évangéliques⁹ qui ont voté pour lui à 61 %. L'influence de tous ces groupes a toutefois considérablement diminué à la fin du xx^e siècle, même s'ils ont été à nouveau très présents et visibles durant la présidence de Donald Trump.

Les croyants américains

Lorsqu'il est devenu président, Barack Obama a été confronté à une campagne de dénigrement comme on n'en avait jamais vue auparavant, car certaines personnes pensaient qu'il était musulman. Si cela a mis sur le devant de la scène la question de savoir si les États-

Unis étaient prêts à élire un président non-chrétien, cela a notamment exposé une vérité que beaucoup avaient tenté d'évacuer : de nombreux Américains ne sont pas chrétiens. Le 113^e Congrès, qui a pris ses fonctions en 2012, comptait parmi ses membres le premier bouddhiste élu au Sénat, le premier hindou élu au Congrès (dans l'une et l'autre chambre) et la première personne affirmant n'avoir aucune croyance religieuse. Le 117^e congrès (2020-2022) comptait 88 % de chrétiens, dont 158 catholiques (environ 30 %), les juifs occupant 33 sièges (environ 6 %) et les mormons 9 sièges (environ 2 %). La diversité n'était pas la majorité, mais au moins elle n'était pas exclue puisqu'on comptait également trois musulmans, deux bouddhistes, un hindou et deux athées. Cette composition ne reflète pourtant plus la réalité du pays.

La variété des croyances religieuses aux États-Unis va bien au-delà du nombre déjà élevé d'ethnies, de nationalités et de races qui existent dans le pays. Des édifices de culte de toutes sortes, de toutes formes et de toutes tailles, faisant écho à des invocations tout aussi diverses, ont donné à la religion une place centrale dans la vie individuelle et collective. Dans ce paysage religieux à nul autre pareil, les mosquées font partie du panorama aux côtés des clochers. L'Amérique qui a la foi n'a pas peur de la montrer, et son espace public n'essaie même pas de construire une neutralité religieuse. La croissance évidente de l'islam, qui s'impose comme la plus grande religion non chrétienne du pays, solidement implantée dans vingt États du Midwest au Sud, ne masque pas le fait qu'à l'Ouest, le bouddhisme est la plus grande religion non chrétienne dans treize États, ou que le judaïsme est la religion non chrétienne prédominante et la plus importante dans quinze États du Nord-Est. La religion est donc une source de diversité, avant d'être un élément unificateur. Plus de 1 500 religions, ou variantes, ont été recensées. Pourtant, 63 % des Américains se disent chrétiens¹⁰. Le reste appartient à la multitude d'églises qui se distinguent tant par leur théologie, que par leur organisation, leur programme, et leurs règles. La majorité des chrétiens sont cependant protestants, bien qu'il existe un nombre démesuré de variantes au sein du protestantisme (plus de 200). Les catholiques romains constituent le deuxième groupe le plus important, juste devant les chrétiens orthodoxes.



Répartition géographique des religions

Si la majorité des chrétiens sont protestants (40 %¹¹), on peut trouver des centaines de dénominations différentes ou de congrégations indépendantes. Les groupes les plus visibles, comme les baptistes, les luthériens ou les méthodistes, sont eux-mêmes composés de nombreux groupes qui ne partagent pas nécessairement la même vision de la théologie ou de l'organisation de la prière. Les Noirs et les Blancs ont généralement perpétué des organisations distinctes au sein des dénominations protestantes ou, du moins, des congrégations séparées. Les catholiques romains, le deuxième groupe religieux le plus puissant des États-Unis (62 millions, 21 %), sont beaucoup plus unifiés que les protestants. Cela est dû, en grande partie, à la structure hiérarchique du catholicisme romain et au désir de permettre un certain degré de débat dans ses rangs, tout en préservant ses croyances fondamentales. Les catholiques étaient les cibles privilégiées du Ku Klux Klan dans les années 1920. Le groupe qui grossit le plus vite est celui des musulmans. Environ 2,75 millions de musulmans vivent aux États-Unis, les groupes les plus importants vivant dans le Michigan, le New Jersey, New York et en Arkansas. Les Américains musulmans constituent une population fortement immigrée. Ainsi, si environ un quart de la population musulmane totale est né aux États-Unis,

principalement des descendants des esclaves amenés d'Afrique en Amérique coloniale, la très grande majorité sont toutefois des nouveaux venus aux États-Unis et presque toutes les mosquées du pays ont été fondées au cours des quarante dernières années (il y en avait 2 106 en 2020).

Les évangéliques

Au sein du protestantisme, les évangéliques continuent d'être plus nombreux que les non-évangéliques. Actuellement, 60 % des protestants se reconnaissent comme des chrétiens *born again* ou autres évangéliques, soit 29,4 % de la population, ce qui est aussi moitié moins que durant le mandat de Ronald Reagan. Ils restent pourtant très présents dans les États du Sud : 47 % des adultes en Oklahoma, 46 % en Arkansas, 49 % dans le Kentucky, 52 % dans le Tennessee, 41 % dans le Mississippi, 49 % en Alabama, 39 % en Virginie-Occidentale, 38 % en Georgie, 36 % dans le Missouri et 31 % dans le Kansas ou au Texas¹².

Le journal *Christianity Today* estime pourtant que ces chiffres sont surévalués et qu'ils sont en réalité en forte baisse, assurant que la moitié des Américains pensent que le soutien des leaders évangéliques à Trump a nui à la crédibilité de l'Église. Un Américain sur quatre affirme ainsi que ce soutien a réduit son désir de poursuivre la pratique de sa religion et, au sein des évangéliques, 33 % disent que cela a rendu plus difficile leur engagement. Les divisions dans de nombreuses églises ont atteint un point de rupture en 2020, avec une polarisation politique accrue pendant la campagne de réélection de Donald Trump, alors que de nombreux pasteurs luttaienent aussi pour maintenir l'unité sur les réponses à la pandémie. À la suite de l'élection contestée et de l'émeute au Capitole, les pasteurs se sont même retrouvés mêlés à des polémiques autour de différentes théories du complot. Il reste que l'effet de Trump sur les églises évangéliques persiste, bien au-delà de sa défaite. Les tensions politiques se sont calmées sur les bancs des églises, et de nombreuses enquêtes menées par différents médias montrent que le soutien au 45^e président est resté intact parmi les évangéliques, voire que Donald Trump lui-même a permis de renforcer leurs rangs, en canalisant certains de ses supporters vers cette Église, qu'ils ont fini par rejoindre. Cela a fait dire à une éditorialiste de MSNBC qu'évangélique ne rime plus avec *born again*, mais avec républicain.



Un œil vers l'extérieur

Les Américains sont souvent cités pour leur maîtrise du *soft power*, qui s'appuie sur tous les avantages que lui donne sa civilisation et implique la persuasion, l'attraction et l'émulation. On pense immédiatement, bien sûr, au ^{xx}e siècle et à ces jeunes derrière le rideau de fer qui écoutaient de la musique américaine, durant la période de la guerre froide. Mais le rêve américain semble s'être étioilé : si les États-Unis faisaient rêver et que les espoirs se tissaient avec ces musiques qui enthousiasmaient dans le monde entier, cette époque paraît un peu révolue aujourd'hui. Le pays ne semble plus savoir manier le *soft power* avec autant de facilité et même la musique en vogue se veut plurielle et avec de multiples origines et influences.

L'efficacité des États-Unis reste cependant toujours relativement forte dans les domaines du divertissement, des médias, du sport et de la science. La réputation est certes moins glorieuse, notamment à cause d'une gouvernance et d'une stabilité politique qui sont moins bien perçues par les populations du monde entier. Les raisons sont d'abord intérieures, car de nombreux Américains ont fini par croire que la diplomatie avait moins d'importance depuis que les États-Unis ont « gagné » la guerre froide et disposent de l'armée la plus puissante du monde. En d'autres termes, les Américains se préoccupent moins de la dynamique d'un monde en constante évolution. Le mandat de Donald Trump a entraîné une accélération de cette tendance et un retrait des affaires du monde.

La méfiance est aussi extérieure : la décision de l'Amérique de rejeter unilatéralement l'accord de Paris sur le changement climatique et le plan d'action global conjoint sur la politique nucléaire iranienne, ont sapé la fiabilité de la nation en tant que partenaire sur la scène mondiale. De manière plus générale, l'imprévisibilité du 45^e président sur la scène internationale a glissé le ver dans le fruit et entraîné une méfiance de plus en plus grandissante à l'égard des États-Unis. L'ordre mondial politique, économique et social s'en est trouvé bouleversé, principalement au bénéfice de la Chine et, dans une moindre mesure, de la Russie, qui sont perçues d'un œil neuf dans beaucoup de pays. Les valeurs libérales n'ont plus paru être la seule voie vers la paix et la prospérité, du moins jusqu'en février 2022 et la guerre en Ukraine qui a rebattu à nouveau les cartes et replacé les États-Unis dans un rôle de leader du monde. Car les Américains n'ont pas seulement la plus grande armée : ils ont aussi la meilleure histoire.

Comme à l'occasion de chaque crise grave, les valeurs se recentrent sur l'essentiel et les États-Unis peuvent revendiquer être les détenteurs de la valeur suprême, de la notion culturelle et politique la plus importante au monde : la liberté. Cette idéologie a modelé leur pays et reste l'aspiration du monde. Pendant la pandémie, les confinements et restrictions individuelles comme le port obligatoire d'un masque ont parfois été vécus comme des régressions insupportables, brisant l'idéalisme qui était le moteur de la nation. Cela a entraîné une dépréciation extrême de l'idée de liberté, qui a été remplacée par une culture du harcèlement et du fanatisme idéologique et du nihilisme. Des millions d'Américains ont perdu la foi dans les institutions gouvernementales. À bien des égards, ils ont perdu confiance dans les États-Unis. Si l'« Américain moyen » s'est mis à douter du système américain, il n'est pas surprenant que le monde considère les États-Unis comme l'ombre d'eux-mêmes et perde confiance à son tour.

Les États-Unis ont longtemps conservé leur domination en raison de leur richesse et de la solidité de leur démocratie. Mais au cours des deux dernières décennies, avec l'inégalité croissante des revenus, le pays aussi est devenu moins attrayant. Cette dégringolade a été exacerbée par la violence, les divisions sociales et la mauvaise gouvernance. Le doute s'est insinué et a miné l'attractivité de ce pays. Même la musique américaine, pour l'évoquer à nouveau, a semblé moins bonne. En réalité, c'est le pays qui ne fait plus rêver.

En réclamant le suffrage de ses concitoyens, Joe Biden a promis de s'attaquer à ces défis. Le retour au libéralisme et à ses valeurs impliquait la restauration de l'idéal de liberté, alors que l'idée même de liberté avait été confisquée sous Donald Trump par ceux qui sont ses premiers destructeurs. La première urgence a consisté à remettre de l'ordre dans une démocratie qui a été malmenée et à reprendre le rôle de leader par l'exemple projeté d'une république apaisée. S'attaquer aux inégalités de richesse est le deuxième défi, pour montrer au monde que les États-Unis sont redevenus le pays de toutes les opportunités. Enfin, Joe Biden a réévalué la politique étrangère de son pays, pour lui redonner un rôle de leader, mais modernisé : il est désormais articulé autour de l'idée d'alliance, car c'est par le rassemblement des démocraties autour d'elle que la nation américaine veut affronter l'avenir et pouvoir faire pression sur les nations qui ne sont pas des démocraties (dont la Russie et la Chine) en tentant de les pousser à se réformer, et sur les autocrates qui les gouvernent. Encore un fois, les États-Unis donnent rendez-vous à l'Histoire en s'appuyant sur ses atouts intérieurs qui lui permettent d'espérer reconquérir et asseoir à nouveau sa puissance internationale.



Bibliographie

- Richard ALBAN, Morris LEVY et Dowell MYERS, « The Myth of a Majority-Minority América », *The Atlantic*, 13 juin 2021.
- Soufian ALSABBAGH, *La Nouvelle Droite américaine : la radicalisation du Parti républicain à l'ère du Tea party*, Paris, Demopolis, 2012.
- Martin Neil BAILY et Barry P. BOSWORTH, « US Manufacturing : Understanding its Past and its Potential Future », *Journal of Economic Perspectives*, hiver 2014, vol. 28, n° 1.
- Gérald BILLARD et Jacques CHEVALIER, *Géographie et géopolitique des États-Unis*, Paris, Hatier, 2012.
- Daniel BOORSTIN, *Histoire des Américains*, Paris, Robert Laffont, 1991.
- Jean-Éric BRANAA, *La Constitution américaine et les Institutions*, Paris, Ellipses, 1999, rééd. 2021.
- Abby BUDIMAN, « Key Findings about US Immigrants », *Pew Research Center*, 20 août 2020.
- Stephen BURMAN, *The State of the American Empire : How the USA Shapes the World*, Berkeley, University of California Press, 2007.
- Anthea BUTLER, « Trump, Republicans and White Evangelicals are Forming a Powerful Trifecta », *MSNBC*, 19 septembre 2021.
- Joseph CAROLL, « Public Overestimates US Blacks and Hispanic Populations », *Gallup*, 4 juin 2011.
- Bernard CHARBONNEAU, *L'Hommauto* (1967), Paris, Denoël, 2003.
- Frédéric CHARILLON, *Guerres d'influence : les États à la conquête des esprits*, Paris, Odile Jacob, 2022.
- Aymeric CHAUPRADE, *Géopolitique des États-Unis*, Paris, Ellipses, 2005.
- Dan CLAWSON et Naomi GERSTEL, *Unequal Time. Gender, Class, and Family in Employment Schedules*, New York, Russell Sage Foundation, 2014.
- Philip COHEN, *The Family, Diversity, Inequality, and Social Change*, New York, Norton, 2014.
- Didier COMBEAU, *Être Américain aujourd'hui : les enjeux d'une élection présidentielle*, Paris, Gallimard, 2020.
- Gerald DAVIS, *Managed by the Markets : how Finance Reshaped America*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- Myrtille DELAMARCHE, « Comment les États-Unis déstabilisent le raffinage mondial du pétrole », *L'Usine nouvelle*, 13 mars 2019.
- Guibourg DELAMOTTE et Cédric TELLENNE, *Géopolitique et géoéconomie du monde contemporain : puissance et conflits*, Paris, La Découverte, 2021.
- Samuel DEPRAZ, Stéphane HÉRITIER, « La nature et les parcs naturels en

Amérique du Nord », *L'Information géographique*, avril 2012, vol. 76.

Tamara DRAUT, *Sleeping Giant : the Untapped Economic and Political Power of America's New Working Class*, New York, Anchor Books, 2018.

Michelle GOLDBERG, « Are we Really Facing a Second Civil War ? », *New York Times*, 6 janvier 2022.

Philippe JACQUIN et Daniel ROYOT, *Go West ! Histoire de l'Ouest américain d'hier à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2002.

André KASPI, *Les Américains*, vol. 1, *Naissance et essor des États-Unis (1607-1945)*, Paris, Points, 2014.

—, *Les Américains*, vol. 2, *Les États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Points, 2014.

Jean KEMPE, *Une histoire culturelle des États-Unis*, Paris, Armand Colin, 2015.

Michael KLARE, *Rogue States and Nuclear Outlaws*, New York, Hillang Wang, 1995.

Denis Lacorne (dir.), *Les États-Unis*, Paris, Fayard, 2006.

—, *De la religion en Amérique*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 2015.

Jean-Michel LACROIX, *Histoire des États-Unis*, Paris, Puf, 1996.

Pierre LAGAYETTE, *La « Destinée manifeste » des États-Unis au XIX^e siècle, aspects politiques et idéologiques*, Paris, Ellipses, 1999.

Otis R. MARSTON, *From Powell to Power : A Recounting of the First one Hundred river Runners through the Grand Canyon*. Temple Press, 2014.

Pierre MELANDRI, *Histoire des États-Unis*, vol. 2, *Le déclin ? Depuis 1974*, Paris, Perrin, « Tempus », 2013.

Grégor McDONALDS, « Coal Jobs and the Power of a False Premise », *Gregor.us*, 21 février 2017.

Barah MIKAÏL, « La gestion nord-américaine des ressources hydrauliques, un modèle exportable ? », *Revue internationale et stratégique*, février 2007, n° 66.

Thierry PAQUOT, *L'Amérique verte*, Vincennes, Terre Urbaine, 2022.

Brian PASCUS, « GM, Ford, and Chrysler almost Died a Decade ago during the Financial Crisis — Here's How the Auto Giants Have Changed since », *Insider*, 16 septembre 2018.

Pew Research Center, « In a Politically Polarized Era, Sharp Divides in Both Partisan Coalitions », 2019.

Pew Research Center, « Looking to the Future. Public Sees an America in Decline on Many Fronts », mars 2019.

Martin PLACEK, « Motor Vehicle Production. United States 1999-2020 », *Statista*, 21 septembre 2021.

« Les États-Unis sont les plus gros producteurs de déchets plastiques » (d'après AFP), *Le Point*, 2 décembre 2021.

David REMNICK, « Is a Civil War Ahead ? », *New Yorker*, 5 janvier 2022.

David ROACH, « A Year after the Election, Trump's Effect on Evangelical Churches Lingers », *Christianity Today*, 1^{er} novembre 2021.

Adam ROBINSON, « A Brief History of the American Manufacturing Industry + Infographic », *The Rodon Group*, 22 février 2016.

Saskia SASSEN, *Cities in a World Economy*, Thousand Oaks, Sage Publications, 2019, 5^e éd.

Swathi SHANMUGASUNDARAM, « Anti-Sharia Law Bills in the United States », *Southern Poverty Law Center*, 5 février 2018.

Anna SHIRYAEVSKAYA, Jesper STARN et Elena MAZNEVA, « European Energy Prices Soar as a Deep Freeze Arrives, Bloomberg », 19 décembre 2021.

David SMITH, « On Anniversary of Capitol Riot, Washington – and America – Are as Divided as Ever », *The Guardian*, 7 janvier 2022.

Gregory A. SMITH, « More White Americans Adopted than Shed Evangelical Label during Trump Presidency, Especially his Supporters », *Pew Research Center*, 15 septembre 2021.

Thomas SNÉGAROFF et Alexandre ANDORRA, *Géopolitique des États-Unis*, Paris, Puf, 2016.

Michael TESLER, « The Floyd Protests Have Changed Public Opinion about Race and Policing. Here's the Data », *The Washington Post*, 9 juin 2020.

Henry-David THOREAU, *Walden ou la Vie dans les bois*, Paris, Gallimard, 1990.

Hélène TROCMÉ et Jeanine Brun, *Naissance de l'Amérique moderne, XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1997.

Frederick JACKSON TURNER, *The Frontier in American History*, New York, Holt, 1920.

US Energy Information Administration (EIA), « What is US Electricity Generation by Energy Source ? », 2 novembre 2021.

François VERGNIOLE DE CHANTAL, *L'Impossible Présidence impériale. Le contrôle législatif aux États-Unis*, Paris, CNRS Éditions via OpenEdition, 2019.

Gérard VESPIERRE, « Pétrole Américain, ce que l'on nous fait croire... », *La Tribune*, 21 janvier 2020.

Bernard VINCENT, *Histoire des États-Unis*, Paris, Flammarion, 2016.

Barbara WALTER, *How Civil Wars Start : and How to Stop Them*, Londres, Penguin Books, 2022.

« Donald Trump Announces a Presidential Bid », *The Washington Post*, 16 juin 2015.

Elizabeth WEISE, « On World Environment Day, Everything you Know about Energy in the US Might be Wrong », *USA Today*, 4 juin 2019.

Marie ZIEGLER, *Abortion and the Law in America. Roe v. Wade to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.



Table des cartes et schémas

Géographie physique des États-Unis
Population américaine
Les ressources énergétiques
L'agriculture aux États-Unis
Républicains et démocrates aux États-Unis
Les minorités aux États-Unis
Répartition géographique des religions

Table des matières

Introduction

I - Géographie des États-Unis

1 - L'enjeu du territoire

L'espace et les éléments

Un pays immense

Le poids du milieu naturel

Le climat

Un trésor à protéger

Importance stratégique de l'eau

Des idées et des hommes

La destinée manifeste

La « frontière »

La conquête du territoire

Les villes et les campagnes

Une population urbaine

Un territoire protecteur

2 - Les ressources : une corne d'abondance

Des richesses naturelles abondantes

La fin du charbon

Le gaz de schiste

Le gaz naturel liquéfié : le nouvel Eldorado

Le pétrole

Les défis du XXI^e siècle

À pas de géant vers la décarbonation

L'eau comme source de conflit

3 - L'Amérique dans la guerre économique

Un libéralisme dogmatique

Religion de l'abondance et du gaspillage

Une agriculture surpuissante

Modernité et productivité

Une agriculture qui a aussi ses problèmes

Le leadership économique

Puissance industrielle et de service

L'optimisme est de rigueur
La diplomatie financière : le joker américain
Le marché du travail
La pandémie et la crise
Pauvreté et inégalités

II - Des idées et des hommes

4 - Des institutions solides, mais durement attaquées

La naissance d'une nation

Un État fédéral

Une seule Constitution pour tous

Les gouvernements locaux

Les nouveaux défis

La démocratie en danger

La cohésion des États-Unis sera l'enjeu du futur

5 - La population américaine

Des mutations démographiques

Un rôle en devenir

Femmes en politique

Des changements sociétaux

Avortement et contraception

Recomposition de la famille

Homosexualité et genre

6 - Un pays d'accueil et de possibilités

Dès les origines

Un pays d'immigrés

Les clandestins

Qui sont les migrants ?

La tentation de l'entre-soi

Vivre comme une minorité

Les uns contre les autres

Black Lives Matter

Le retour des suprématistes

Un État-monde

7 - Valeurs et démocratie

Les valeurs traditionnelles

Rêve américain et destinée manifeste

Les Américains et la religion

Une influence ancienne

Les croyants américains

Les évangéliques

Un œil vers l'extérieur

Bibliographie

Table des cartes et schémas

puf

www.puf.com





Ouvrage numérisé et converti par



(59100 Roubaix)

1. 22 000 milliards de dollars, loin devant la Chine (16 500 milliards) ou la France (2 900 milliards).

2. Le dollar est la monnaie de réserve internationale et représente 60 % des échanges mondiaux et 85 % pour les matières premières.

3. Budget de la défense voté en décembre 2021 pour l'année 2022.

1. Le pays est si grand qu'il s'étend sur six fuseaux horaires (quatre si on ne considère que les 48 États continentaux).

2. Pike's Peak et Mount Elbert.

3. Il est à moins 85 m au-dessous du niveau de la mer.

4. Le Center for American Progress Action Fund, un think tank de tendance progressiste a publié une étude en 2016 qui indique que, cette année-là, 180 élus sur 535 étaient climato-sceptiques.

5. 2021 TCFD Deloitte Report.

6. Le 4 avril 2022, les experts du climat de l'ONU qui font partie du Giec ont publié leur nouveau rapport consacré aux solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

7. « 2022 Sea Level Rise Technical Report », National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), US Department of Commerce, février 2022.

8. Barack Obama a interdit, de manière permanente, tout nouveau forage sur un peu plus de 50 millions d'hectares dans l'océan Arctique au large de l'Alaska, à savoir toutes les eaux américaines de la mer des Tchouktches et une large partie des eaux américaines de Beaufort.

9. Sur la côte nord de l'Alaska.

10. Le journaliste assurait que « c'était une destinée manifeste d'envahir le continent alloué par la Providence pour le libre développement de notre multitude qui grandit chaque année ».

11. Big Three : il s'agit du nom donné aux trois grands constructeurs automobiles américains : General Motors, Chrysler et Ford.

12. Daniel Boorstin, *Histoire des Américains*, Paris, Robert Laffont, 1991.

13. Qui a eu lieu dans la première moitié du XIX^e siècle aux États-Unis.

14. On peut citer celle publiée par la Brookings Institution en 2009 (« Job Sprawl Revisited... ») qui a révélé qu'entre 1998 et 2006, les emplois se sont déplacés du centre vers la périphérie dans 95 des 98 principales régions métropolitaines, de Dallas et Los Angeles, à Chicago et Seattle.

1. Le port de Virginie de Hampton Roads est le deuxième port de la côte est en termes de tonnage, en grande partie grâce à l'exportation de charbon.

2. Le vieux bassin minier des Appalaches et les gisements situés au sud-ouest des Grands Lacs sont concurrencés par les mines de l'est, qui fournissent désormais près de 45 % de la production.

3. D'après Short-Term Energy Outlook (STEO), EIA (Agence d'information de l'énergie), octobre 2021.

4. Cela consiste à faire exploser les sommets des montagnes pour accéder directement aux filons de houilles. Cette technique demande une main d'œuvre réduite, qui est remplacée par du gros outillage. Depuis 1980, plus de 500 monts ont ainsi été décapités.

5. Le gaz de schiste a représenté 67 % de la production de gaz naturel en 2021.

6. Pour briser la roche enfouie sous terre, il faut une quantité phénoménale d'eau et de produits chimiques injectés à forte pression, ce qui menace les réserves d'eau potable.

7. Une étude publiée dans *Sciences Advances* a conclu que les entreprises de forage ont utilisé 770 % d'eau supplémentaire par puits entre 2011 et 2016, augmentant de 1 440 % les eaux usées toxiques relâchées.

8. Selon le BP Statistical Review 2021.

9. Un gazoduc acheminant directement du gaz de la Russie à l'Allemagne, et géré par le géant russe de l'énergie, Gazprom.

10. Les principaux gisements se situent dans le bassin de Bakken, à cheval sur le Dakota du Nord et le Montana, au Texas, en Californie, dans le Colorado et dans l'Utah.

11. Kilos équivalent pétrole par habitant.

12. Importations remises en cause en raison de la guerre en Ukraine.

13. Source : US Energy Administration.

14. Chiffres de Laurent Horvath, dans son blog : Géopolitique mondiale des énergies, 1^{er} janvier 2020.

15. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été remplacé par l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM ou *USMCA*) en juillet 2020.

16. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

17. Base PRIS de l'IAEA.

18. H.R.3684 – Infrastructure Investment and Jobs Act – promulgué le 15 novembre 2021.

19. Programme Biden-Harris, élection présidentielle 2020 : « The Biden plan to build a modern, sustainable infrastructure and an equitable clean energy future . »

20. Signée le 16 novembre 2021, cette loi d'un montant de 1 200 milliards de dollars, valorisera les routes, les ponts, les aéroports et les voies navigables, tout en dégagant d'importants investissements pour améliorer des systèmes d'électricité, d'eau et d'internet rapide.

21. Deloitte, « 2022 Global Automotive Consumer Study. Key Findings : Global Focus Countries », janvier 2022.

22. Le projet de loi Build Back Better (toujours pas voté au moment de l'écriture de ces lignes) prévoit un ensemble de crédits d'impôt de 320 milliards de dollars pour les énergies propres et les véhicules électriques.

23. GM a engagé 2,6 milliards de dollars d'investissements pour construire une nouvelle usine de batteries dans la région de Lansing et 4 milliards de dollars pour convertir son usine existante d'Orion Township afin de fabriquer des pick-ups électriques.

24. Source : Département du commerce.

25. L'administration fixe un mandat pour l'éthanol qui, en 2022 devait être à 14,1 milliards de gallons.

26. Autres États qui tirent du vent plus de 20 % de leur électricité en 2020 : le Colorado, le Nouveau-Mexique, le Nebraska, le Minnesota et le Maine (source : EIA, Département de l'énergie).

27. Chiffres 2020, de Market Study, société d'études de marché du groupe Pool and Spa News (PSN).

28. Ces chiffres sont tirés du rapport 2006 de l'Unesco sur l'état de l'eau, intitulé « Water : A Shared Responsibility ».

29. Les données les plus récentes datent de 2017. Chiffres de la Banque mondiale, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et données d'Aquastat.

1. Source : FMI.

2. Classement « Fortune Global 500 », publié chaque année par le magazine *Fortune*.

3. Même si l'excédent des services est tombé à 249,2 milliards USD en 2019 : -4,1 % en glissement annuel, US Bureau of Economic Analysis.

4. 2407,5 milliards. Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles (février 2022).

5. 1 431,6 milliards. Source : OMC, dernières données disponibles (février 2022).

6. Données Intracen (International Trade Centre).

7. Source : Comtrade, dernières données disponibles.

8. En 2020, la baisse est estimée à 12,6 % pour les exportations et 12,3 % pour les importations.

9. Le FMI a prévu un rebond en 2021 (+ 7,2 % pour les exportations et + 7 % pour les importations).

10. Source : rapport du cabinet Verisk Maplecroft, 2 juillet 2019.

11. L'agriculture américaine (n° 1 des exportations, n° 2 des importations) n'a pour concurrent que celle de l'Union européenne (n° 1 des importations, n° 2 des exportations).

12. 98,5 millions de têtes, 3^e rang mondial.

13. 62,2 millions de têtes, 2^e rang mondial.

14. 21 milliards de dollars vers le Canada et 18,1 milliards vers le Mexique. Source : FAS Global Agricultural Trade System (GATS).

15. Chiffres de l'US Department of Agriculture (Pour un total de \$26,4 milliards de dollars).

16. Source : USDA. 32,9 milliards de dollars de matières agricoles ont été exportés en Chine en 2021, soit 18,6 % de l'ensemble en valeur. Les exportations agricoles vers la Chine sont en croissance de 24,9 % sur un an. Suivent le Mexique, le Canada et le Japon. Ces quatre premières destinations ont toutes enregistré des records.

17. Chiffres de février 2022. Source : American Farm Bureau Foundation for Agriculture et USDA.

18. En puisant dans la loi sur le sauvetage des États-Unis (1 900 milliards de dollars) pour la financer.

19. Source : « Distribution of Workforce across Economic Sectors in the United States from 2009 to 2019 », *Statista*, 2022.

20. Source : United Nation Statistics Division (2019).

21. Source : Global Upside.

22. Library of Congress, « US History Primary Source Timeline », Overview.

23. General Tire célèbre « 100 Years of Reliability » (<https://generaltire.com/our-world/latest-news/general-tire-celebrates-100-years-of-reliability>).

24. L'euro représente 20 % du total.

25. 166 355 636 en 2019 (avant pandémie) d'après les données de la Banque mondiale.

26. Au mois de novembre 2021, plus de 4,5 millions d'Américains ont ainsi quitté leur emploi, selon les chiffres publiés par le Bureau américain des statistiques du travail. Le mois suivant, ce sont encore 4,3 millions de démissions qui ont été enregistrées et le mouvement s'est poursuivi les mois suivants (données publiées le 1^{er} février 2022).

27. La grève a débuté le 14 octobre 2021 et s'est terminée le 17 novembre. 99 % des employés syndiqués ont voté la grève.

28. John Deere prévoyait alors un bénéfice record de 6 milliards de dollars. Le mouvement a abouti à un accord qui augmente les salaires des travailleurs sur une période de six ans.

29. Dernières données connues. Source : Poverty USA.

30. Selon l'Economic Policy Institute, un organisme de recherche basé à Washington.

1. En 1811, c'est leur défaite qui a ouvert les Grandes Plaines à l'expansion des pionniers. Les « guerres indiennes » ont duré pendant tout le ^{xix}^e siècle. À aucun moment, ces peuples n'ont présenté un front uni face aux pionniers, certaines tribus choisissant de traiter avec l'ennemi, d'autres de résister. En 1886, les Apaches ont été écrasés. Le dernier acte de cette tragédie s'est joué à Wounded Knee en 1890.

2. Ils furent appelés pèlerins car ils décidèrent de partir en Amérique pour y trouver un lieu où ils pourraient exercer leur religion librement.

3. Comprenant les territoires du Connecticut, du Rhode Island, du New Hampshire et du Massachusetts – qui comprenait alors l’actuel État du Maine.

4. La Constitution anglaise ne se limite pas à un document unique et écrit, mais elle comprend un ensemble formé par les lois du Parlement, la tradition et la Common Law (droit coutumier établi par les jugements des cours). On dit qu'il s'agit d'une Constitution non écrite.

5. Chacune de ces législatures était organisée sur le modèle britannique, avec une Chambre haute, comme la Chambre des Lords et une Chambre basse, comme la Chambre des communes. Les membres de la Chambre haute étaient nommés par le gouverneur ou élus par les riches propriétaires. La Chambre basse était composée de représentants des colons, mais seuls pouvaient être candidats ceux qui étaient propriétaires et qui possédaient assez de biens.

6. Chaque État se voit doté de grands électeurs sur la base de deux par État, quel que soient sa taille ou sa population, plus le même nombre que de représentants à la Chambre, et donc en fonction de la population.

7. Défini dans l'article 2.

8. En cas de conflit d'interprétation, la volonté fédérale l'emporte.

9. Le record pour la participation remonte toutefois à 1900 avec 73,7 %.

10. Rapport « The Future of World Religions : Population Growth Projections, 2010-2050 », 2 avril 2015.

1. Les estimations de population Vintage 2021 du Bureau du recensement des États-Unis publiées fin janvier 2022 montrent que la population n'a augmenté que de 0,1 % et que la pandémie de Covid-19 a exacerbé la lenteur de la croissance. Source : Census Bureau.

2. 74,2 ans pour les hommes et 79,9 ans pour les femmes (source : Centers for Disease Control and Prevention, CDC). (Elle est de 83 ans en France).

3. Taux de natalité = 10,9 ; taux de mortalité = 10,2. Source : CDC.

4. 900 000 Américains sont morts du Covid-19 entre février 2020 et février 2022. Source : CDC.

5. Floride : + 38 590 ; Texas : + 27 185 ; New York : + 18 307.

6. 3 605 201 naissances en 2021, ce qui fait une augmentation de 0,09 par rapport à 2020.

7. Source : Banque mondiale (2020, dernier chiffre connu).

8. Les femmes ne représentent toujours que 18,1 % du Congrès, alors qu'elles constituent plus de la moitié de la population américaine.

9. Danielle Allen au Massachusetts, Deirdre Gilbert au Texas, Stacey Abrams en Georgie, Deidre DeJear en Iowa, Connie Johnson en Oklahoma et Mia McLeod en Caroline du Sud.

10. Au niveau du Congrès, on comptait en début de session 106 femmes dans les rangs du Parti démocrate et 38 chez les républicaines. Les femmes composaient 40 % des démocrates de la Chambre et 32 % au Sénat. Les proportions étaient nettement plus faibles pour les républicains : 14 % à la Chambre et 16 % au Sénat.

11. Seules cinq femmes sont gouverneures d'État, et 24 États n'ont jamais élu de femme à ce poste. 31 femmes ont été gouverneures depuis la création des États-Unis, contre 2 317 hommes.

12. La loi interdit l'avortement lorsque l'activité cardiaque du fœtus peut être détectée, généralement vers la sixième semaine de grossesse ; une prime de 10 000 dollars est même offerte à toute personne participant à l'application de la loi, chaque fois que quelqu'un pratique, « aide ou encourage » un avortement.

13. 27,8 ans en 2018 (dernière données connues) pour les femmes et de 29,8 ans pour les hommes.

14. Source Child Trends, 2016 (dernières données connues).

15. 7,6 % ne répondent pas à la question sur leur orientation sexuelle.

16. Sondage Gallup 2022. Jeffrey M. Jones, « LGBT Identification in US Ticks up to 7,1 % », Gallup, 17 février 2022.

17. Sondage Gallup du 24 février 2021.

18. Source : Human Rights Campaign (HRC) Foundation.

1. « Un seul à partir de plusieurs » : la devise figure sur le grand sceau des États-Unis et fut considéré comme la devise du pays jusqu'en 1956.

2. Dream est un acronyme pour Development, Relief, and Education for Alien Minors Act. Le Dream Act aurait permis à certains étudiants immigrés qui ont grandi aux États-Unis de demander un statut légal temporaire et d'obtenir éventuellement un statut légal permanent, ou même de devenir éligibles à la citoyenneté américaine s'ils allaient à l'université ou servaient dans l'armée américaine.

3. Soit 44,8 millions de personnes.

4. Données de 2017 (dernières données connues) du Pew Research Center.

5. Thomas Snégaroff et Alexandre Andorra, *Géopolitique des États-Unis*, Paris, Puf, 2016.

6. Source : US Census Bureau, Population Estimates Program, février 2022.

7. Le nombre de réfugiés en 2020 (présidence Trump) a été de 11 814 ; il a été de 11 411 en 2021 (présidence Biden). Source : Department of Homeland Security, immigration statistics.

8. Passant de 3,5 millions à 12,5 millions.

9. Connue sous le nom de Titre 42, cette règle est supervisée par le Centre de détection des maladies (CDC) : elle aurait permis d'expulser 400 000 personnes de plus durant la fin du mandat de Donald Trump et 1 million en onze mois (dernières données connues) au début de celui de Joe Biden.

10. On parle souvent indifféremment de Latinos et d'Hispaniques. Ces derniers sont ceux originaires d'Espagne ou d'un pays où on parle espagnol ; les premiers viennent d'un pays d'Amérique du Sud, qu'il ait été un jour colonisé par les Espagnols ou les Portugais.

11. Source : Pew Research Center. Données de 2021, d'après le recensement 1990-2020.

12. La Californie (24 %), le Texas (11 %) et la Floride (10 %).

13. Source : Migration Policy Institute (MPI). Tabulation of data from the US Census Bureau's pooled 2015-2019 American Community Survey.

14. Ils sont 40,9 % à Washington DC, 36,4 % dans le Mississippi, 31,2 % en Louisiane, 30,6 % en Géorgie et 29,1 % dans le Maryland, pour les États dans lesquels ils sont les plus nombreux en proportion.

15. En 2018 (dernières données connues), environ 11,2 millions d'immigrants vivant aux États-Unis en étaient originaires, ce qui représente 25 % de tous les immigrants américains. Les groupes d'origine suivants étaient ceux de la Chine (6 %), de l'Inde (6 %), des Philippines (4 %) et du Salvador (3 %). Source : Pew Research Center, tabulation des communautés américaines 2018 (IPUMS).

16. Les Américains d'origine asiatique et les insulaires du Pacifique étaient alors déclarés dans ce groupe unique des « originaires du Pacifique », la distinction ne se faisant qu'à partir de 1980.

17. 4 % des immigrants sont nés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et 5 % en Afrique subsaharienne (Chiffres 2018).

18. C'est du déclaratif et il n'y a aucune justification à fournir.

19. Bien que les projections varient fortement selon qu'on retienne celles de l'ONU (404 millions) ou de l'U.S. Census Bureau (422 à 458 millions).

20. Lors de la convention républicaine à Cleveland, fin juillet 2016.

21. Un dérivé du slogan de campagne de Donald Trump « Make America Great Again ».

22. Adopté le 2 octobre 2001.

23. Il était maire de New York le 11 septembre 2001 et on l'a vu en première ligne avec les secours.

24. L'Irak a plus tard été retiré de la liste, réduite donc à six pays.

25. Le *redlining* est une pratique discriminatoire consistant à refuser ou limiter les prêts aux populations situées dans des zones géographiques déterminées, par exemple, des quartiers identifiés comme « à faible revenu », et souvent majoritairement afro-américains.

26. « The Audacity of Hope », discours de Barack Obama à la convention démocrate, 27 juillet 2004.

27. La théorie critique des races est en fait une étude juridique avancée qui est enseignée dans les facultés de droit.

28. Dernière donnée connue. Source : Pew Research Center.

29. Selon les tabulations du Pew Research Center de l’American Community Survey du Bureau du recensement des États-Unis : « National Survey of Latinos » du 15 au 28 mars 2021, Pew Research Center.

1. Le concept de « représentation géopolitique » est un des apports majeurs d'Yves Lacoste, qui s'appuie sur l'étude de la façon dont un groupe politique, un peuple se représente à travers son territoire, son identité, ses valeurs.

2. Le traditionnel « Avez-vous l'intention d'assassiner le président des États-Unis ? » a été élargi avec « Avez-vous l'intention de participer [...] à des activités terroristes, d'espionnage, de sabotage ou de génocide ? ».

3. L'Esta (Electronic System for Travel Authorization) est un document électronique permettant d'entrer aux États-Unis sans visa.

4. Statement by President Biden on the American Dream and Promise Act of 2021, La Maison-Blanche, 18 mars 2021.

5. Richard Nixon et Herbert Hoover étaient quakers.

6. Joe Lieberman a été candidat à la vice-présidence en 2000 et Bernie Sanders à la présidence en 2016 et 2020.

7. Un enseignant a été poursuivi par l'État du Tennessee pour avoir enseigné la théorie de l'évolution en classe.

8. Southern Christian Leadership Conference, fondée par le révérend Martin Luther King.

9. En 2003, 61 % des Américains étaient évangéliques (Source *Gallup*).

10. 3 Américains sur 10 ne sont plus affiliés à une religion ; les chrétiens formaient encore 75 % de l'ensemble en 2010 ; en 2022, 9 % des Américains se définissent comme athées, agnostiques ou « rien de particulier ». Source : Pew Research Center, « Religious Landscape Study », 2022.

11. Ils étaient 51 % en 2010.

12. Source : Pew Research Center, « Evangelical Protestants », 2014 (dernières données connues).